

DOSSIER ANNUEL

BOVINS VIANDE

Année 2025
Perspectives 2026

N° 563
Janvier 2026

Économie de l'élevage



ENVOLÉE DES PRIX EN 2025

Manque d'offre
et situation sanitaire compliquée

LE MARCHÉ DES GROS BOVINS ET DES VEAUX
Baisse de l'offre, hausse des prix

LES RÉSULTATS DES EXPLOITATIONS
Des cours au rendez-vous qui insuffisent une forte hausse aux revenus

PRÉVISIONS 2026
Vers une baisse de production moins prononcée qu'en 2025



LES DOSSIERS ÉCONOMIE DE L'ÉLEVAGE

sont une publication mensuelle du Département Économie de l'Institut de l'Élevage. Ils traitent de l'analyse des marchés du lait et des viandes, de l'évolution des structures et des résultats des exploitations d'élevage, de perspectives démographiques, territoriales ou de filières... en France, en UE ou dans les principaux pays concurrents ou partenaires.

RÉDACTEURS :

Département Économie de l'Élevage - Institut de l'Élevage : BERRUYER Mylène, BLANQUET Ilona, BONNET Maximin, FUCHEY Hélène, HERVÉ-QUARTIER Virginie, GROSHENS Eva, LE GLAUNEC Maxime, MONNIOT Caroline, PINEAU Christèle, RUBIN Benoît

RÉDACTEUR EN CHEF :

Boris DUFLLOT - Département Économie de l'Élevage - Institut de l'Élevage

CONTRIBUTEURS :

BLACHON Aurélie, CHARROIN Thierry, ECHEVARRIA Laurence, MATHIEU Guillaume, PASSERIEUX Stéphane, TRESCH Philippe ainsi que Christophe GROSBOIS (CA 49) et MARTIN Joël (CA 08)

CONTRIBUTEURS AU CHAPITRE 5 :

AUGER Jean-Baptiste (CA 63), BAHIER Guillaume (CA 22), BALME Jean Louis (CA 48), BENOËTEAU Gaël (CA 44), BERGER Clémence (CA 31), BONESTEBE Mathilde (CA 15), BOUCHARD Yann (CA 15), BOUGAREL Francis (CA 03), BOYER Florian (CA 54), BOYER Julie (CA 05), BRACHET Elodie (CA 35), BRETON Delphine (CA 72), CAPY Christophe (CA 19), CERCIAT Thomas (CA 33), CHANCERELLE Hélène (CA 29), CHAZAL Béatrice (CA 01), DELARUE Estelle (CA 15), DELMAS Benoît (CA 12), DELTOR Thierry (CA 64), DUBOUCHER Camille (CA 24), DUPIRE Sarah (CA 38), DURANT Solène (CA 86), DUVERNOY Clotilde (CA Ile de France), FALENTIN Etienne (CA 02), FLORES Antoine (CA 04), GANGNERON Alexis (CA 81), Jérémy GÉRVAIS (CA 42), GODFROY Damien (CA 88), GROSBOIS Christophe (CA 49), GUERET Jean-Marie (CA 79), HALTER Philippe (CA 43), JAY Maude (CA 56), LAFORGUE Chloé (CA 11), LAGOUTTE Natacha (CA 23), LAHEMADE Thierry (CA 71), LAMBRECHT Vincent (CA 44), LARRIVIERE Géromine (CA 26), LOUSTAU Guillaume (CA 46), MARCEAU Frédérique (CA 58), MARTIN Joël (CA 08), MOULENES Denis (CA 88), MOURICHOU Laurie (CA 16), MUSSIER Corentin (CA 35), NAVÉREAU Valentine (CA 21), PELISSIER Emeric (CA 48), PEREZ Pauline (CA 66), PEYRAT Elodie (CA 24), PLECHOT Romain (CA 32), RAGE Baptiste (CA 63), ROBERT Justine (CA 18), RICHARD Aurore (CA 85), TARCHAOUI Alice (CA 60), TERTRAIN Jean-Baptiste (CA 72), THULLIEZ Élisée (CA 80), VABRE Marion (CA 12), VEAU Christelle (CA 58), VIDAL Jean-Christophe (CA 12), VINCENT Claude (CA 36), WELLER Jérémie (CA ALSACE), YVON Emeline (CA 55), ZANETTI Céline (CA 57).

CONTRIBUTEURS AU CHAPITRE 6 :

BOUSSANGE Bernard (CA 19), BRIAND Philippe (CRAB), COUPIN Manon (CRA PDL), DUBOUCHER Camille (CA 24), HIVER Elodie (CA 24), SCHOUTEDEN Marine (CA 46).

FINANCEURS :

Ministère de l'Agriculture, de l'Agro-Alimentaire et de la Souveraineté alimentaire
Confédération Nationale de l'Élevage



Envolée des prix en 2025

Manque d'offre et situation sanitaire compliquée

Jamais les prix des bovins ne s'étaient autant accrus qu'en cette année 2025. Il faut dire que le manque d'offre de viande bovine est criant, aussi bien en France que dans l'ensemble de l'Europe, le cheptel ne cessant de se réduire. Dans les régions françaises, les maladies vectorielles, avec les nombreux foyers de MHE et FCO 8 et 3 depuis 2023-2024, ont limité les croissances, provoqué de la mortalité, et se sont ajoutées aux effets de la décapitalisation pour faire reculer les naissances.

Le bilan d'approvisionnement français connaît dans ce contexte une baisse proche de celle de l'offre. Vis à vis d'une Europe qui manque de viande, les importations françaises restent limitées et les exportations en légère croissance. Alors que la hausse des prix est répercutée progressivement aux consommateurs, la demande intérieure se montre résistante.

Le maigre est particulièrement rare et recherché, pour des ventes vers l'Italie et l'Espagne aussi bien que vers les engraisseurs français. Les cours des broutards ont décollé dès le printemps, avec beaucoup de réactivité et d'amplitude. Les cours des jeunes bovins ont suivi, mais avec un léger décalage. Les naisseurs-engraisseurs ont préféré vendre davantage de broutards que les années précédentes face aux aléas sanitaires, aux hausses de prix du maigre pas encore pleinement exprimées dans ceux du gras, et aux besoins de trésorerie largement majorés.

Les revenus des éleveurs bénéficient heureusement de la hausse des prix des bovins. Les exploitations spécialisées atteignent en 2025 des niveaux historiquement hauts, aussi bien les naisseurs que les naisseurs-engraisseurs.

Quant aux exploitations de polyculture-élevage, au plus haut en 2022, elles se relèvent de deux années difficiles grâce à l'atelier viande qui vient compenser la difficile conjoncture des cultures.

L'hétérogénéité des résultats des exploitations se renforce alors que les facteurs responsables se multiplient : volatilité des cours mais aussi changements et aléas climatiques et sanitaires, qui se répercutent sur les performances techniques et la productivité globale. On note aussi qu'une partie des éleveurs voient leurs revenus minorés par la hausse des investissements, reflétant la hausse des prix des équipements mais aussi un probable regain d'optimisme des éleveurs.

Alors que le maintien de la production reste l'enjeu majeur de la filière, 2026 marquera-t-elle le début d'un ralentissement durable de la décapitalisation? Le cheptel de génisses est abondant et le contexte de prix porteur. Pour inciter à la consolidation des cheptels et à l'installation de nouveaux éleveurs, certains obstacles restent à lever, comme des besoins en trésorerie et en capitaux de plus en plus lourds. Des évolutions à suivre de près en 2026...

SOMMAIRE

2/ LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2025

Conditions de production, offre, demande, prix... tous les événements qui ont marqué l'année

4/ LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN FRANCE

Cheptel, production, consommation, prix, importations et exportations

12/ LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN EUROPE

Les bilans en Irlande, en Allemagne, en Pologne, en Italie et en Espagne

18/ LE MARCHÉ DES BROUARDIS FRANÇAIS

Exportations, prix, les marchés aux portes de l'UE

22/ LES REVENUS DES EXPLOITATIONS FRANÇAISES

- Exploitations spécialisées
- Exploitations diversifiées avec cultures
- Exploitations bio

36/ LE SECTEUR DU VEAU

Cheptel, production, consommation, prix, importations, résultats des exploitations

42/ LES PRÉVISIONS 2026

Production, consommation, importations, exportations, pour la France

1

LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2025

HIVER

Mois de janvier particulièrement humide.

FCO/MHE : Nord Est et Sud Ouest touchés depuis 2024.

L'année 2025 démarre avec un gros déficit de veaux allaitants, découlant de la baisse de naissances de l'automne 2024 liée à la FCO.

Le prix du JB U espagnol s'envole, du fait de la forte demande méditerranéenne pour le Ramadan et de la décapitalisation dans la région.



PRINTEMPS

Printemps sec qui a permis des récoltes de fourrages précoces.

29 juin : 1er cas de DNC dans un élevage de Savoie

Abattages sanitaires des élevages foyers, zones de restrictions de mouvements, zone vaccinales.

Le cheptel européen de vaches recule de 2,5% en un an selon l'enquête de juin.

Un cas de DNC en Italie le 25 juin empêche les mouvements de bovins et donc les mises en place de broutards dans un rayon de 50 km jusqu'au 12 août (45 jours).

La Commission européenne publie ses propositions pour la PAC post-2027 : fonctionnement en boîte à outils, disparition de l'architecture en deux piliers, cofinancements nationaux et subsidiarité renforcés.

ÉTÉ

Un début d'été très sec a entraîné un regain d'abattages de vaches laitières et allaitantes en France.

Grandes cultures : rendements en hausse par rapport à la très mauvaise année 2024,
les cours restent déprimés.

Épisodes caniculaires durant l'été :
déficit global de la pousse de l'herbe de 9%. Quart Nord Ouest touché.

Les imports de viande bovine en UE depuis les pays tiers bondissent de 50% en juillet
du fait de la faiblesse de l'offre en UE.

La cotation de la vache O irlandaise atteint 6,93 €/kg carc fin août,
son maximum historique.

Le broutard charolais de 350 kg atteint 6,25 €/kg en septembre.
Il avait démarré l'année à 4,05 €/kg.

AUTOMNE

Mais ensilage 2025 : récolte constatée après un été sous tension,
qualité finale satisfaisante malgré des rendements en retrait.

Arrivée de la FCO3 dans le Nord Ouest
avec une mortalité importante sur les veaux.

Un Sommet de l'élevage sans bovins
pour éviter la propagation de la DNC.

Signature finale de l'accord commercial entre l'UE et le Mercosur reportée à janvier
suite aux manifestations agricoles dans toute l'Europe et à Bruxelles en décembre.

Suspension de tous les exports de bovins du 18 octobre au 1er novembre
pour stopper la propagation de la DNC.
Le prix du veau laitier perd 42% de sa valeur en 3 semaines.

Répercussion de la hausse des prix jusqu'au consommateur : l'inflation sur le boeuf et veau atteint 9,3% sur un an en novembre, tandis que le prix moyen pondéré au producteur de bovins est en hausse de 36%.



2

LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN FRANCE

Envolée des prix et pénurie de bovins

La production française de viande bovine a nettement baissé en 2025. Le contexte sanitaire explique une partie de ce repli, aussi bien que la décapitalisation continue des dernières années. Les cours se sont envolés, affichant des hausses à deux chiffres d'une année sur l'autre.

Les importations ont reculé faute de disponibilités suffisantes en Europe tandis que les exportations sont restées stables, la demande en UE étant bien présente.

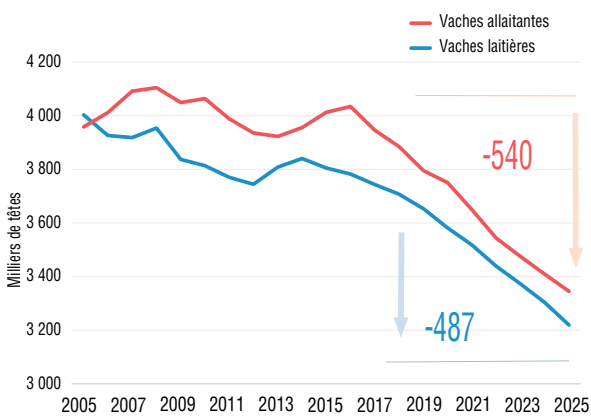
La consommation française de viande bovine, calculée par bilan, s'est encore contractée en 2025 en raison de la baisse marquée des disponibilités.



CHEPTEL 2025

EFFECTIFS DE VACHES EN FRANCE AU 1^{ER} DÉCEMBRE

En sept ans, les cheptels laitier et allaitant ont perdu respectivement 487 000 et 540 000 vaches, soit plus d'un million de têtes au total.



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SPIE-BDNI

- 1 million de têtes en 7 ans

C'est la baisse du nombre de vaches laitières et allaitantes en France entre fin 2018 et fin 2025

Accélération du recul du cheptel laitier et léger ralentissement pour le cheptel allaitant

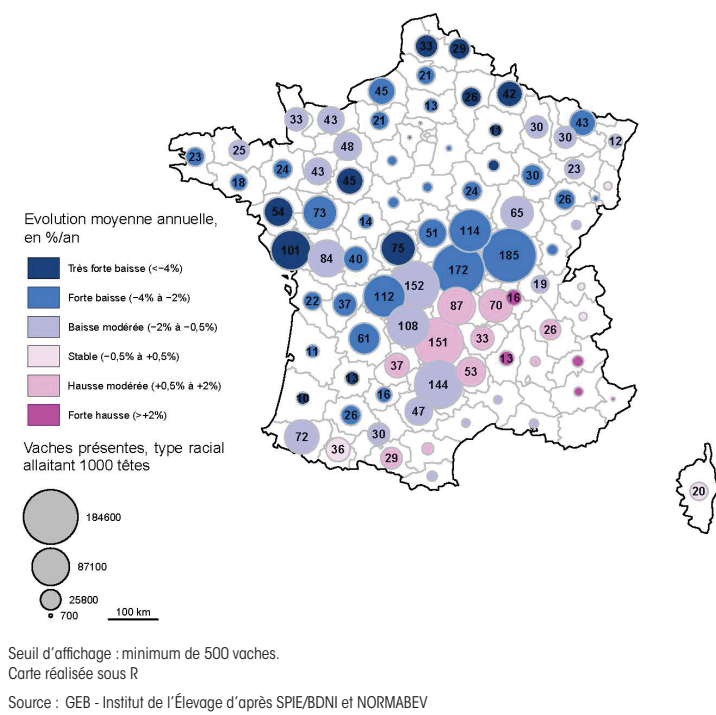
En 2025, les effectifs de vaches françaises ont poursuivi leur baisse. Pour le cheptel laitier, le rythme s'est de nouveau accentué après une année 2024 en fort recul. Il a ainsi perdu 84 000 têtes entre le 1^{er} décembre 2024 et le 1^{er} décembre 2025 et compte 3,2 millions de vaches laitières (-2,5% /2024). Sur la même période, le cheptel de vaches allaitantes s'est réduit de 64 000 têtes, soit un peu moins fortement qu'en 2024. Il atteint 3,3 millions de têtes fin 2025 (-1,9% /2024). Les baisses avaient été respectivement de 2,1% et 2,0% entre 2023 et 2024.

Au premier semestre, la baisse des cheptels laitiers et allaitants a été rapide, -2,2% et -2,4% /2024 respectivement. Les maladies vectorielles MHE et FCO ont entraîné une légère surmortalité des vaches et un fort recul des entrées en reproduction des génisses. Sur la fin de l'année, le cheptel de mères allaitantes a vu ses effectifs se redresser sous l'effet d'une baisse des sorties et d'une hausse des entrées de génisses. Dans le même temps, pour les mères laitières, les entrées ont très légèrement diminué tandis que les sorties augmentaient sensiblement, donnant un solde négatif.

La décapitalisation du cheptel bovin français s'inscrit dans une tendance de moyen terme, que l'on observe chez la plupart de nos voisins européens, et dans un contexte de défis pour la filière bovine en matière d'installation et de transmission des élevages.

VACHES ALLAITANTES AU 1^{ER} DÉCEMBRE 2025 ET ÉVOLUTION EN UN AN

Hausse des effectifs de vaches allaitantes dans le Massif-Central.



3,3 millions

C'est le nombre de vaches allaitantes au 1^{er} décembre 2025

Ralentissement de la baisse du cheptel allaitant

2025 a débuté par un recul rapide du cheptel allaitant français, mais la baisse a été beaucoup plus modérée au second semestre.

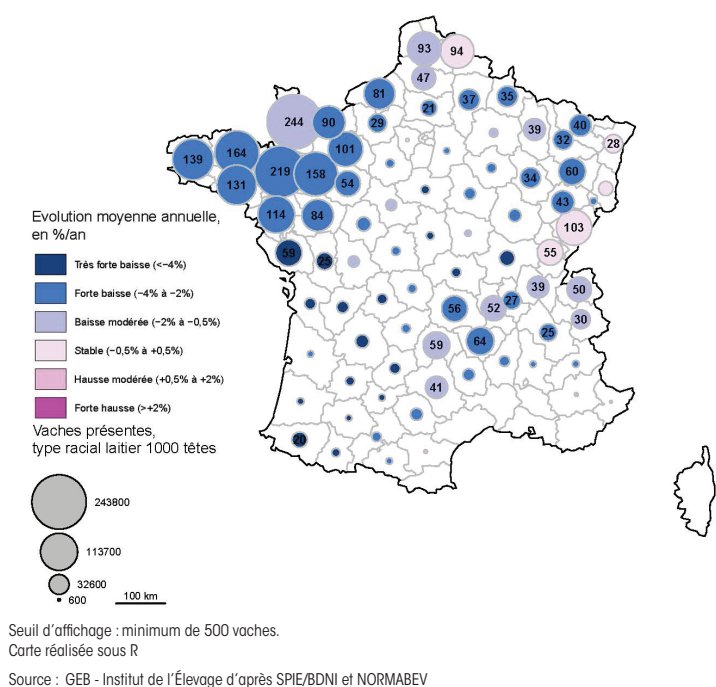
Les bassins allaitants du centre de la France enregistrent des baisses d'effectif moins importantes qu'en 2024, même si elles restent significatives. La Saône-et-Loire, département comptant le plus grand nombre de mères allaitantes, voit son nombre de vaches diminuer de 2,1%. En Corrèze, il est en retrait de 1,0% et de 1,8% en Creuse. L'Allier a perdu 2,3% de mères. La forte décapitalisation se confirme dans les Pays de la Loire : les effectifs vendéens ont chuté de près de 5%. Des hausses sont à noter en Lozère (+1,7%), en Haute-Loire (1,5%), dans la Loire (+1,5%), dans le Cantal (+0,8%) et le Puy-de-Dôme (+0,6%).

Reprise des naissances en fin d'année

En 2025, 3,10 millions de veaux sont nés de mères allaitantes (-1,8%/2024). Après une baisse importante en début d'année, les naissances de veaux de mères allaitantes ont progressé les mois suivants (+7,2% en octobre, +3,3% en novembre par rapport à un automne 2024 très bas), limitant le recul des effectifs de veaux.

VACHES LAITIÈRES AU 1^{ER} DÉCEMBRE 2025 ET ÉVOLUTION EN UN AN

En 2025, le nombre de vaches laitières s'est réduit dans tous les territoires, sans exception.



3,2 millions

C'est le nombre de vaches laitières au 1^{er} décembre 2025

Accélération de la baisse du cheptel laitier

Après avoir été frappé par la FCO-8, le cheptel laitier français a été affecté par la FCO-3. Il a poursuivi son recul en 2025 à 3,2 millions de têtes. Les avortements et la baisse de fertilité ont des conséquences à long terme, visibles dès 2025 sur la baisse des naissances au printemps et à l'été.

Les réformes laitières ont été moins nombreuses qu'en 2024 (-3,7%) en lien avec la bonne conjoncture laitière et la nécessité de conserver des vaches pour compenser la baisse de production induite par la FCO et l'incertitude sur la reproduction des génisses.

Dans le détail, la décapitalisation est très marquée dans le Grand Ouest. Les quatre départements bretons ont perdu près de 22 000 vaches (-3,2%/2024), les Pays de la Loire près de 18 000 (-3,6%/2024) et la Normandie subit une baisse de 13 000 têtes (-2,3%/2024).

Le Nord-Pas-de-Calais, dont l'effectif laitier, stable jusque 2022, avait diminué en 2023 et 2024, a enregistré une quasi-stabilité (-0,4% en 2025/2024).

Dans le Doubs et le Jura, le cheptel est stable.

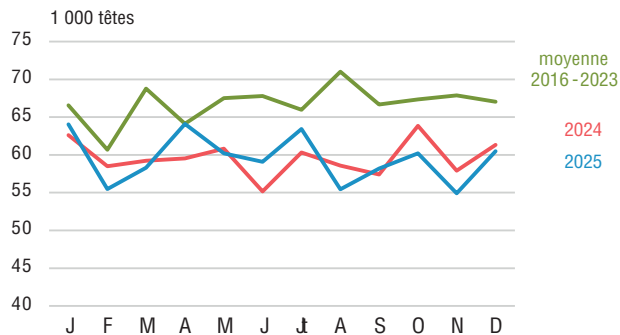
Part de veaux croisés stable

Les naissances de veaux de mères laitières sont en baisse de 2,3% par rapport à 2024, légèrement inférieures à 3,04 millions. La part des veaux croisés lait-viande est toujours de 25% dans les naissances de mères laitières.

2 LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN FRANCE

PRODUCTION 2025

ABATTAGES MENSUELS DE VACHES DE TYPE VIANDE



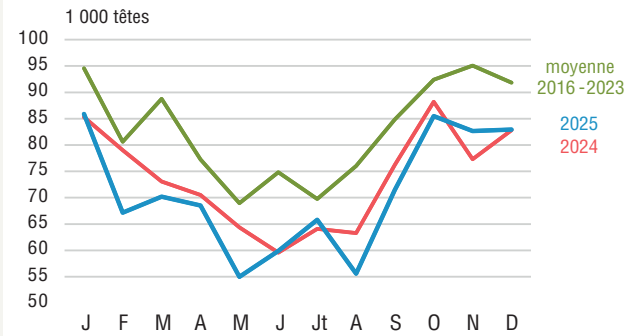
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Normabev

Le nombre de vaches de type viande abattues en 2025 a quasiment égalé son faible niveau de 2024, à 714 000 têtes d'après Normabev (-0,2% /2024 ou -1 400 têtes).

Le recul par rapport à la moyenne 2016-2023 - années de décapitalisation - se chiffre à 11% ou 87 000 têtes.

Les abattages de l'automne ont été particulièrement faibles (-4% /2024 au 4e trimestre).

ABATTAGES MENSUELS DE VACHES LAITIÈRES

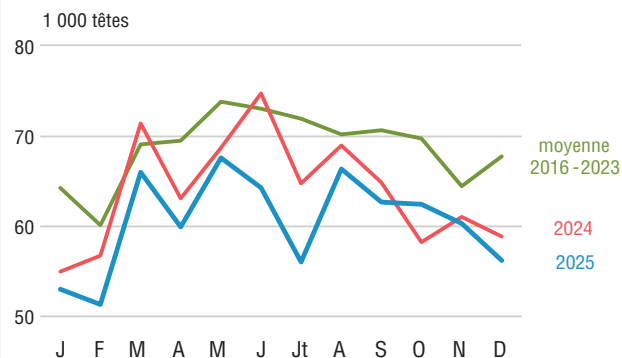


Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Normabev

En 2025, les réformes laitières ont été moins nombreuses qu'en 2024 (-3,7% /2024 à 851 000 têtes d'après Normabev).

C'est un niveau historiquement bas (-15% par rapport à la moyenne 2016-2023). La bonne conjoncture laitière et les effets de la FCO sur la productivité laitière ont poussé les éleveurs à retarder les réformes.

ABATTAGES MENSUELS DE TAURILLONS TOUTES RACES



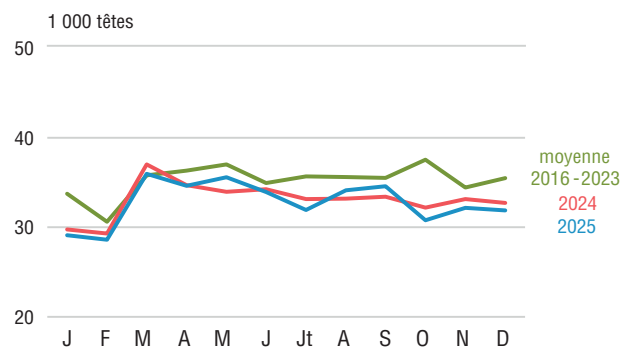
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Normabev

Après un rebond en 2024, les abattages de taurillons toutes races confondues sont repartis à la baisse en 2025 (-5,3% /2024 à 726 000 têtes).

Ceux de taurillons de type viande et croisés ont baissé de 5,0% à 587 000 têtes. Ceux de type lait ont chuté de 7,0% à 114 000 têtes.

Certains mâles pourraient avoir été classés en taureaux, ayant dépassé les 24 mois d'âge du fait d'une croissance lente liée à la FCO et à la mauvaise qualité des fourrages de 2024.

ABATTAGES MENSUELS DE GÉNISSES TOUTES RACES

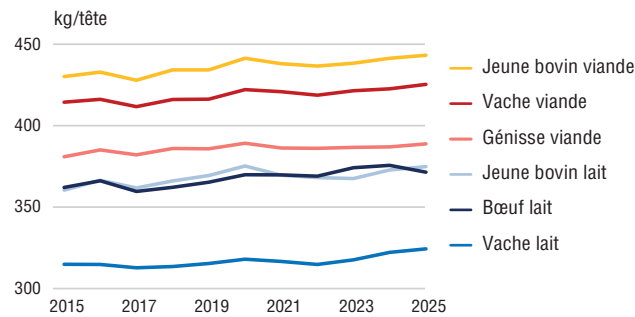


Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Normabev

Les abattages de génisses toutes races confondues étaient en très légère baisse d'après Normabev (-0,9% /2024), après une baisse similaire en 2024.

Le recul a été plus prononcé au dernier trimestre (-3,3%), alors même que le marché manquait déjà de vaches de type viande. Ceci a exacerbé les tensions sur l'offre.

POIDS DE CARCASSE ANNUELS MOYENS DES GROS BOVINS



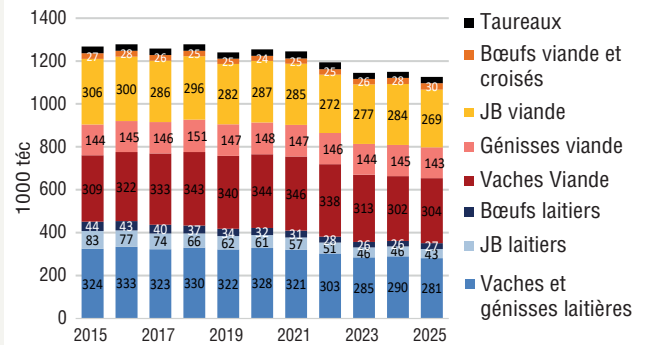
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Normabev

La hausse des poids de carcasse s'est poursuivie en 2025, stimulée par la hausse des prix au kilo et la baisse des prix des aliments.

Cette hausse des poids n'a pas gêné les abatteurs, qui manquaient de bovins à abattre.

Les vaches de type viande pesaient en moyenne 425 kg de carcasse (+0,7% /2024), les vaches laitières 324 kg (+0,7%), les JB viande 443 kg (+0,4%), les JB lait 375 kg (+0,6%) et les génisses viande 389 kg (+0,5%).

ABATTAGES ANNUELS DE GROS BOVINS



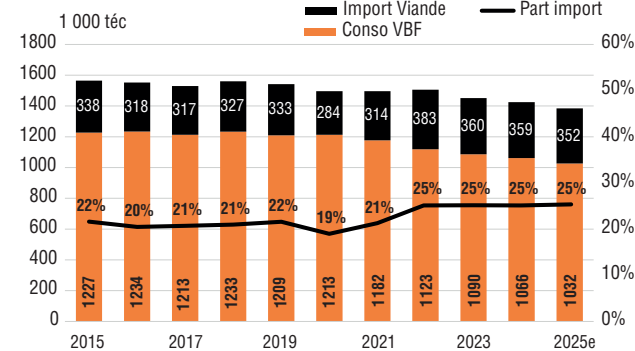
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Normabev

Après une stabilisation en 2024, les tonnages de gros bovins finis abattus sont repartis à la baisse en 2025 (-2,0% /2024 ou -23 000 téc).

Les abattages de JB viande (-16 ktéc) et de JB lait (-3 ktéc) étaient en baisse, de même que ceux de vaches laitières (-9 ktéc) et de génisses de type viande (-2 ktéc). À l'inverse, ceux de bœufs de type viande et croisés (+2 ktéc), de vaches viande (+1 ktéc) et de taureaux (+1 ktéc) ont enregistré de petites hausses.

CONSOMMATION 2025

CONSOMMATION FRANÇAISE DE VIANDE DE GROS BOVINS ET DE VEAUX : VIANDE FRANÇAISE ET VIANDE IMPORTÉE



e : estimation

*VBF = viande bovine française

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SSP et Douanes

Rappel définition : La consommation par bilan est calculée à partir des données d'abattage et de commerce extérieur, selon la formule suivante : consommation en équivalent carcasse = abattage + import - export. Cette méthode ne distingue pas la viande de veau de la viande de gros bovins et ne prend pas en compte les variations de stocks.

En 2025, la consommation française de viandes bovines, y compris de veau, aurait reculé de 2,9% en un an, contre 1,9% en 2024.

Cette baisse de la consommation s'explique d'abord par celle des abattages de gros bovins (-2%, -23 000 téc) et de veaux (-7%, -10 000 téc).

À la baisse des abattages s'ajoute le recul de l'importation (-2% estimé, -6 000 téc) par manque de disponibilités en UE et du fait de la très forte hausse des prix de la viande bovine chez nos voisins européens. En France l'inflation générale a été faible (0,9% en moyenne annuelle contre 2,3% en 2024) mais l'inflation sur le bœuf et le veau n'a cessé d'accélérer, atteignant 5,2% en moyenne en 2025, contre 1,1% en 2024. Les exports se seraient stabilisés à 242 000 téc.

La consommation de viande bovine d'origine France aurait reculé de 3,2% (contre -2,9% pour l'ensemble de la viande bovine) du fait du reflux des abattages.

Le taux d'import dans la consommation était stable en 2025, à 25%, comme depuis 2022, hors correction des effets du *Brexit* sur les échanges français.

Attention, ces chiffres de consommation ne prennent pas en compte les variations de stocks.

2 LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN FRANCE

+23%, c'est la hausse sur un an du prix moyen pondéré des gros bovins entrée abattoir en 2025

PRIX 2025

Sous l'effet du manque de bovins à abattre en France et en Europe, les prix des gros bovins finis ont bondi en 2025, enregistrant des hausses à deux chiffres d'un an sur l'autre.

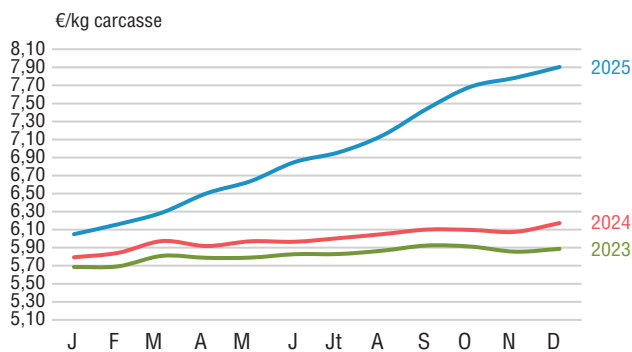
Les abatteurs se sont disputé les **vaches de type viande** afin de pouvoir honorer leurs clients, faisant monter leurs prix. Quant aux bovins **bio** et **label rouge**, ils ont couru toute l'année derrière le conventionnel afin de conserver un écart.

La rareté des **réformes laitières** a boosté leurs prix. Les marges dans le secteur laitier ont incité les éleveurs à conserver davantage de vaches, d'autant que la FCO a réduit ponctuellement la productivité. Les prix des réformes étaient encore plus élevés chez nos voisins européens, réduisant considérablement la pression à l'import.

Les prix des jeunes bovins ont suivi la tendance européenne avec retard. En Italie comme en France, les hausses sur les jeunes bovins étaient nécessaires pour répercuter la très forte augmentation du prix du brouillard.

COTATION MENSUELLE DE LA VACHE U

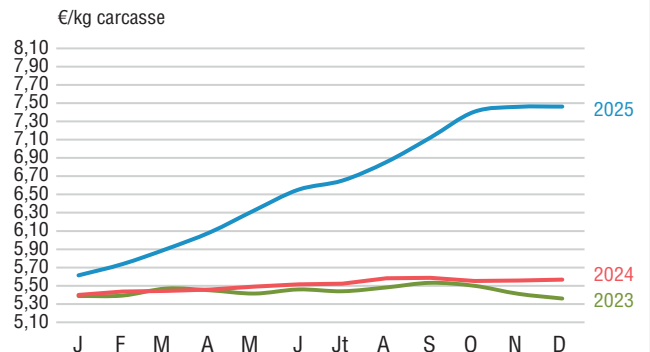
La cotation de la vache U n'a cessé d'augmenter tout au long de l'année, jusqu'en décembre pour la préparation des fêtes.



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

COTATION MENSUELLE DE LA VACHE R

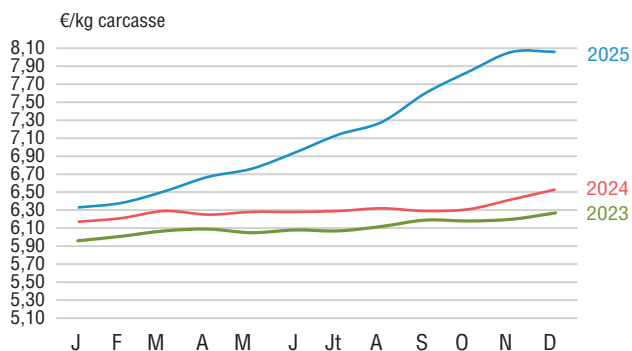
La cotation de la vache R a plafonné en fin d'année mais a gagné 1,88 €/kg carcasse sur l'année.



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

COTATION MENSUELLE DE LA VACHE U SOUS SIQO

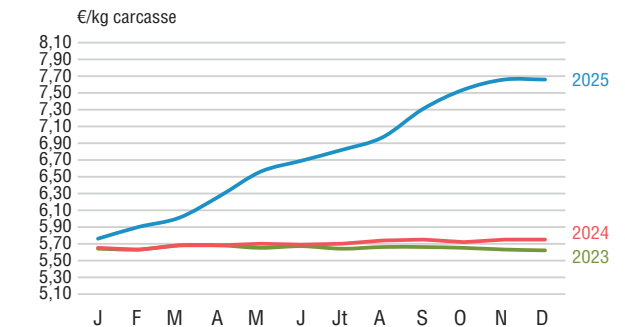
La vache U sous SIQO a affiché un écart moyen annuel de 18 centimes avec le conventionnel, contre 31 centimes en 2024.



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

COTATION MENSUELLE DE LA VACHE R BIOLOGIQUE

La cotation de la vache R bio a enregistré un écart moyen annuel de 16 centimes avec la vache R conventionnelle, contre 19 centimes en 2024.



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

PRIX MOYENS ANNUELS DES GROS BOVINS (EN €/KG DE CARCASSE)

		2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2025/ 2024	2025/ 2015
JB	U	3,42	3,40	3,69	4,02	4,05	3,96	3,93	3,83	4,01	3,94	3,98	3,86	4,11	5,19	5,41	5,48	6,72	+23%	+71%
	R	3,14	3,14	3,46	3,85	3,89	3,78	3,75	3,64	3,83	3,78	3,80	3,69	3,94	5,06	5,27	5,33	6,55	+23%	+74%
	O	2,73	2,73	3,08	3,44	3,54	3,25	3,30	3,07	3,30	3,35	3,29	3,24	3,43	4,71	4,93	4,81	5,99	+25%	+82%
VACHES	U	3,68	3,69	3,80	4,25	4,86	4,68	4,63	4,43	4,47	4,36	4,40	4,46	4,73	5,47	5,82	6,00	6,94	+16%	+50%
	R	3,11	3,19	3,37	3,92	4,37	4,03	3,97	3,72	3,81	3,73	3,79	3,89	4,14	5,13	5,44	5,51	6,59	+20%	+66%
	O	2,55	2,65	2,93	3,41	3,63	3,34	3,25	3,04	3,22	3,19	3,16	3,06	3,36	4,73	4,80	4,61	5,93	+29%	+82%
	P	2,29	2,37	2,64	3,19	3,33	2,97	2,90	2,66	2,87	2,87	2,77	2,78	3,15	4,59	4,54	4,29	5,71	+33%	+97%
BCEUFS	R	3,16	3,15	3,35	3,84	4,21	3,92	3,87	3,60	3,74	3,66	3,67	3,69	3,88	5,04	5,37	5,37	6,48	+21%	+67%
GENISSES	R	3,24	3,27	3,45	3,98	4,46	4,16	4,08	3,88	3,95	3,91	3,93	4,02	4,24	5,16	5,49	5,55	6,60	+19%	+62%
Nouveau PMP *												3,65	3,65	3,92	5,02	5,23	5,21	6,39	+23%	nd
PMP historique		2,91	2,96	3,21	3,67	3,95	3,71	3,65	3,46	3,61	3,56	3,56	3,54	3,81	4,97	5,15			nd	nd
IPAMPA viande bovine**		88,4	89,2	96,5	99,0	100,0	98,2	96,0	94,3	95,9	99,7	101,6	100,0	108,6	130,6	130,0	125,0	124,3	-1%	+29%
Inflation**		92,4	94,0	96,2	98,3	99,3	99,9	100,0	100,2	101,2	103,1	104,23	104,73	106,45	112,0	117,5	119,8	121,0	+1%	+21%

* Nouvelle série basée sur les effectifs de chaque catégorie sur la période 2021 à 2023

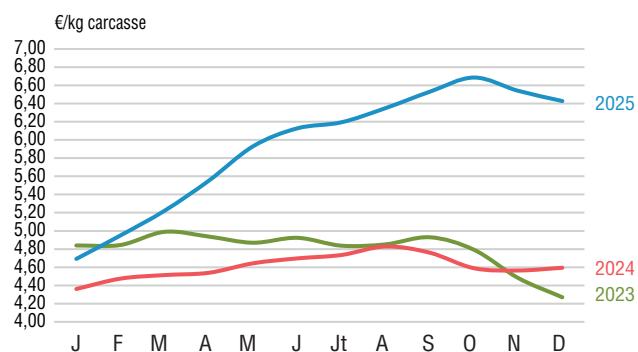
**IPAMPA viande bovine base 100 en 2020 - décembre 2025 estimé

***Indice des prix à la consommation harmonisé, base 100 en 2015

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer et INSEE

COTATION MENSUELLE DE LA VACHE O

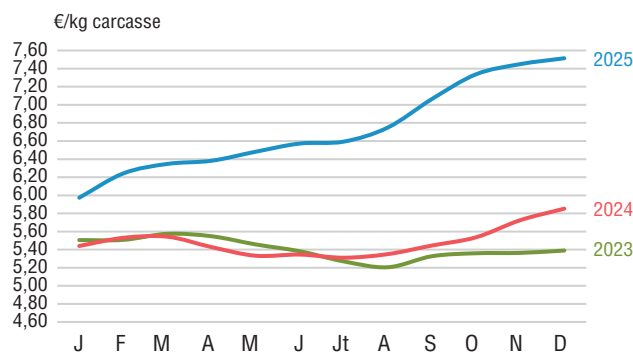
Les prix des vaches laitières se sont envolés jusqu'en octobre. La baisse saisonnière de l'automne a été limitée.



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

COTATION MENSUELLE DU JEUNE BOVIN U

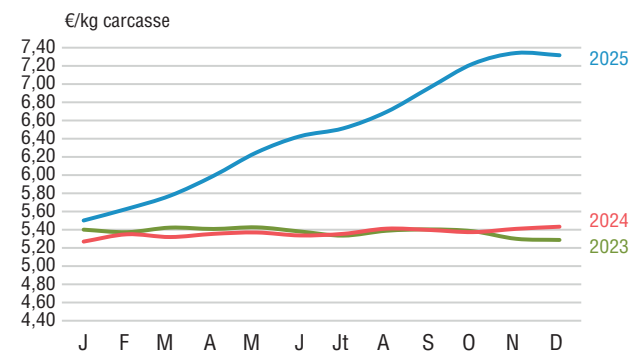
Le manque de JB en Europe, lié à la baisse des naissances, a dopé les prix. La cotation du JB U a augmenté de 23% en moyenne annuelle.



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

COTATION MENSUELLE DU BOEUF R

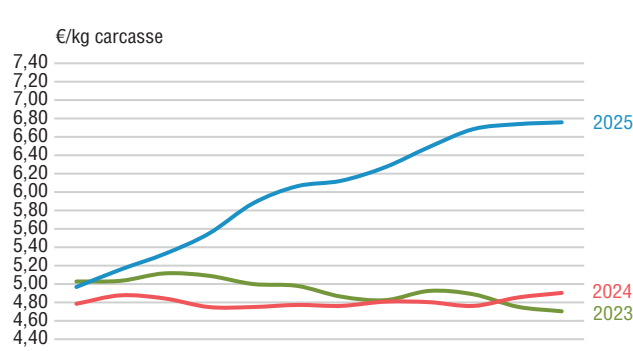
Les prix des bœufs ont suivi le mouvement de hausse, toujours légèrement en-dessous de ceux des vaches de la même conformation.



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

COTATION MENSUELLE DU JEUNE BOVIN O

La cotation du JB O a progressé de 25% en moyenne annuelle, bénéficiant de l'envolée des vaches laitières au 1er semestre.



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

2 LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN FRANCE

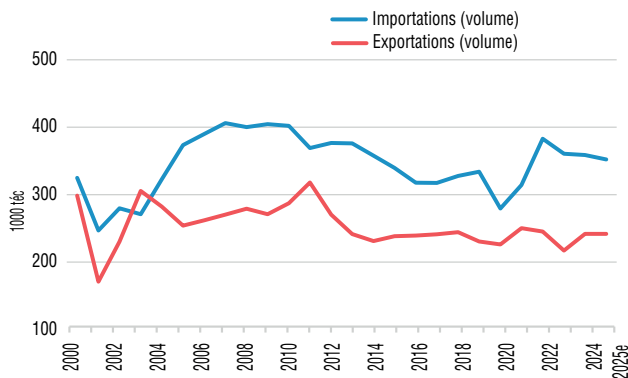
IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS 2025

-2%

C'est le recul estimé des tonnages de viande bovine importés par la France en 2025

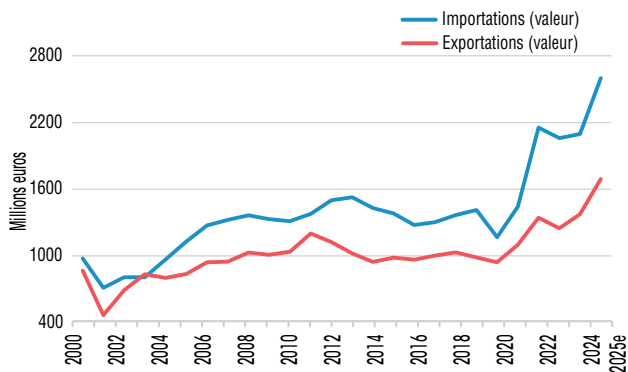
Les importations françaises se sont effritées de 2% faute de disponibilités suffisantes en UE. Les exportations françaises sont restées constantes. Les jeunes bovins (JB) français, au prix particulièrement compétitif jusqu'en septembre, ont été très demandés sur le marché européen. Ces données incluent les flux de dédouanement et réexport suite au *Brexit*.

ÉVOLUTION DU COMMERCE EXTÉRIEUR FRANÇAIS DE VIANDES BOVINES (EN VOLUME)



e : estimation
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Douanes françaises et estimations

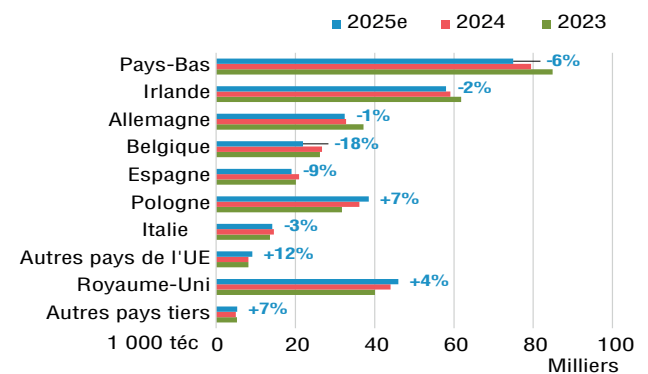
ÉVOLUTION DU COMMERCE EXTÉRIEUR FRANÇAIS DE VIANDES BOVINES (EN VALEUR ET EN EURS COURANTS)



e : estimation
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Douanes françaises et estimations

IMPORTATIONS FRANÇAISES DE VIANDES BOVINES

En 2025, les importations françaises de viandes bovines réfrigérées et congelées se sont érodées de 2% comparées à 2024, les viandes importées s'étant fortement renchériées et les volumes disponibles étant en baisse en UE, du fait de la décapitalisation généralisée et de la bonne conjoncture laitière.



e : estimation
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Douanes françaises et estimations

Les importations de viande ont reculé depuis la quasi-totalité des fournisseurs

Les importations françaises de viande bovine ont reflué de 2% en 2025, à 352 000 téc dont 319 000 téc de viandes bovines réfrigérées et congelées, hors préparations.

Depuis les **Pays-Bas**, premier fournisseur de la France, les imports se sont réduits de 6%, comme en 2024, à 75 000 téc, en lien avec la baisse des abattages néerlandais (-11% en veaux et -2% en vaches). Ils se sont écroulés depuis la **Belgique** (-18% à 22 000 téc) où les abattages étaient en recul de 7%, et depuis l'**Espagne** (-9% à 19 000 téc). L'**Irlande** a presque maintenu ses envois vers la France (-2% à 58 000 téc) malgré le recul de sa production. Les volumes en provenance d'**Allemagne** étaient également presque stables (-1% à 32 000 téc), ceux depuis l'**Italie** reculaient plus (-3% à 14 000 téc).

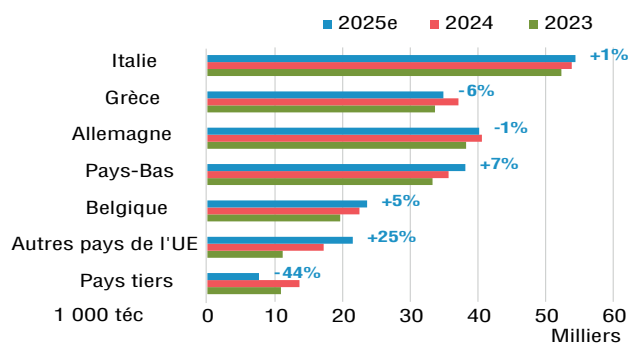
Les pays meilleur marché ont progressé

Depuis 2020, la valeur des importations a augmenté bien plus vite que les volumes (figures de gauche) traduisant une très forte augmentation des prix à l'import. Dans ce contexte de prix hauts, les origines meilleur marché ont été privilégiées. La France a donc importé davantage de **Pologne** en 2025 (+7%, à 38 500 téc). Faute d'approvisionnement ailleurs, elle a également augmenté ses imports depuis **d'autres pays de l'UE** que les principaux déjà cités (+12%, à 9 000 téc). Enfin, les achats ont augmenté depuis le Royaume-Uni (+4%, +2 000 téc, à 46 000 téc), en parallèle d'un accroissement de nos exports vers les Pays-Bas (+2 500 téc).

En effet, depuis l'instauration des nouvelles procédures douanières entre l'UE et le Royaume-Uni en 2021, les importations depuis le Royaume-Uni comprennent une part destinée à la ré-exportation immédiate depuis la France, en premier lieu vers les Pays-Bas.

EXPORTATIONS FRANÇAISES DE VIANDES BOVINES

Les exportations françaises de viandes bovines réfrigérées et congelées ont progressé sur les sept premiers mois de l'année (+4% /2024) grâce à la bonne demande en UE, en manque de viande, et aux prix plus compétitifs des jeunes bovins français comparés aux autres origines européennes, jusqu'à la fin de l'été. Les envois de viande ont ensuite reculé durant les quatre derniers mois de l'année, de 5% /2024, avec la remontée du prix du JB français.



e : estimation
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Douanes françaises et estimations

Revers pour la production de viande de jeunes bovins en France

Après une bonne année 2024 (+2,4%) la production française de viande de jeunes bovins s'est repliée de 6% en 2025 (-18 000 téc) du fait du recul des naissances allaitantes et laitières depuis l'automne 2023. Les envois de viande bovine, principalement du jeune bovin, ont réussi à se maintenir à 242 000 téc, dont 220 000 téc de viande hors préparations.

Des exportations de viande bovines équivalentes à 2024

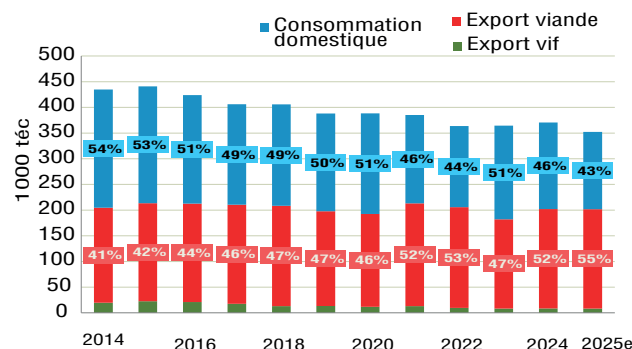
D'après nos estimations, les exportations ont gagné 1% - à 54 000 téc - vers l'Italie en manque de brouards français pour produire. Les envois ont bien résisté vers l'Allemagne (-1%, 40 000 téc) mais ont reculé vers la Grèce (-6%, 35 000 téc) qui a importé davantage d'origine bon marché (Danemark et Bulgarie).

Les exportations françaises de viande bovine ont progressé vers la Belgique en manque de viande (+5% d'envois, à 24 000 téc) et vers les Pays-Bas (+7%, 38 000 téc) en lien avec la hausse de 4% de nos imports depuis le Royaume-Uni. Les envois vers d'autres États membres ont bondi de 25%, après +54% en 2024, à 21 500 téc, une partie de cette viande étant réexpédiée vers la Turquie.

La France a exporté 7 500 téc vers les pays tiers (-44% après +25% en 2024), dont 4 000 téc vers le Royaume-Uni, 2 500 téc vers la Suisse, 500 téc vers Israël et 400 téc vers la Tunisie. Elle n'a plus exporté vers la Turquie en 2025 d'après les douanes françaises, contre 3 500 téc en 2024. Cependant les douanes turques font apparaître 7 000 téc importées de France en 2025 et 19 000 téc en 2024.

DESTINATION DE LA VIANDE DE TAUREAUX ET TAURILLONS PRODUITE EN FRANCE

La production domestique de mâles finis (abattus ou exportés vifs) a reculé de 4% en 2025 (-16 000 téc), principalement du fait du recul des abattages (-18 000 téc). L'exportation de viande de jeune bovin s'est maintenue mais pas celle de bovins finis (-22%, -4 000 têtes). La part de la production française de JB consommée en France a reculé, à 43%.



e : estimation
Source : Estimation GEB - Institut de l'Élevage

Repli de la production de jeunes bovins finis et de sa consommation en France

La production finie de mâles non castrés en France a nettement reculé en 2025 (-4%). Les abattages de jeunes bovins ont reculé tandis que les exports de viande bovine française, à 80% du jeune bovin, ont résisté à la baisse. Ce maintien des exports a entraîné un fort repli de la part de viande de jeune bovin gardée pour la consommation intérieure, à seulement 43% en 2025, contre 51% en 2023, où la baisse de la demande allemande, du fait de l'inflation, avait conduit à consommer plus de jeune bovin en France.

Les exportations en vif de bovins mâles finis tombent à 15 000 têtes

En 2025, les exportations de jeunes bovins prêts à abattre auraient reculé de 22%, à 15 000 têtes (-4 000 têtes en un an). Ce circuit de valorisation s'est réduit comme peau de chagrin depuis 2010. En 2025, les exports auraient reculé de 4 000 têtes vers l'Italie, pour atteindre 9 000 têtes. 2 500 têtes auraient été envoyées vers la Belgique (x2,3) et 2 400 vers l'Espagne (x4,5) toutes deux en manque de bovins à abattre. 400 têtes auraient été expédiées en Allemagne et encore 1 100 vers d'autres États membres. L'envolée des prix européens a empêché toute vente vers le pourtour méditerranéen en 2025 (contre 2 000 têtes vers le Liban et 1 000 vers le Maroc en 2024). L'Italie reste de loin le premier client de la France pour les jeunes bovins finis, avec 59% de part de marché (contre 63% un an plus tôt), 17% pour la Belgique, 16% pour l'Espagne et 9% pour le reste de l'UE.

3

LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN EUROPE



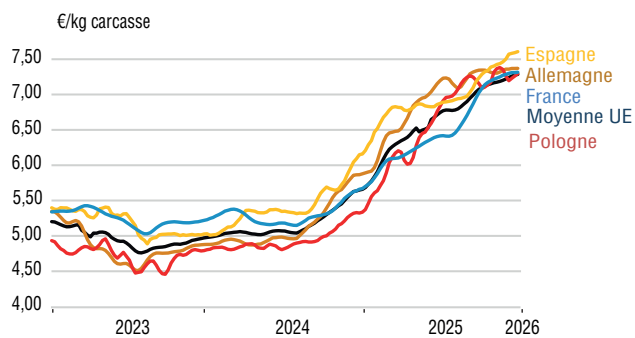
Baisse de l'offre, hausse des prix

La production européenne de viande bovine s'est réduite significativement en 2025. Au recul structurel du cheptel, s'est ajoutée la baisse de fertilité liée aux épisodes sanitaires sévissant depuis fin 2023 dans certaines régions, ce qui a limité la production de jeunes bovins et de veaux. La bonne conjoncture laitière en 2025 a par ailleurs réduit les abattages de vaches.

Ceci a provoqué de fortes hausses des cours qui se sont répercutées jusqu'au consommateur. La demande, dynamique en début d'année, a fini par s'essouffler. Les importations de viande de pays tiers ont progressé, dynamisées par un différentiel de prix parfois avantageux et des disponibilités plus importantes en Amérique du Sud.

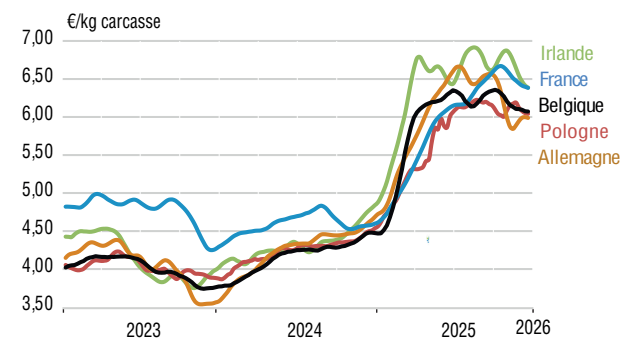
PRIX EN EUROPE EN 2025

COTATIONS DES JB R EN EUROPE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Commission européenne

COTATIONS DES VACHES O DANS L'UE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Commission européenne

Prix records

En moyenne sur l'année 2025, la cotation européenne du JB R s'est établie à 6,65 €/kg de carcasse (+29% /2024 et + 34% /2023).

Sous l'effet de la baisse de l'offre dans tous les États membres et de la concurrence entre abatteurs pour l'achat des jeunes bovins, les prix n'ont cessé de grimper tout au long de l'année, permettant aux engraisseurs de répercuter la hausse du prix d'achat du maigre. La cotation européenne du jeune bovin R a fini l'année à 7,29 €/kg (+30% /2024 et +47% /2023).

La hausse a été très précoce en Espagne, tirée par la préparation du ramadan dans les pays clients du Maghreb, mais aussi en Allemagne où les disponibilités étaient réduites et où les prix des veaux s'étaient envolés. La cotation française a suivi la hausse générale avec retard et n'a rattrapé ses homologues que fin septembre.

La cotation européenne de la vache O s'est établie à 5,77 €/kg de carcasse en moyenne annuelle (+36% /2024 et +39% /2023).

La baisse des cheptels en début d'année et la bonne conjoncture laitière ont limité les réformes partout en Europe, et encore plus dans les zones touchées par la FCO où la fertilité des femelles et les rendements laitiers ont été affectés. Les cours des vaches ont enregistré une hausse fulgurante au premier semestre et ont marqué une timide baisse saisonnière en novembre, liée aux traditionnelles réformes d'automne.

La hausse des cours a été particulièrement forte en Irlande où la cotation moyenne annuelle a gagné 2,08 €/kg de carcasse, s'établissant à 6,40 €/kg (+48% /2024), mais aussi en Belgique (+1,75 €/kg à 5,91 €/kg, soit +42% /2024). Les cotations française et polonaise ont suivi le rythme avec un peu de retard, à 5,90 €/kg en moyenne sur l'année pour la française (+29%) et 5,71 €/kg pour la polonaise (+35%).



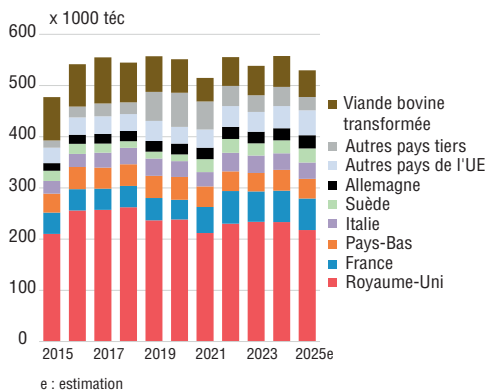
3

LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN EUROPE IRLANDE : Baisse de l'offre, flambée des prix

DONNÉES REPÈRES

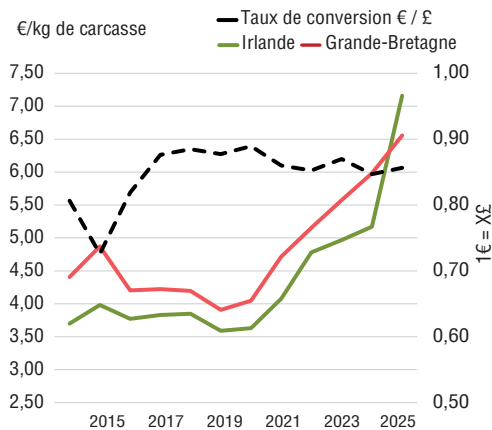
- Consommation : 57 000 téc et 11 kgéc/hab.
- Part des exportations dans la production : 98%

EXPORTATIONS IRLANDAISES DE VIANDES BOVINES



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Douanes irlandaises et estimations

COTATION DU BŒUF R3 EN IRLANDE ET AU ROYAUME-UNI, PARITÉ €/£



Source : GEB Institut de l'Élevage d'après AHDB, Commission Européenne et Banque de France

La production irlandaise de viande bovine a fortement reculé en 2025. Les exports ont moins reflué, entraînant une escalade des prix.

Ralentissement de la baisse du cheptel grâce au recul des abattages

Alors que le cheptel de vaches était en net recul fin 2024 (-2,0% en laitières et -6,2% en allaitantes) le freinage des abattages en 2025 a permis la stabilisation des effectifs (+0,2% en laitières en novembre 2025 /2024, à 1,52 million de têtes) et un recul plus modeste des effectifs d'allaitantes (-2,7% en novembre, à 748 000 têtes).

En effet, en 2025, la production irlandaise de viande bovine a dégingolé de 10% /2024 (-60 000 téc, à 542 000 téc estimées). Le nombre de gros bovins abattus a reculé de 12% (-230 000 têtes) tandis que les poids carcasse ont progressé de 5% (+17 kg) : la mauvaise météo de 2024 n'avait pas permis de finir les bovins. Les abattages de vaches ont lourdement chuté (-20% ou-91 000 têtes, à 107 000 téc) du fait de la décapitalisation passée et du bon prix du lait, incitant à les conserver. Les abattages de bœufs, principale catégorie, ont reculé de 11% (-76 000 bœufs, à 213 000 téc) via la décapitalisation et la hausse des exports de brouards en 2024 (+15 000 têtes). Ceux de génisses se sont tassés de 6% (-36 000 têtes, à 173 000 téc) et ceux de jeunes bovins de 7% (-100 000 têtes, à 48 000 téc).

La production irlandaise devrait chuter encore selon Bord Bia, du fait de la diminution du cheptel et des exports de veaux en hausse de 73% sur 10 mois en 2025, à 115 000 têtes exportées, soit + 48 000 veaux, dont 41 000 vers l'Espagne (x2 /2024). Enfin, l'Irlande a obtenu *in extremis* le maintien de sa dérogation à la directive Nitrates, sous conditions, pour 2026-2028.

Les exports irlandais pâtissent du manque de bovins

Les exportations de viande bovine se seraient repliées de 5% en 2025, à 530 000 téc, du fait du fort recul des abattages. Les exportations irlandaises de viande, hors transformé, vers le Royaume-Uni ont reculé de 7%, à 218 000 téc, en lien avec l'envolée du prix des bovins irlandais. Le Royaume-Uni reste la première destination (41% des envois, -1 pt /2024). Les exportations ont aussi reculé vers les Pays-Bas, plateforme de ré-export (-5%, 39 000 téc), vers l'Italie (-2%, 32 000 téc) et vers les pays tiers hors Royaume-Uni (-30%, 26 000 téc) l'Irlande ayant priorisé le marché européen.

Les expéditions se sont effritées de 1% vers la France, deuxième destination, à 60 500 téc. Elles ont progressé vers la Suède (+8%, 27 000 téc) et vers d'autres États membres (+13%, 49 000 téc) en manque de viande. Les envois de viande transformée auraient reculé de 14%, à 52 000 téc.

La demande européenne, puis le manque de bovins, ont boosté les prix

La vache O irlandaise est devenue la plus chère d'UE à 6,40 €/kgéc en moyenne (+48% /2024, voir figure page de gauche), dopée par la demande européenne et le manque de vaches à la suite de la décapitalisation de 2024. Le prix du bœuf R a été entraîné par la vache, progressant de 38% à 7,16 €/kg de carcasse en 2025, dépassant le bœuf britannique (6,56 €/kgéc) ce qui a freiné les exports vers ce pays.

BILAN D'APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ IRLANDAIS EN VIANDE BOVINE

1000 téc	2020	2021	2022	2023	2024	2025e	2025e/2024
Abattages	633	595	621	600	603	542	-10%
Importations viande	34	39	49	43	40	45	+11%
Exportations viande	551	515	555	538	558	530	-5%
Consommation*	116	119	115	104	85	57	-33%

* Au regard de sa faible importance par rapport à la production et aux échanges, le chiffre de la consommation irlandaise calculée par bilan et sa variation est à prendre avec précaution.

e : estimation

Source : GEB- Institut de l'Élevage d'après Eurostat, ministère de l'Agriculture, Douanes irlandaises et estimations

3 LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN EUROPE

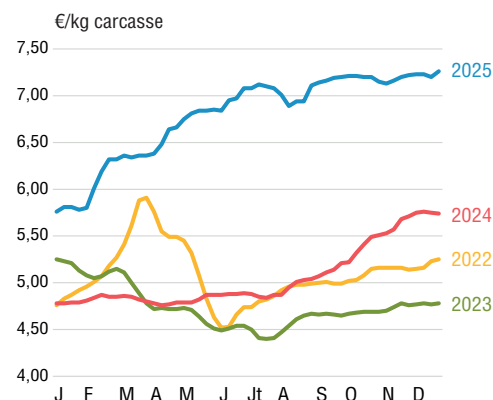
ALLEMAGNE : consommation stable grâce aux importations



DONNÉES REPÈRES

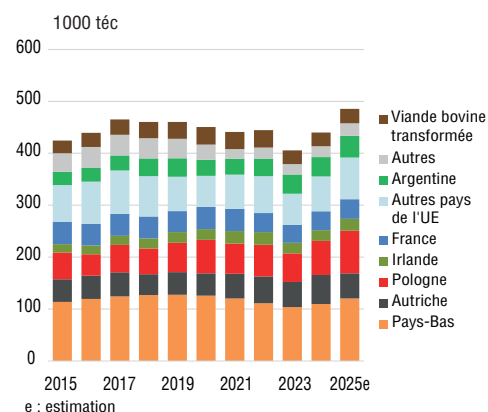
- Consommation : 1,118 million de téc, soit 13,4 kgéc/hab.
- Part des importations dans la consommation : 43%
- Part des exportations dans la production : 27%

COTATION NATIONALE DU JB R EN ALLEMAGNE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après AMI

IMPORTATIONS ALLEMANDES DE VIANDE BOVINE RÉFRIGÉRÉE ET CONGELÉE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Douanes allemandes et estimations

BILAN D'APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ ALLEMAND EN VIANDE BOVINE

1000 téc	2020	2021	2022	2023	2024	2025e	2025e /2024
Abattages	1 090	1 072	987	997	1 009	938	-7,0%
Importations viande	451	441	445	406	440	485	+10,4%
Exportations viande	316	342	339	333	330	306	-7,2%
Consommation	1 225	1 171	1 093	1 070	1 119	1 118	-0,1%

e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat, Douanes allemandes, AMI et estimations

La consommation de viande bovine en Allemagne s'est stabilisée en 2025 malgré la nette baisse de la production. Le recours aux importations a permis d'approvisionner le marché.

Production en chute libre

Les abattages allemands de bovins se sont repliés de 8% en 2025, avec seulement 2 497 000 gros bovins abattus dont 1 020 000 taurillons et 929 000 vaches. La hausse des poids carcasse (+4 kg en moyenne) limite la chute de la production à 7% /2024, avec 894 000 téc de viande de gros bovins. Seule la production de viande de veau se stabilise à 44 000 téc.

Cours records pour les bovins

Faute d'offre suffisante, les cours des bovins ont fortement augmenté en 2025. Les veaux Fleckvieh de 90 kg se sont vendus à 958 €/tête en moyenne à Ansbach (+344 €/2024 et +442 €/2023). L'explosion des prix d'achat du maigre et la pénurie d'animaux à abattre ont conduit à une augmentation constante des prix des bovins finis.

En moyenne annuelle, les taurillons R ont été achetés à 6,81 €/kg éc (+1,73 €/2024), avec une clôture à 7,26 €/kg éc fin décembre. Les vaches de réforme ont connu une situation similaire, avec un cours moyen annuel à 5,88 €/kg éc pour la vache O (+1,63 €/2024). Cette hausse, répercutée en partie jusqu'aux consommateurs, a alimenté l'inflation sur la viande bovine et limité le dynamisme de la consommation.

Consommation stable grâce au ralentissement de l'inflation

La consommation de viande bovine calculée par bilan s'est stabilisée en 2025 à 13,4 kg éc/habitant en 2025 pour un total de 1 118 000 téc consommées. Avec le ralentissement de l'inflation générale, à 1,8% sur un an en décembre, les ménages allemands ont retrouvé un peu de marge financière. La stabilisation des prix alimentaires (+0,8% /2024 en décembre) a permis de tamponner la forte hausse des prix de la viande bovine (+18% sur un an en juillet, dernière donnée disponible).

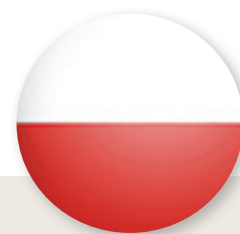
Hausse des importations et baisse des envois faute d'offre

Avec une demande stable et une production en baisse, les importations de viande bovine ont à nouveau progressé, atteignant 485 000 téc (+10% /2024). Elles représentent désormais 43% de la consommation. Les Pays-Bas ont renforcé leur place de principal fournisseur avec 120 000 téc (+10% /2024). Les envois depuis la Pologne ont gagné 25%, à 82 000 téc, et ceux depuis la France +4% à 38 000 téc. À l'inverse, la viande autrichienne a reculé (48 000 téc, -13%) grâce à l'amélioration du contexte économique en Autriche. L'origine pays tiers se renforce à 66 000 téc (+20% /2024), dont 42 000 téc d'Argentine (+12%), 11 000 téc du Brésil (+22%) et 7 000 téc d'Uruguay (+21%).

Faute de viande disponible, les exportations ont été à la peine en 2025, avec seulement 306 000 téc expédiées (-7% /2024). Si les envois vers les Pays-Bas ont été stables à 74 000 téc, ceux vers l'Italie (37 000 téc, -8% /2024) et vers la France (28 000 téc, -7%) se repliaient nettement. Le Danemark (20 000 téc, -20% /2024), la Pologne (8 000 téc, -10% /2024) et surtout l'Autriche (16 000 téc, -34% /2024) ont enregistré des reculs plus conséquents encore. Seuls les envois vers les pays tiers ont été en hausse (+8% à 15 000 téc), dont 7 000 téc vers la Suisse et 5 000 téc vers la Norvège.

3 LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN EUROPE

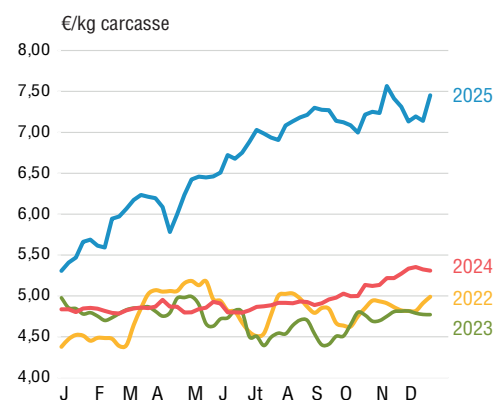
POLOGNE : les disponibilités réduites freinent la croissance



DONNÉES REPÈRES

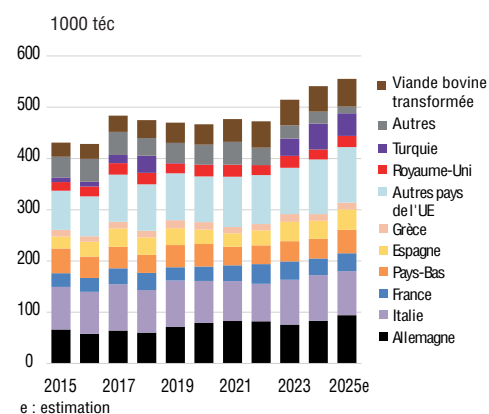
- Production : 639 000 téc
- Consommation : 3,6 kgéc/hab
- Exportations : 555 000 téc, soit 86% de la production

COTATION DU JB R EN POLOGNE



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Commission Européenne

EXPORTATIONS POLONAISES DE VIANDES BOVINES FRAÎCHES ET CONGELÉES



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Douanes polonaises et estimations

BILAN D'APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ POLONAIS EN VIANDE BOVINE

1000 téc	2020	2021	2022	2023	2024e	2025e	2025/2024
Abattages	559	555	540	570	630	639	+1%
Importations viande	30	30	34	36	38	40	+5%
Exportations viande	466	476	469	514	541	555	+3%
Consommation*	123	109	106	92	127	124	-2%

* Au regard de sa faible importance par rapport à la production et aux échanges, le chiffre de la consommation polonaise calculée par bilan est à prendre avec précaution.

e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Ierigz, Douanes et estimations

La hausse des poids carcasse a permis à la Pologne d'augmenter encore sa production de viande bovine et ses exports alors que le nombre d'animaux abattus a diminué faute de disponibilités.

Légère augmentation de la production

La production polonaise de viande bovine aurait de nouveau crû en 2025, à 639 000 téc (+1% /2024). L'alourdissement des carcasses pour toutes les catégories est venu compenser la baisse de 3% du nombre de bovins abattus : 2,06 millions de têtes en 2025 contre 2,12 en 2024. La croissance des abattages polonais est limitée par le manque de disponibilités nationales et européennes d'animaux à engraisser.

D'après nos estimations, les abattages de taurillons seraient en hausse de 3% /2024 à 350 000 téc, et ceux de génisses augmenteraient de 2% à 108 000 téc. Ceux de vaches auraient diminué en volume, à 177 000 téc (-5% /2024) et en têtes (-9% /2024 à 614 000 têtes).

Les importations de veaux sur les 10 premiers mois de 2025, dernières données disponibles au moment de la rédaction de ce dossier, sont en hausse de 5%, à 125 000 têtes, en provenance principalement de Lituanie (44 000 têtes, +16% /2024). Les achats en Slovaquie ont aussi crû (19 000 têtes, +11% /2024). Depuis les Pays-Bas, les achats ont légèrement augmenté (x5 /2024 à 14 000 têtes) mais restent toujours très en retrait par rapport à 2023 (-46%) faute de disponibilités.

Prix 2025 en hausse quasi constante

En 2025, les prix des jeunes bovins polonais se sont envolés, suivant les mouvements à l'œuvre en Allemagne et en Italie. La cotation du jeune bovin R a dépassé la barre des 7 €/kg à partir de la semaine 43 et a affiché une moyenne annuelle de 6,62 €/kg de carcasse (+34% /2024 et +40% /2023).

À 5,71 €/kg en 2025, la cotation polonaise moyenne de la vache O a bondi elle aussi (+35% /2024 et +42% /2023). Après une hausse saisonnière très forte début 2024, les cours sont restés orientés à la hausse, même si le rythme s'est ralenti en seconde partie d'année. Tout au long de l'année, les prix ont été soutenus par la forte demande européenne.

Exportations en croissance de 3%

En 2025, la Pologne a exporté 555 000 téc de viande bovine. Les flux vers l'Allemagne, premier débouché de la viande polonaise, ont de nouveau bondi (+13% /2024 à 94 000 téc), dépassant ainsi les niveaux de 2022. Ceux vers la France ont augmenté de 6% à 35 000 téc. L'Italie, autre client important de la Pologne, a réduit ses achats de 2%, à 86 000 téc tandis que les envois vers l'Espagne ont bondi de 15% /2024 à 40 000 téc.

Les flux de viande bovine polonaise vers la Turquie ont atteint près de 44 000 téc, soit -13% /2024 mais toujours +30% /2023.

Consommation apparente toujours basse

La consommation apparente de viande bovine en Pologne serait en léger recul en 2025, de 2% par rapport à 2024. Le contexte inflationniste est très défavorable au bœuf dans un pays où cette viande ne fait pas partie des traditions culinaires. Les Polonais lui préfèrent nettement le porc et la volaille.



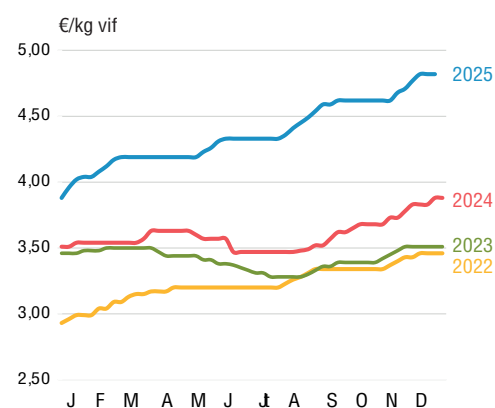
3 LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN EUROPE

ITALIE : Le manque d'offre tire les prix

DONNÉES REPÈRES

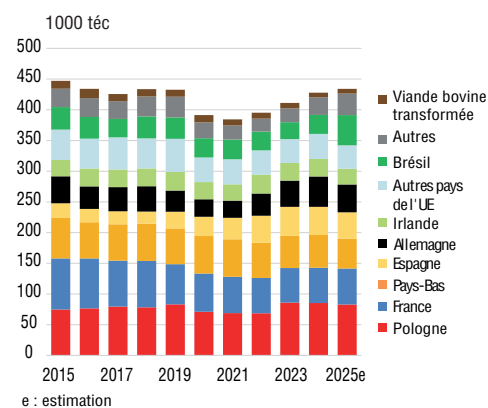
- Consommation : 886 000 téc soit 15.0 kgéc/hab.
- Part des importations de viandes dans la consommation : 49%

COTATION DU JB CHAROLAIS PRIMA QUALITÀ À MODÈNE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Bourse de Modène

IMPORTATIONS ITALIENNES DE VIANDES BOVINES FRAÎCHES ET CONGELÉES



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Douanes italiennes et estimations

BILAN D'APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ ITALIEN EN VIANDE BOVINE

1000 téc	2020	2021	2022	2023	2024	2025 e	2025/2024
Abattages	753	722	728	653	668	648	-3,0%
Importations viande	391	384	395	411	428	434	+1,5%
Exportations viande	146	169	162	150	193	196	+1,8%
Consommation	998	938	961	914	903	886	-1,9%

e : estimation

Source : GEB- Institut de l'Élevage d'après ISMEA, Anagrafe zoolecnica, TDM et estimations

La baisse de la production italienne, liée notamment à la baisse des envois de broutards français, a conduit à une flambée des prix et à une hausse des importations de viande des pays tiers. La consommation, dynamique jusqu'à l'été, a fini par reculer sous l'effet des prix élevés.

Recul des abattages

Les abattages de bovins en Italie auraient diminué de 3% en 2025 pour totaliser 648 000 téc. D'après la BDNI italienne, les abattages de mâles de 12 à 30 mois affichaient une baisse de 4% /2024 sur 11 mois, conséquence de la baisse des envois de broutards français. Ceux de génisses ont mieux résisté (-1%). Les réformes de vaches ont été également moins nombreuses (-4% /2024) après un rebond l'année précédente, tout comme les abattages de veaux (-5% /2024).

Forte hausse des cours

Les cours des jeunes bovins finis ont progressé tout au long de l'année sous l'effet de la baisse des sorties qui a exacerbé la concurrence entre abatteurs. Cette hausse était nécessaire pour les engraisseurs qui devaient répercuter la hausse du prix des bovins maigres, dont l'achat représente deux tiers de leur coût de production.

Le mâle charolais *Prima Qualità* à la bourse de Modène a coté en moyenne 4,37 €/kg vif sur l'année, soit +21% /2024. Le mâle limousin *Extra* a affiché une moyenne annuelle de 4,63 €/kg vif (+20% /2024). Début janvier 2026, les prix restaient orientés à la hausse.

Hausse des imports depuis les pays tiers

Face à la baisse de l'offre en Italie mais également dans les pays voisins fournisseurs de viande de taurillon, les importations en provenance de pays tiers ont fortement augmenté.

Au total, les importations italiennes de viande bovine sont estimées à 434 000 téc pour 2025 (+1,5% /2024). Les volumes en provenance de l'UE auraient cependant diminué de 5% à 342 000 téc. Seule la France semble avoir tiré son épingle du jeu (+2% à 59 000 téc) grâce à un différentiel de prix favorable au premier semestre.

Le grand gagnant est le Brésil, qui aurait accru ses ventes vers l'Italie de 60% à 49 000 téc. Les autres pays tiers auraient totalisé 35 000 téc (+23% /2024). La viande brésilienne est principalement employée dans la fabrication de *brisaola* mais peut également, comme les autres origines étrangères, alimenter le segment de la restauration hors domicile.

La consommation à l'épreuve de la hausse des prix

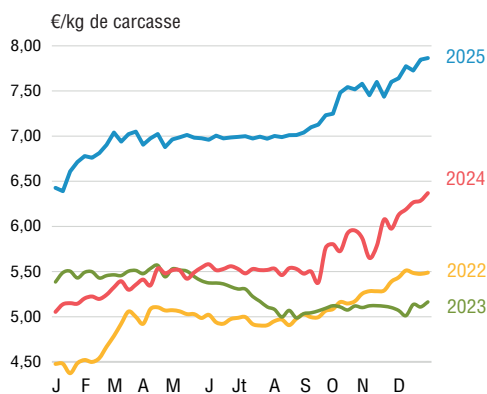
La consommation italienne calculée par bilan aurait baissé de 2% en 2025 d'après nos estimations après une baisse similaire en 2024. Elle semble s'être très bien tenue au premier semestre, mais aurait flanché ensuite face à la forte hausse des prix. D'après le panel ISMEA-Nielsen, les volumes achetés par les ménages sur les 11 premiers mois de l'année auraient reculé de 5% /2024 alors que le prix moyen des produits achetés augmentait de 11%. D'après ISTAT, l'indice des prix à la consommation pour la viande bovine a augmenté de 8% entre décembre 2024 et décembre 2025.



DONNÉES REPÈRES

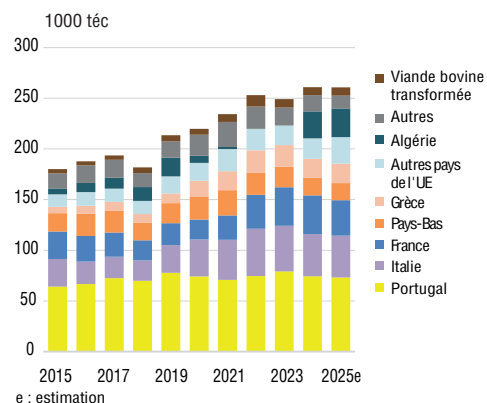
- Consommation : 647 000 téc soit 13,3 kgéc/hab.
- Part des exportations dans la production : 37%
- Part des importations dans la consommation : 32%

COTATION DU JB U3 EN ESPAGNE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

EXPORTATIONS ESPAGNOLES DE VIANDES BOVINES RÉFRIGÉRÉES ET CONGELÉES



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Douanes et estimations

BILAN D'APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ VIANDE BOVINE EN ESPAGNE

1000 téc	2020	2021	2022	2023	2024	2025e	2025e/2024
Abattages	678	717	732	698	718	700	-3%
Importations viande	125	133	143	158	191	208	+9%
Exportations viande	220	234	253	249	261	261	=
Consommation*	582	616	622	607	648	647	=

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et estimations

e : estimation

Les abattages espagnols ont diminué en 2025, mettant un coup d'arrêt à la hausse des exportations. Les prix des bovins, stimulés par la demande en Afrique du Nord et en Europe n'ont cessé de croître tout au long de l'année.

La baisse de la production de viande en Espagne freine la consommation et l'export

Selon nos estimations, la production espagnole de viande bovine aurait diminué de 3% en 2025, atteignant 700 000 téc.

Les abattages de mâles de plus d'un an affichent une progression de 9%. À l'inverse, les abattages de bovins de 8-12 mois ont reculé de 19%, confirmant la baisse enregistrée sur les dernières années. La demande élevée au sud de la Méditerranée, le prix élevé d'achat du maigre, le prix réduit de l'aliment et la difficulté à trouver des animaux à mettre en place ont conduit les engraisseurs à garder plus longtemps les jeunes bovins dans leurs ateliers. Les abattages de génisses ont également augmenté significativement (+6%). Ceux de vaches ont fortement reculé (12%) en raison de la baisse du cheptel et d'une sécheresse moins sévère que les années précédentes.

Envolée des prix des jeunes bovins

Les prix à la production ont poursuivi leur envolée débutée à l'automne 2024, tirés par la demande du pourtour méditerranéen particulièrement dynamique pour le ramadan puis par la demande européenne en manque de viande. La cotation du jeune bovin U a clôturé l'année à 7,86€/kg. En moyenne sur l'année, elle a progressé de 28% à 7,11 €/kg de carcasse (+1,55€/2024). Celle du JB R a bondi de 29% à 7,00 €/kg (+1,58€ cts/2024).

Les exportations de viande plafonnent faute d'offre

En 2025, les exportations de viande réfrigérée et congelée seraient stables à 261 000 téc selon nos estimations. Le Portugal reste le principal client de l'Espagne, avec 73 000 téc (-2% /2024 ; 71 000 téc). Les exportations vers l'Italie ont légèrement diminué (-1% /2024 à 41 000 téc). Les envois vers la France ont fortement baissé (-9% /2024 à 35 000 téc) du fait de la baisse des abattages de vaches.

Les volumes expédiés vers la Grèce et les Pays-Bas sont restés quasi-stables. L'Algérie reste un marché important pour l'Espagne, avec plus de 28 000 téc exportées (+7% /2024), de même que le Maroc qui a vu ses volumes augmenter de 40% en 2025 avec environ 6 000 téc selon nos estimations.

La baisse de la production provoque un recours accru aux des importations

Dans un contexte de baisse de la production et de forte hausse des prix dès le début de l'année dans la péninsule ibérique, les importations espagnoles de viande bovine ont bondi en 2025, atteignant 208 000 téc (+9% /2024). Les origines les moins chères ont tiré leur épingle du jeu, notamment la Pologne (+17%) et le Brésil (+34%).

4

LE MARCHÉ DES BROUTARDS FRANÇAIS

Exportations en net recul faute de disponibilités

La décapitalisation persistante et les maladies vectorielles de la fin de l'année 2024 ont à nouveau réduit les disponibilités en broutards. Faute d'offre, les envois vers l'Italie ont nettement reculé en 2025 malgré un dynamisme certain sur les femelles.

À l'inverse, l'Espagne a fortement augmenté ses importations. Pour la première fois, les envois de broutards lourds vers l'Espagne ont dépassé ceux de broutards légers, augmentant d'autant la demande sur un marché déjà en déficit d'offre.

En conséquence, les cours des bovins maigres ont été globalement orientés à la hausse toute l'année, malgré quelques soubresauts liés à l'actualité sanitaire.



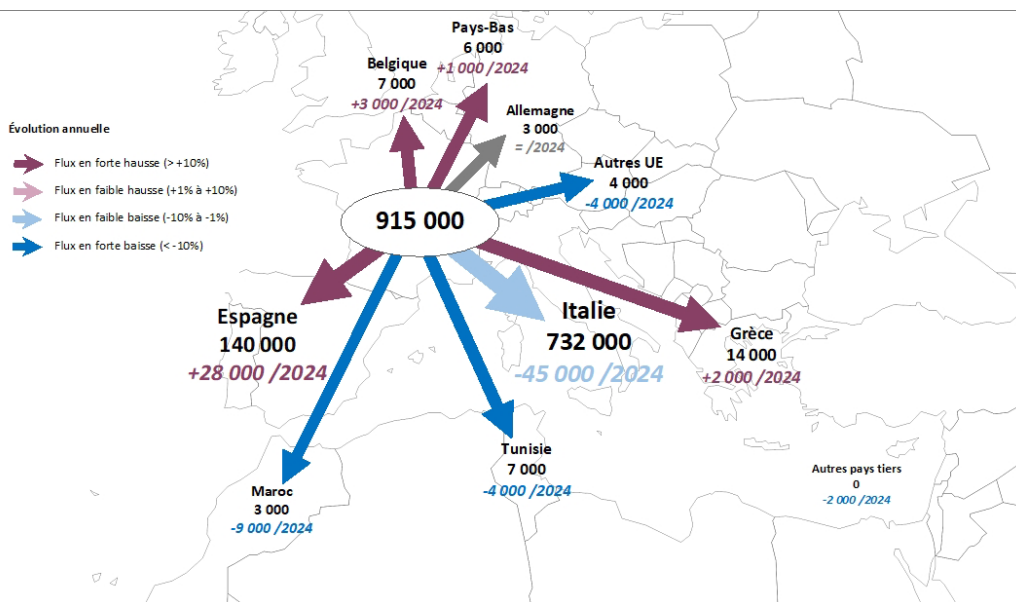
EXPORTATIONS 2025

PRINCIPAUX FLUX DE BROUTARDS

Exportations françaises estimées de bovins maigres* par pays de destination

Nombre de têtes en 2025 et variation par rapport à 2024

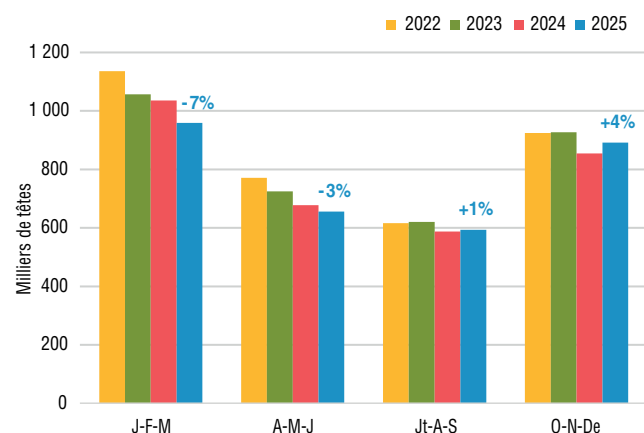
*Bovins de 4 à 15 mois de type viande, mâles et femelles.



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Douanes, SPIE-BDNI et estimations propres

EFFECTIFS 2025

NAISSANCES DE VEAUX DE RACE ALLAITANTE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SPIE-BDNI et estimations propres

L'Espagne a été la destination de **15%** des broutards exportés par la France. Cette part était de **11%** en 2024.

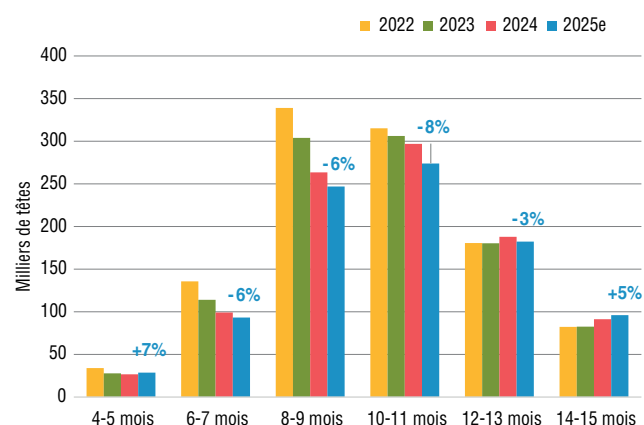
Après une fin d'année 2024 touchée par les maladies vectorielles, la tendance au décalage des naissances vers l'automne a repris en 2025.

En cumul sur l'année, les naissances de veaux allaitants étaient en baisse de 2% /2024, avec 3,1 millions de têtes, suivant le rythme de décapitalisation. Avec 1 050 000 naissances (-4% /2024), la Charolaise est la race la plus touchée, suivie par la Blonde d'Aquitaine (-3%, 314 000 naissances) et la Limousine (-2% /2024, 898 000 naissances).

Les maladies vectorielles du second semestre 2024 ont conduit à un fort recul des vêlages en première partie d'année 2025 dans la lignée de la chute enregistrée à l'automne 2024. Entre janvier et juin, seuls 1 615 000 veaux allaitants sont nés (-6% /2024). À l'inverse, les naissances ont été plus dynamiques au quatrième trimestre par rapport à un très faible niveau en 2024, avec 892 000 veaux (+4% /2024, mais toujours -4% /2023), suivant la tendance de décalage du pic de vêlage vers l'automne.

EXPORTATIONS 2025

ÂGE DES BROUARD* EXPORTÉS PAR LA FRANCE



e : estimation

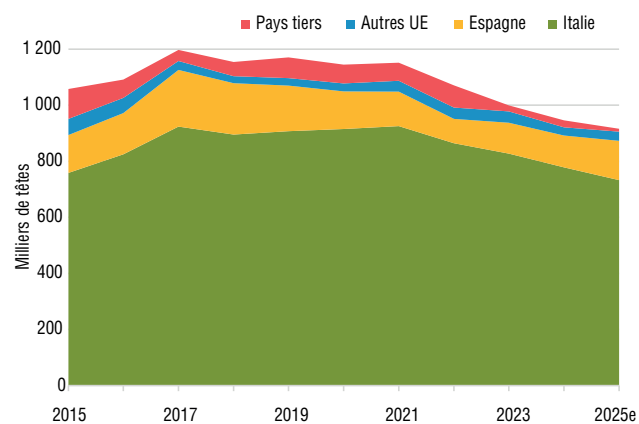
*bovins de 4 à 15 mois de type viande, mâles et femelles, estimation pour décembre 2025

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SPIE BDNI et estimations propres

Faute d'offre, les exportations de broutards ont poursuivi leur baisse en 2025, atteignant un nouveau minimum sur dix ans, à 915 000 têtes (-30 000 têtes /2024).

La baisse des disponibilités et le dynamisme des mises en place en France, auxquels est venue s'ajouter l'arrivée de la DNC, ont mis une forte pression sur les exportations de broutards qui ont reculé à nouveau de 3%. Comme en 2024, les animaux les plus âgés ont vu leurs exports augmenter. La demande espagnole et italienne en broutards lourds est restée ferme, alors même que les animaux légers, moins chers, étaient préférés sur le marché national. Par ailleurs, la baisse des prix des aliments et la hausse des cours des broutards ont conduit une partie des naisseurs à conserver leurs animaux pour les alourdir, réduisant d'autant les volumes de broutards jeunes disponibles.

EXPORTATIONS FRANÇAISES DE BROUARD* S



e : estimation

*Bovins de 4 à 15 mois de type viande, mâles et femelles

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Douanes Françaises, SPIE-BDNI et estimations

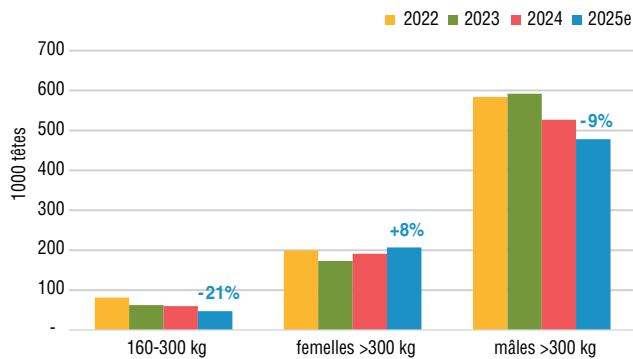
L'Italie reste le premier marché des broutards français, l'Espagne progresse.

Le dynamisme des envois vers l'Espagne, avec 140 000 têtes (+24% /2024) a limité la baisse des exports totaux. L'Espagne était la destination de 15% des broutards français en 2025, contre 11% en 2024. À l'inverse, les envois vers l'Italie ont reculé à 733 000 têtes (-6% /2024).

Après une deuxième année de fermeture du marché algérien, les envois vers les pays tiers ont encore diminué (10 000 têtes, -61% /2024) et ont pâti de la détection de la DNC fin juin et des prix élevés toute l'année. Les exportations vers les autres pays de l'UE étaient en hausse, avec 14 000 têtes vers la Grèce (+15% /2024), 7 000 têtes vers la Belgique (+69% /2024) et 6 000 têtes vers les Pays-Bas (+24% /2024). Le dynamisme de la Grèce et des pays du Nord de l'Europe a pris cette année le relais des envois vers les pays tiers.

EXPORTATIONS 2025

EXPORTATIONS FRANÇAISES DE BROUARDARS VERS L'ITALIE



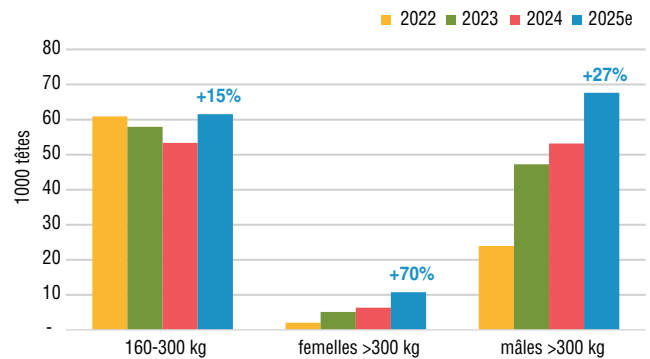
e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Douanes françaises, SPIE-BDNI et estimations propres

Avec 733 000 têtes, les envois de brouardars vers l'Italie étaient en baisse de 6% en 2025 malgré le dynamisme des femelles.

Ce recul touche surtout les brouardars mâles les plus lourds (-9%/2024), qui ont été convoités par les Espagnols en début d'année. À l'inverse, les femelles sont toujours très demandées par les Italiens et leurs envois ont progressé de 8% /2024. La détection d'un cas de DNC dans le Nord de la péninsule fin juin a entraîné l'arrêt des mises en place dans la zone concernée, ce qui a pesé sur les envois français. Dès la réouverture mi-août, les exports vers l'Italie ont rebondi (+25% /2024 en septembre). Le moratoire français décidé mi-octobre, a rapidement mis un coup d'arrêt à cette reprise.

EXPORTATIONS FRANÇAISES DE BROUARDARS VERS L'ESPAGNE



e : estimation

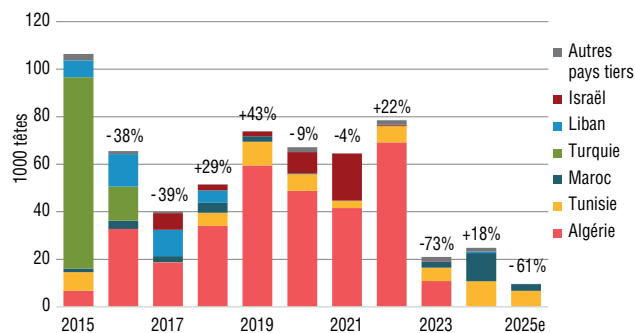
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Douanes françaises, SPIE-BDNI et estimations propres

Les exportations de brouardars vers l'Espagne ont nettement progressé en 2025 (+24% /2024), tirées par les mâles les plus lourds (+27% /2024).

Dès le début de l'année, les engraisseurs espagnols ont massivement importé des brouardars français pour répondre à la demande en viande des pays du Maghreb. Au premier quadrimestre, les envois vers l'Espagne ont ainsi progressé de 68%, tirés par les animaux les plus lourds (mâles de plus de 300 kg, +2,27 /2024). Passée cette période, le rythme a un peu ralenti, et les envois se sont recentrés sur les produits historiques, c'est-à-dire les brouardars de moins de 300 kg, moins chers à la tête. Au total, 140 000 brouardars ont passé les Pyrénées d'après nos estimations.

EXPORTATIONS EUROPÉENNES DE BROUARDARS VERS LES PAYS TIERS

EXPORTATIONS FRANÇAISES DE BROUARDARS VERS LES PAYS TIERS



e : estimation

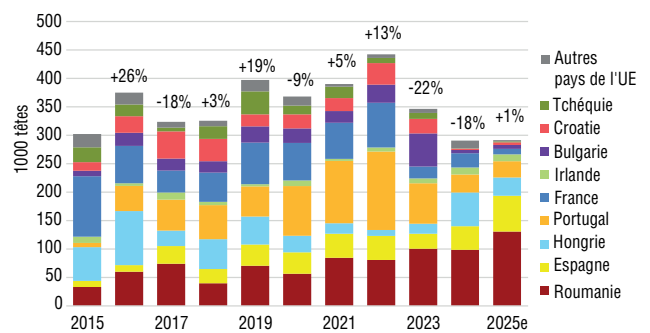
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Douanes françaises, SPIE-BDNI et estimations propres

Les envois vers les pays tiers ont été très faibles en 2025, faute d'offre et sous la pression du contexte sanitaire.

La Tunisie et le Maroc ont été les seuls acheteurs de brouardars français, avec respectivement 7 000 têtes (-37% /2024) et 3 000 têtes (-76% /2024). Les prix élevés, les faibles disponibilités françaises et les fermetures aux animaux français du fait de la DNC ont nettement limité ces envois.

En remplacement, les pays du Maghreb se sont massivement tournés vers les brouardars et bovins finis d'Amérique du Sud. Ainsi, en 2025, l'Algérie a importé 20 000 bovins non reproducteurs du Brésil (x3,14 /2024) et le Maroc 180 000 têtes du Brésil et 46 000 têtes d'Uruguay (contre aucun en 2024).

EXPORTATIONS DE BROUARDARS DEPUIS L'UE VERS LES PAYS TIERS



e : estimation

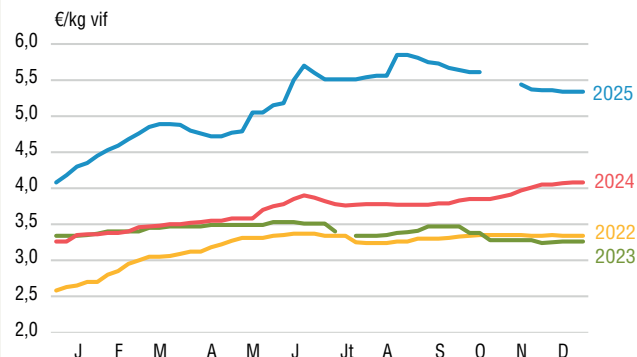
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et estimations propres

Si les exportations européennes de brouardars vers les pays tiers se sont stabilisées entre 2024 et 2025, la répartition des pays exportateurs a changé.

La Roumanie est à nouveau le premier exportateur européen de brouardars avec 44% des volumes. D'après nos estimations, elle a exporté 131 000 brouardars vers les pays tiers (+33% /2024) dont 64 000 vers Israël, 11 000 vers la Lybie et 10 000 vers l'Albanie. L'Espagne est le second exportateur européen avec 63 000 têtes (+51% /2024), principalement vers le Maroc. Suivent la Hongrie (32 000 têtes, -46% /2024) et le Portugal (29 000 têtes, -9% /2024), qui envoient majoritairement vers Israël, et l'Irlande (12 000 têtes, -1% /2024) vers le Royaume-Uni et le Maroc. La France pointe à la sixième place.

PRIX DES MÂLES

COTATIONS DU BROUTARD CHAROLAIS U 450 KG



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

Les prix des brotards ont poursuivi leur hausse la majeure partie de l'année 2025, avant de légèrement redescendre pour certains en fin d'année.

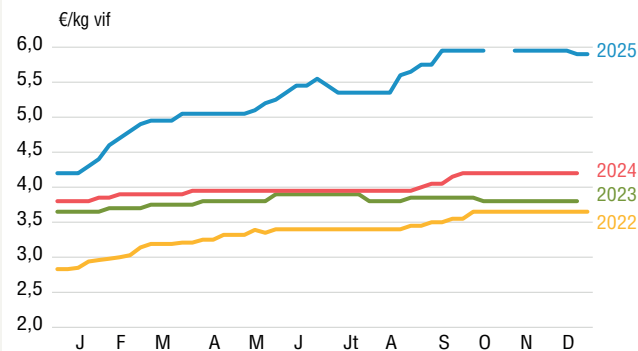
Les cours des brotards ont augmenté au premier semestre 2025 malgré un léger ralentissement au moment des sorties de printemps. Sur 26 semaines, le brotard Charolais U de 450 kg a ainsi gagné 1,52 €/kg vif, et le Limousin E de 350 kg, 1,35 €/kg. La décapitalisation persistante en France, la baisse des naissances à l'automne 2024 due à l'épidémie de FCO-3 et la demande très élevée notamment à l'export ont tiré les prix vers le haut.

Le deuxième semestre a été plus mitigé. La détection de cas de DNC en Italie fin juin a réduit les envois, accentuant l'habituel creux

5,16 €/kg vif

C'est la cotation moyenne des brotards charolais U de 450 kg en 2025 (+40% et +1,46 €/2024).

COTATIONS DU BROUTARD LIMOUSIN E DE 350 KG



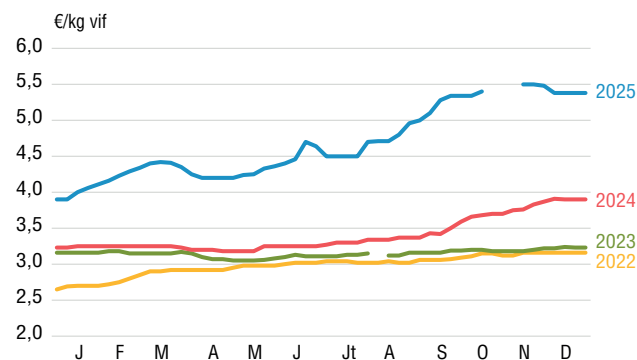
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

estival (-0,20 €/kg vif en juillet et en août). La réouverture fin août des importations dans la zone règlementée italienne a entraîné un pic de prix, avec des niveaux inédits à ce jour, les animaux légers passant la barre de 6 €/kg vif. Une lente baisse saisonnière a suivi jusqu'à la fin de l'année.

Plus demandés dans un contexte de prix élevé et de coûts alimentaires faibles, les brotards légers étaient également moins disponibles, les naisseurs préférant les alourdir pour améliorer leur marge. Leurs prix ont donc creusé l'écart avec les animaux plus lourds. Ainsi, si les Charolais U de 350 kg étaient de 8 à 15 cts plus chers au kg que les Charolais U de 450 kg sur la période 2022-2024, l'écart s'est creusé à 31 cts en 2025, et dépassait même 55 cts en fin d'année.

PRIX DES FEMELLES

COTATIONS DE LA BROUTARDE CHAROLAISE U

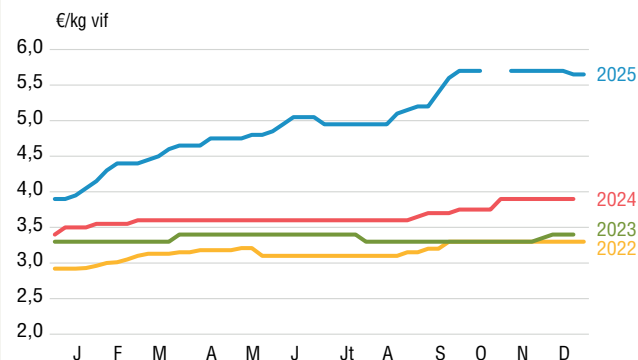


Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

Les cours des brotardes ont connu une hausse constante jusqu'à l'automne, avant de plafonner à un niveau élevé.

La demande française et italienne pour les femelles maigres est restée forte toute l'année. Les prix moyens des brotardes étaient ainsi nettement supérieurs aux années précédentes, à 4,65 €/kg vif pour les Charolaises U de 400 kg (+1,25 €/2024) et 4,95 €/kg vif pour les Limousines E de 270 kg (+1,30 €/2024). La hausse a été continue à l'exception de quelques périodes de léger

COTATIONS DE LA BROUTARDE LIMOUSINE E DE 270 KG



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

recul (mise à l'herbe : -0,20 €/kg vif en avril pour la Charolaise, creux estival : -0,10 €/kg vif en juin et juillet pour la Limousine). Les aléas sanitaires et leurs conséquences sur les volumes exportés n'ont pas suffi à contrer l'effet du manque d'offre accentué par le fait qu'une part plus importante de génisses était conservée pour le renouvellement des troupeaux. Les niveaux atteints en fin d'année sont en conséquence inédits : 5,38 €/kg vif en Charolaises (+1,48 €/kg vif sur un an) et 5,65 €/kg vif en Limousines (+1,75 €/kg vif sur un an).

5

LES REVENUS DES EXPLOITATIONS

Des cours au rendez-vous qui insufflent une forte hausse des revenus

Les planètes étaient alignées en 2025 pour une forte progression des revenus: une conjoncture jamais connue en bovins viande, un repli salutaire des prix des intrants (aliments, engrais, carburants) et une année climatique plutôt clémente au regard des années précédentes. Toutefois, les problèmes sanitaires (FCO, MHE) ont amputé dès la fin de l'année le produit viande du fait de performances moindres, notamment en région Grand-Est, Hauts-de-France et dans le Sud-Ouest, déjà touché fin 2023 : une baisse de productivité consécutive aux avortements ou à une surmortalité, des frais vétérinaires supplémentaires viennent minorer la hausse de revenus.

Les conditions climatiques globalement proches des normales, malgré un printemps sec et un été très chaud, ont permis un rebond des productions végétales, surtout par rapport à une année 2024 aux rendements très faibles. L'ensemble vient compenser des prix toujours déprimés ainsi le produit cultures progresse lui-aussi en 2025.

ESTIMATIONS DES REVENUS CONVENTIONNELS 2025

La hausse continue et très forte des prix des bovins sur l'année 2025 rejaillit sur l'ensemble des revenus des exploitations bovins viande. La période de vente des animaux sera clé dans l'évolution du revenu et l'explication des différences entre exploitations d'un même système : plus d'un euro/ kilo vif ou carcasse entre des animaux commercialisés au 1^{er} trimestre et ceux vendus au dernier trimestre 2025.

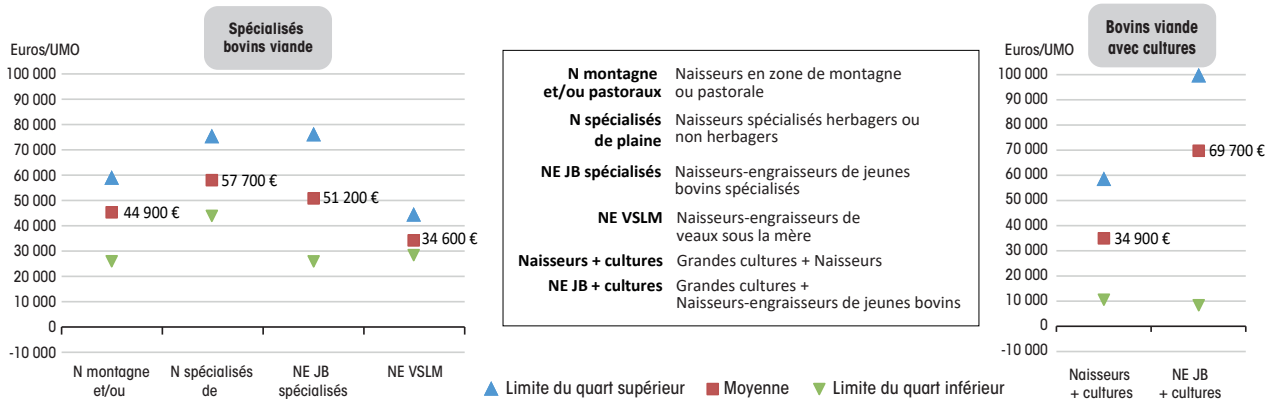
Selon les bassins touchés par la FCO et/ou MHE, les pertes moyennes estimées sur le revenu s'échelonnent entre 2 300 € et 11 100 €/UMO exploitant. Les revenus des systèmes naisseurs de montagne et pastoraux ou spécialisés de plaine doublent et atteignent respectivement 44 900 €/UMO et 57 700 €/UMO exploitant, ceux des naisseurs-engraisseurs de jeunes bovins les 51 200 €/UMO exploitant. Les cours favorables des veaux sous la mère permettent à ces systèmes

d'améliorer leur revenu. Ainsi, le résultat courant dépasse 34 000 € par UMO exploitant, niveau le plus élevé de la décennie. Cependant, certains producteurs se détournent de la production de veaux pour celle de brouillards, plus attractive.

Après deux mauvaises années, les produits des grandes cultures ont connu une amélioration en 2025, grâce à de bons rendements et ce malgré des cours mondiaux déprimés. Chez les naisseurs et cultures, les revenus atteindraient les 34 900 €/UMO, minorés par un fort impact sanitaire. Chez les naisseurs-engraisseurs de JB avec cultures, il avoisinerait les 69 700 €/UMO. Cette bonne performance des revenus reste vulnérable aux aléas climatiques et sanitaires. La pérennité de ce redressement dépendra de la capacité à maintenir cette valorisation, assurer la productivité globale des exploitations et à contrôler les investissements réalisés.

RÉSULTATS COURANTS 2025

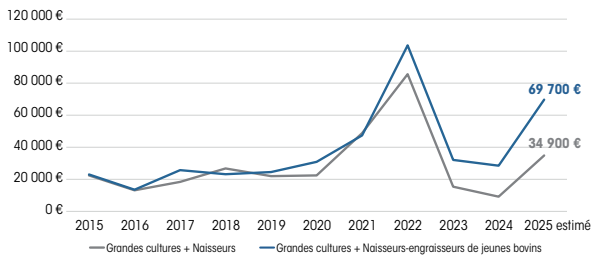
Estimation des Résultats Courants (RC)/UMO exploitant des principaux systèmes d'élevage Bovins Viande et variabilité intra système en 2025.



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseau d'Élevage

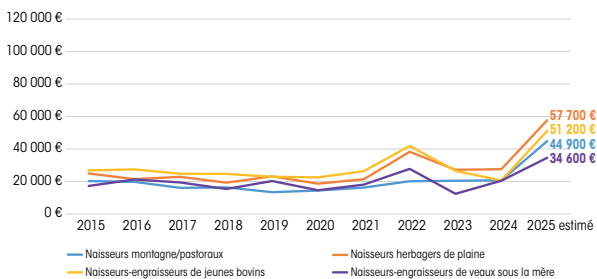
ÉVOLUTION DE REVENUS

ÉVOLUTION DES RÉSULTATS COURANTS/UMO EXPLOITANT DES PRINCIPAUX SYSTÈMES D'ÉLEVAGE BOVIN VIANDE CONVENTIONNELS AVEC CULTURES



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseau d'Élevage

ÉVOLUTION DES RÉSULTATS COURANTS/UMO EXPLOITANT DES PRINCIPAUX SYSTÈMES D'ÉLEVAGE BOVIN VIANDE SPÉCIALISÉS CONVENTIONNELS



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseau d'Élevage

Les envolées des cours des bovins finis et du maigre devraient permettre une hausse importante du produit bovins viande en 2025 et in fine des résultats en nette hausse. Toutefois, cette hausse du produit bovins viande pourrait ne pas se répercuter totalement en revenu supplémentaire en raison des aléas sanitaires ou du poids des nouveaux investissements.

La décennie 2015-2025 a débuté par des niveaux de revenus durablement contraints, dans un contexte de prix peu porteurs et de charges structurelles déjà élevées. Les marges de manœuvre financières des exploitations restaient limitées, conduisant de nombreux éleveurs à différer leurs investissements et à fonctionner avec des outils parfois vieillissants.

À partir de 2021, la hausse progressive des prix des bovins viande est venue redonner des perspectives, sans toutefois se traduire immédiatement par une amélioration des revenus, en raison de l'envolée concomitante des charges (alimentation, énergie, engrais, mécanisation). Dans les élevages diversifiés avec cultures, cette période est marquée par les très bons résultats des cultures en 2022, permettant une forte progression des revenus cette année-là. Dès 2023, les revenus sont en nette baisse à la suite du retour des prix des cultures à des niveaux plus habituels. En 2024, après la forte baisse de 2023, les revenus des systèmes NE de veaux sous la mère se rétablissent, mais toujours à de faibles niveaux. Les revenus des systèmes naisseurs se stabilisent et ils diminuent pour les systèmes NE de jeunes bovins conventionnels.

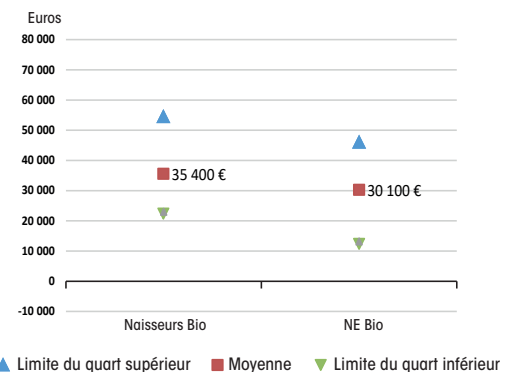
En 2025, les résultats économiques des élevages bovins viande sont largement portés par le produit bovins, soutenus par des prix en forte hausse, alimentés par la décapitalisation durable du cheptel français et européen. Néanmoins, cette amélioration apparente masque des situations contrastées. Les exploitations ont pu choisir la voie de l'investissement, qui ne leur avait pas été permise du fait des faibles résultats économiques la décennie précédente. Cela leur permettrait de limiter des hausses de revenus qui engendreraient une hausse des cotisations sociales. Par ailleurs, les aléas sanitaires qui se succèdent, notamment la FCO et la MHE, pèsent fortement sur la productivité des troupeaux des élevages touchés, avec des conséquences directes sur les résultats économiques. Ces aléas renforcent fortement l'hétérogénéité des résultats entre les exploitations selon leur situation. Ainsi, si la période récente laisse entrevoir une amélioration des produits et des perspectives de marché plus favorables, la question demeure de la traduction réelle de ces hausses de prix en augmentation durable des revenus. Entre besoins d'investissement, maintien des charges à des niveaux élevés et risques sanitaires persistants, les éleveurs bovins viande font face à des défis structurels majeurs qui conditionneront la pérennité économique des exploitations à l'horizon des prochaines années.



UNE CONJONCTURE GÉNÉRALE FAVORABLE QUI PROFITE AUSSI AUX SYSTÈMES BIO

Les revenus des deux systèmes suivis en Agriculture Biologique seraient en hausse sur 2025 : l'évolution des cours des produits animaux commercialisés suit la même dynamique que ceux du marché conventionnel entre 2024 et 2025 et se traduit par une augmentation forte des produits bovins viande. Le produit des cultures, qui ne représente que 8% du produit total, évolue lui aussi à la hausse en raison de meilleurs rendements et d'un prix de vente plutôt en hausse. L'incidence est d'autant plus grande que la sole culture est grande (pouvant varier de 0 à 50% de la SAU). En 2025, l'aide au maintien disparaît ce qui explique la baisse des aides par rapport à 2024. La grande autonomie de ces systèmes et le recours exceptionnel aux intrants en productions végétales rend ces systèmes moins sensibles aux aléas économiques. La stabilité des charges opérationnelles ne compense pas la légère hausse des charges de structure. Ainsi le revenu des naisseurs bio se situerait proche de 35 400 €/UMO tandis que celui des naisseurs-engraisseurs Bio de 30 100 €/UMO.

RÉSULTAT COURANT/UMO EXPLOITANT

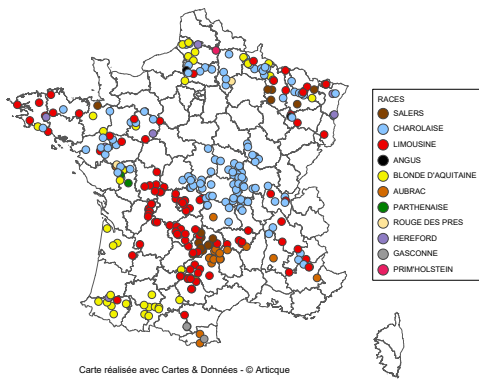


5 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS

FERMES DES RÉSEAUX D'ÉLEVAGE

LOCALISATION DES EXPLOITATIONS SUIVIES

Localisation des exploitations des réseaux d'élevage bovin viande par race



Carte réalisée avec Cartes & Données - © Artique

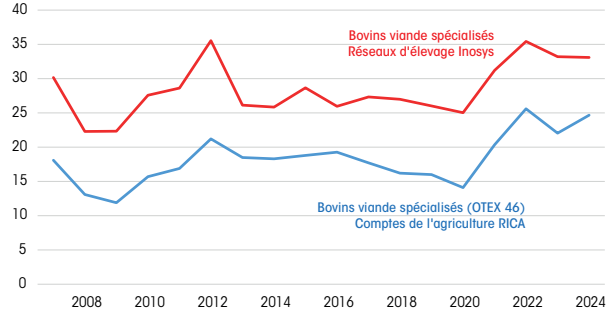
La base nationale des Réseaux d'élevage compte 315 exploitations d'élevage spécialisées en Bovins viande en 2024 dont 269 exploitations conventionnelles. Dans le cadre de la nouvelle programmation INOSYS Réseaux d'élevage 2022-2027, le volet « **Observatoire** » du dispositif Inosys accueille désormais 58 élevages spécialisés en Bovins viande en Agriculture Biologique. Cet « Observatoire » permet le suivi de la trajectoire collective des systèmes d'exploitation les plus fréquents à l'échelle des filières et des bassins de production. Les Réseaux d'Elevages Inosys suivent également, avec cette nouvelle programmation, des systèmes émergents ou en transition avec un nouveau volet nommé « **Réseaux thématiques** ».



DES REVENUS SUPÉRIEURS POUR LES FERMES DES RÉSEAUX D'ÉLEVAGE

RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS ET COTISATIONS SOCIALES

Milliers d'euros/unité de main-d'œuvre non salariée



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseau d'Élevage, RICA et estimations propres.

Les fermes d'élevage des Réseaux Inosys pour lesquelles ces estimations de revenus sont réalisées sont sélectionnées pour représenter la diversité des systèmes performants, avec des résultats technico-économiques bien supérieurs à la moyenne. Les revenus courants y sont en moyenne très supérieurs à la moyenne de ceux des fermes professionnelles françaises mesurées par le RICA.

DERMATOSE NODULAIRE CONTAGIEUSE : DE LOURDES CONSÉQUENCES...

L'apparition puis la diffusion de la DNC en France a eu de lourdes conséquences pour les éleveurs. Depuis le 29 juin 2025, 117 foyers ont été détectés en France au total, conduisant à l'abattage total des lots concernés afin d'éradiquer au plus vite cette maladie classée catégorie A selon le droit européen. Par ailleurs, la création de zones vaccinales et de zones réglementées (zones de protection et zones de surveillance) a compliqué les sorties d'animaux vers les zones indemnes ou à l'export, conduisant les animaux à rester plus longtemps en ferme. De plus, le gouvernement français a suspendu temporairement, entre le 18 octobre et le 1^{er} novembre 2025, les exportations de bovins vivants depuis la France, afin de rassurer les partenaires européens de la maîtrise de la diffusion.

La première zone réglementée couvrait une partie des départements du Jura, de l'Isère, de l'Ain, de la Savoie et de la Haute-Savoie, suite aux foyers détectés entre le 29 juin et le 6 septembre 2025. Depuis, d'autres départements (en entier ou en partie) ont été placés en zones réglementées : la Loire, le Rhône, les Pyrénées-Orientales, l'Aude, l'Ariège, le Jura, le Doubs, la Côte-d'Or, la Haute-Saône, la Saône-et-Loire, les Hautes-Pyrénées, la Haute-Garonne, le Gers, l'Aude, les Pyrénées-Atlantiques.

Face à la dégradation de la situation sanitaire dans le sud-ouest de la France (nouveaux foyers à distance des précédents), le ministère chargé de l'agriculture a renforcé les mesures.

En instaurant une zone vaccinale étendue (au-delà de la ZR 6) couvrant les départements de l'Aude, de la Haute-Garonne, du Gers, des Pyrénées-Atlantiques (à l'exception des communes déjà situées en zones réglementées), des Landes, du Tarn et de l'Hérault. Les mesures appliquées dans cette zone incluent :

- la vaccination obligatoire de tous les bovins, intégralement prise en charge par l'État,
- l'interdiction de toute sortie de bovin de la zone vaccinale, sauf vers un abattoir,
- une mise en place d'une zone de protection vaccinale (ou zone de vaccination préventive), au-delà de la ZR.

5 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS

ESTIMATIONS DES PRODUITS EN 2025

ESTIMATION DE L'ÉVOLUTION DES RENDEMENTS ET DU PRIX DES CULTURES 2025/2024

CULTURES	ÉVOLUTION DES RENDEMENTS	ÉVOLUTION DES PRIX EN	
		AGRI. CONV.	AB
BLÉ	+7% (Auvergne) à +33% (Champagne Ardennes)	-13% (prix moyen en 2025 : 162 €)	+24% (prix moyen en 2025 : 360 €)
MAÏS GRAIN	-26% (Pays de la Loire) à +16% (Picardie)	-10% (160 €)	+24% (368 €)
PROTÉAGINEUX	-33% (Bretagne) à +43% (Bourgogne)	-21% (205 €)	
OLÉAGINEUX	-8% (Auvergne) à +42% (Pays de la Loire)	+2% (476 €)	Graine de colza : +27% (867 €)
BETTERAVES	+5% (Alsace) à +6% (Picardie)	-12,5% (35 €)	

ÉVOLUTION DES AIDES DE LA PAC PERÇUES PAR SYSTÈME D'EXPLOITATION ENTRE 2025 ET 2024

AIDES	ÉVOLUTION 2025/2024
ÉVOLUTION DES PAIEMENTS DÉCOUPLÉS	=
AIDE BOVINE À L'UGB	-3%
AIDES AUX VEAUX LABELS	=
ICHN	+0,8%
MAEC	=
AIDES COUPLÉES VÉGÉTALES	=

ESTIMATIONS DES CHARGES EN 2025

ÉVOLUTIONS DES POSTES DE CHARGES LES PLUS IMPACTANTS

IPAMPA	ÉVOLUTION 2025/2024
ENGRAIS	Sur les surfaces herbagères : -2,9% (IPAMPA Simples azotés) - Sur la sole céréalière : -3,6% (IPAMPA Engrais et amendements)
SEMENCES	+5,0%
FERMAGE	+0,4%
ALIMENTS ACHETÉS	-3,2%
FRAIS VÉTÉRINAIRES	+1,7%
CARBURANT	-10,3%
SALAIRES	+1,6%
FRAIS GÉNÉRAUX	+1,8%
ASSURANCE	+3,3%
FRAIS FINANCIERS	+23,5%

Les variations annuelles des prix des intrants, des biens et services retenues pour l'estimation des revenus 2025 suivent les tendances nationales issues de l'IPAMPA Viande bovine.

Les postes spécifiques aux cultures (engrais, semences et protection des cultures) sont estimés en prenant en compte les évolutions entre juin 2023/mai 2024 et juin 2024/mai 2025.

Les principales évolutions des postes de charges les plus impactantes sont présentées dans le tableau ci-dessus.

Les résultats 2025 sont ceux constatés dans les comptes du panel d'exploitations suivies.

Le produit des ventes en viande bovine

Les prix des bovins maigres et finis sont en très nette progression en 2025/2024.

Le prix de vente **des animaux maigres** dépend de la race, du poids de l'animal et de la période de vente, saisonnalisée en fonction des débouchés et de la disponibilité des animaux.

Quant aux **animaux finis**, jeunes bovins, génisses finies, bœufs et vaches de réforme, le montant des ventes 2025 a été estimé en prenant en compte le nombre d'animaux abattus par trimestre et le pourcentage d'évolution entre 2024 et 2025 du prix de la catégorie concernée pour chacun des trimestres. En 2025, la hausse des prix s'est fortement accentuée au cours de l'année. Les dates de vente des animaux ont donc été prises en compte pour estimer l'évolution du produit issu des ventes de bovins.

Les prix sont publiés par FranceAgriMer et traités par l'Institut de l'Élevage.

Estimation des produits de ventes des cultures

Les rendements régionalisés et les prix de vente des cultures sont transmis par Arvalis-Institut du Végétal. Les prix des cultures sont en baisse à l'exception des oléagineux en agriculture conventionnelle en 2025/2024 alors qu'ils augmentent en Agriculture Biologique.

Estimation des aides

Les aides couplées animales diminuent de -3% /2024.

AGRICULTURE BIOLOGIQUE

Les estimations des revenus 2025 pour les éleveurs en Agriculture Biologique, ne tiennent pas compte :

- des crédits d'impôts perçus,
- des aides au maintien de l'agriculture AB, qui ont été supprimées.

2025 : les aléas sanitaires se succèdent

Impact sanitaire

Les impacts de la FCO et de la MHE étaient déjà notables en 2024 dans certains bassins et se sont accentués en 2025, mais arriveront davantage en 2026 sur certaines régions. Les exploitations touchées subissent des surmortalités, des retards de croissance des veaux avec des animaux plus fébriles et des performances de reproduction amoindries. Les estimations des revenus 2025 prennent en compte ces impacts en fonction de la localisation des exploitations. Des frais d'élevage (vétérinaire, échographie) supplémentaires ont été comptabilisés et le produit issu des ventes des bovins a été diminué pour les exploitations situées dans les zones touchées en 2025. Le temps de travail des éleveurs est également très impacté car la surveillance et le soin des animaux sont décuplés et nécessitent une vigilance accrue.

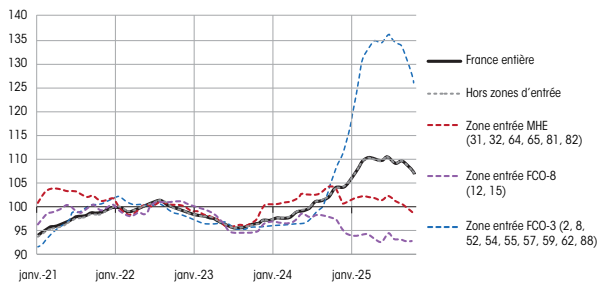
Impact climatique

La mauvaise qualité des fourrages distribués pendant l'hiver 2025 dans les exploitations situées dans le Grand-Est, les Hauts-de-France et le bassin Charolais ont nécessité de compléter davantage les animaux en 2025.

5 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS

MHE ET FCO : DES IMPACTS SANITAIRES MAJEURS SUR LES ÉLEVAGES ALLAITANTS

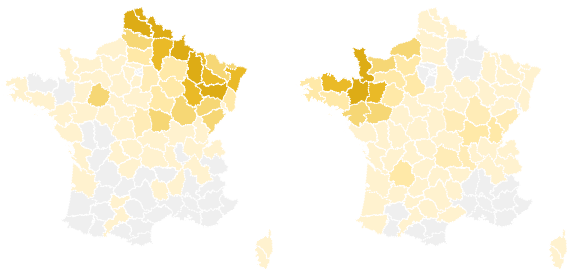
INDICATEURS DE MORTALITÉ PAR ZONE, CATÉGORIE 0-2 MOIS, MÈRE V



Source : GEB - Idele d'après SPIE-BDNI et Normabev - moyenne mobile de 12 derniers mois - base 100 en 2022

CARTE DES FOYERS FCO-3

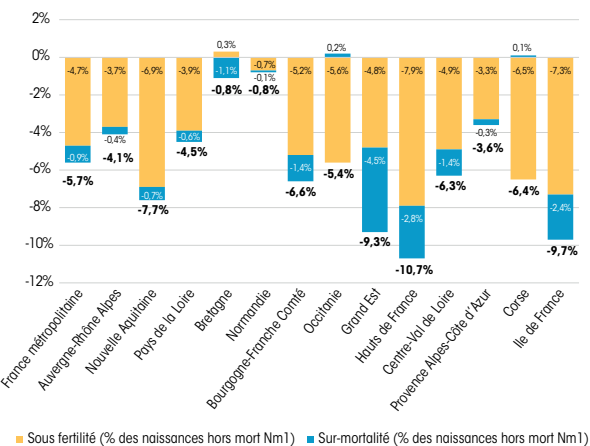
Plus le fond est foncé, plus le nombre de foyers FCO-3 est important
Au printemps 2025 **Entre juin et décembre 2025**



Source : agriculture.gouv.fr

BILAN DE L'ANOMALIE DE FERTILITÉ ET MORTALITÉ À LA NAISSANCE SUR LA CAMPAGNE 2024/2025 PAR RAPPORT AUX CAMPAGNES ANTÉRIEURES

Cheptel allaitant - France et principales régions en nombre de vaches V



Source : Estimations GEB - Idele d'après SPIE-BDNI et Normabev

Depuis 2023, la maladie hémorragique épizootique (MHE), le variant 8 de la fièvre catarrhale ovine (FCO-8) puis le variant 3 (FCO-3) à partir de l'été 2024 ont touché les élevages bovins français. Ces maladies sont apparues dans des foyers localisés avant de se répandre sur le territoire. Les impacts sanitaires majeurs visibles dans les exploitations touchées sont principalement : une surmortalité des bovins (adultes et jeunes), des problèmes de fertilité et des retards de croissance des veaux. La dynamique des cheptels est également perturbée, en particulier en raison de la difficulté d'entrée en reproduction des génisses. Pour les éleveurs, ces maladies entraînent une augmentation significative du temps de travail. Ils doivent renforcer la surveillance du cheptel, effectuer davantage de soins sur les veaux affaiblis, gérer les retards de croissance des veaux et parfois faire face à une mortalité importante. L'inquiétude s'ajoute à cette charge de travail supplémentaire, face à l'état sanitaire du troupeau, le découragement lié aux pertes de veaux et le sentiment d'impuissance pèsent sur les éleveurs, rendant cette période particulièrement éprouvante tant sur le plan professionnel qu'humain.

Une hausse de la mortalité des veaux

Dans la zone d'entrée de la FCO-3 (cf. carte des foyers FCO-3), de nombreuses remontées terrain ont fait état d'une hausse inquiétante de la mortalité des veaux à la naissance. Le suivi de la mortalité des veaux de mère allaitante dans les zones d'apparition des trois maladies montre en effet une hausse brutale en zone FCO-3 à compter de fin 2024, en cours de résorption. L'analyse de la surmortalité des veaux par département montre une forte corrélation spatiale avec les foyers FCO-3 déclarés. Si la mortalité semble heureusement avoir retrouvé des niveaux normaux dans le Nord-Est de la France depuis l'été, c'est désormais le Nord-Ouest qui est touché avec une surmortalité importante durant tout le 3^e trimestre 2025.

Une sous-fertilité des reproducteurs

La fertilité des vaches est affectée dans le cheptel allaitant et plus spécifiquement dans les zones MHE et FCO-8. Les naissances de mères allaitantes ont été anormalement basses sur la campagne juillet 2024 - juin 2025 : -211 000 naissances (-6,4%) alors que le cheptel n'a diminué que de -2,5%. La baisse du cheptel n'explique donc qu'une partie du déficit, et avec une fertilité normale, 163 000 naissances supplémentaires auraient été attendues. Les premières données de la campagne d'automne 2025 montrent une légère hausse nationale (+0,3% entre juillet et septembre), mais des baisses restent préoccupantes en Pays de la Loire, Bretagne et Centre, régions touchées plus tardivement par la FCO-3. Sur ces régions les impacts économiques arriveront principalement en 2026.

Des impacts contrastés selon les régions

Le cheptel allaitant a été sévèrement impacté, avec une sous-fertilité marquée en Hauts-de-France, Nouvelle-Aquitaine, Occitanie et Bourgogne-Franche-Comté. La surmortalité des veaux y est restée limitée, sauf dans le Grand Est et les Hauts-de-France où elle a été importante à la naissance.

5 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS

L'OBSERVATOIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE : HIVER 2022-2024

L'Observatoire de l'endettement et des trésoreries est composé de près de 380 comptabilités d'exploitations bovins viande avec des clôtures d'hiver (octobre-décembre), à échantillon constant entre 2022 et 2024. Cet observatoire est permis grâce aux partenariats avec 3 centres comptables : AS BFC, Cerfrance Alliance Massif-Central, GIE Entr'AS. Les résultats sont analysés par zone géographique : le « Grand-Ouest », le Cantal (zone « Montagne »), et la Saône-et-Loire majoritairement (pour le bassin Charolais "historique"). L'Observatoire propose des indicateurs semestriels permettant d'objectiver l'évolution de la situation financière sur un échantillon représentatif des élevages bovins, à partir de données réelles et de façon réactive dans les 6 mois.

Pour en savoir plus : <https://idele.fr/detail-article/observatoire-de-lendettement-et-des-tresoreries-des-elevages-bovins-lait-et-viande-hiver-2022-2024>

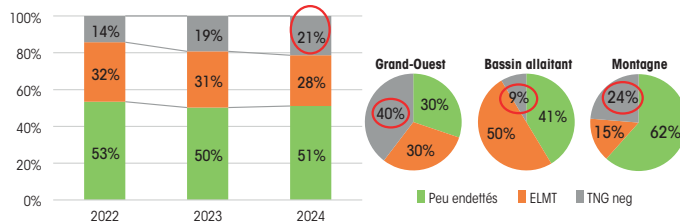
LA TRÉSORERIE : UNE APPROCHE COMPLÉMENTAIRE

Une approche axée sur la trésorerie des exploitations permet de compléter l'approche comptable, centrée sur le résultat courant. Le revenu disponible permet d'avoir une vision de l'équilibre financier. Il permet d'arbitrer entre les prélèvements privés et les investissements de l'entreprise. La trésorerie nette globale est aussi un indicateur essentiel pour évaluer la santé financière de l'entreprise. Ainsi, l'Observatoire de la situation financière analyse finement, par zone géographique et par niveau d'endettement : l'utilisation du revenu disponible (prélèvements privés et marge de sécurité), le financement des investissements et la proportion d'élevages ayant une trésorerie nette négative.

TRÉSORERIE : PAS D'AMÉLIORATION NETTE ET DES RÉSULTATS HÉTÉROGÈNES POUR LES ÉLEVAGES BOVINS VIANDE EN 2024

21% D'EXPLOITATIONS EN SITUATION CRITIQUE

Répartition des exploitations selon les groupes d'endettement : clôtures d'hiver.



Source : Étude CNE « hiver 22-24 », d'après données GIE Entr'AS, Cerfrance AMC, AS BFC, traitement Institut de l'Élevage, échantillon constant

La part d'exploitations endettées à long et moyen terme avec une trésorerie nette négative, regroupées sous le nom « TNG neg », ont augmenté en 2024 et représentaient 21% des exploitations de l'Observatoire, avec une proportion toujours importante dans le Grand-Ouest (40%). En 2024, la part des exploitations endettées à long et moyen terme avec une trésorerie nette positive (le groupe « ELMT ») a diminué. La situation financière des élevages en « TNG négative » a été sévèrement impactée : leurs dettes court-terme étant plus de 2,6 fois supérieures à la moyenne (toutes exploitations).

UN REVENU DISPONIBLE CONSOLIDÉ ET UNE MARGE DE SÉCURITÉ CONFORTÉE

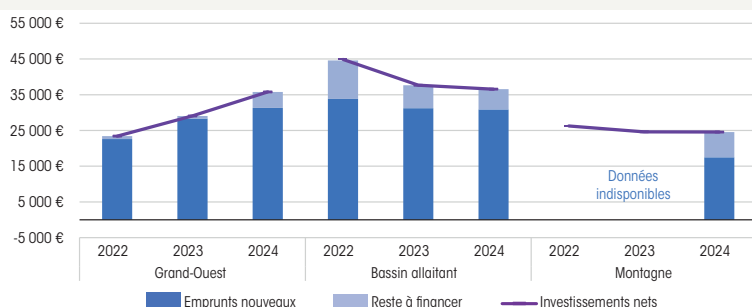
La conjoncture bovine était porteuse en 2024. Elle a permis une hausse du produit Brut dans le Bassin Allaitant et aurait aussi dû permettre cette hausse en Montagne. Cependant, le centre comptable, fournisseur de données sur cette zone, a réalisé une revalorisation du cheptel en 2023 ce qui a augmenté « artificiellement » le produit bovins en 2023, la comparaison annuelle doit en tenir compte. Dans l'Ouest, les mauvais rendements et les baisses de prix des céréales en 2024 ont impacté le Produit Brut qui a baissé de -2%.

Les charges totales ont diminué malgré la hausse des charges de structure, compensées par la baisse des charges opérationnelles. L'EBE a augmenté dans le Bassin Allaitant et a diminué dans l'Ouest. L'EBE des élevages de Montagne était en hausse de +10% en 2024/2022.

Les annuités étaient en hausse modérée dans le Bassin Allaitant, ont augmenté en Montagne et ont diminué dans l'Ouest. Le revenu disponible s'est établi en moyenne de l'échantillon toutes zones à 25 500 €/UTHf/an en 2024. Dans l'Ouest, il était en légère hausse permise par la baisse des annuités. Dans le Bassin Allaitant, il a évolué de +24% /2023. Enfin, en Montagne, il a augmenté de +7% entre 2022 et 2024.

Les prélèvements privés de l'Ouest ont été restreints et ont diminué en 2024. Ils ont augmenté, en revanche, dans le Bassin Allaitant et en Montagne. Ils étaient en moyenne toutes zones de 15 600 €/UTHf annuel. La marge de sécurité était en nette augmentation dans le Bassin Allaitant et dans l'Ouest.

FINANCEMENT : DES DYNAMIQUES D'INVESTISSEMENT DIVERGENTES SELON LES ZONES



Source : Étude CNE « hiver 22-24 », d'après données GIE Entr'AS, Cerfrance AMC, AS BFC, traitement Institut de l'Élevage, échantillon constant

Dans l'échantillon, les dynamiques d'investissement ont été très hétérogènes : toujours en hausse dans l'Ouest avec une hausse de la part autofinancée. Dans les autres zones, ils se sont stabilisés. La part autofinancée était en légère baisse dans le Bassin Allaitant.

Les investissements nets pour la zone de Montagne sont disponibles pour les années 2022 et 2023 contrairement aux emprunts nouveaux.

5 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS SPÉCIALISÉES, NAISSEURS EN ZONE DE MONTAGNE OU PASTORALE

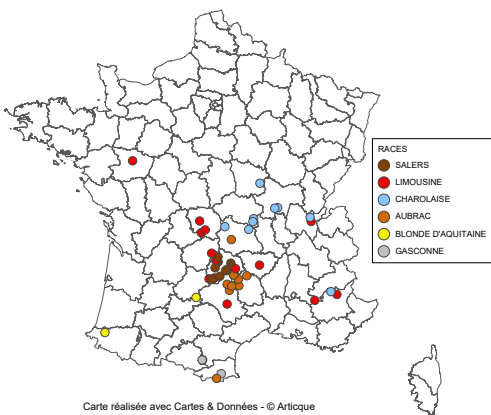
La très bonne conjoncture en maigre permet une nette progression des revenus



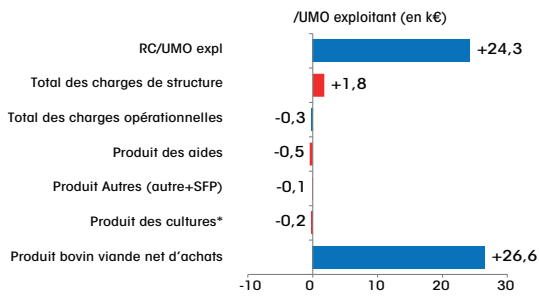
DONNÉES REPÈRES

- 2,0 UMO totales dont 1,7 UMO exploitant
- 149 ha de SAU dont 140 ha de SFP
- 88 vaches allaitantes et 131 UGB
- Productivité moyenne : 313 kg vifs par UGB

LOCALISATION DES 48 EXPLOITATIONS



RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2024 ET 2025



* Produit des cultures = vente de cultures + autoconsommation par les animaux.

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

Les exploitations sont essentiellement situées dans les zones de montagne du Massif-Central (pour 80%). Les races rustiques dominent et sont présentes dans un peu moins de la moitié du groupe, mais la Limousine est également bien représentée. Les surfaces fourragères occupent en moyenne 93% de la SAU, avec une part d'herbe comprise entre 90 et 100%. Dans les Alpes et les Pyrénées, ces systèmes transhumants valorisent également des surfaces pastorales collectives.

Un impact sanitaire présent dès 2024

Sur les 48 exploitations suivies, un tiers a eu des taux de mortalité plus élevés que la normale et atteignant plus de 10%, les causes étant soit sanitaires (passages de FCO et MHE) soit liées à la mauvaise qualité des fourrages récoltés en 2024 et distribués en 2024/2025. Pour ces exploitations, le produit bovin s'est donc trouvé minoré par cette baisse de productivité globale, expliquant ainsi des résultats 2024 décevants au regard des évolutions des cours.

Le manque criant de brouillards profite à toutes les races

La faible disponibilité des animaux maigres s'est traduite par une progression marquée et continue des cours sur l'année 2025 : +1,5 € du kilo vif entre janvier et décembre 2025 en moyenne. L'évolution spectaculaire est celle des brouillards Salers qui voient leur prix moyen augmenter entre 45% entre le 1^{er} semestre 2024 et 2025 et 40% entre l'automne 2024 et 2025. Les cours des vaches suivent la même tendance. Ainsi le produit bovin viande bondit de 27 % par rapport à 2024 soit +26 000 €/UMO exploitant. Les aides estimées pour 2024 sont en léger retrait. La revalorisation de l'ICHN compense la baisse des aides couplées animales. Au final, le produit total estimé progresse en moyenne de 17% par rapport à 2024.

Des charges de structure en légère hausse

Les aliments et les engrais pèsent pour près de la moitié des charges opérationnelles. La baisse de ces deux postes en 2024 (-3% pour chacun des postes) compense les surcoûts vétérinaires dus au contexte sanitaire FCO et MHE (estimés à près de 1 500 € en moyenne par ferme touchée).

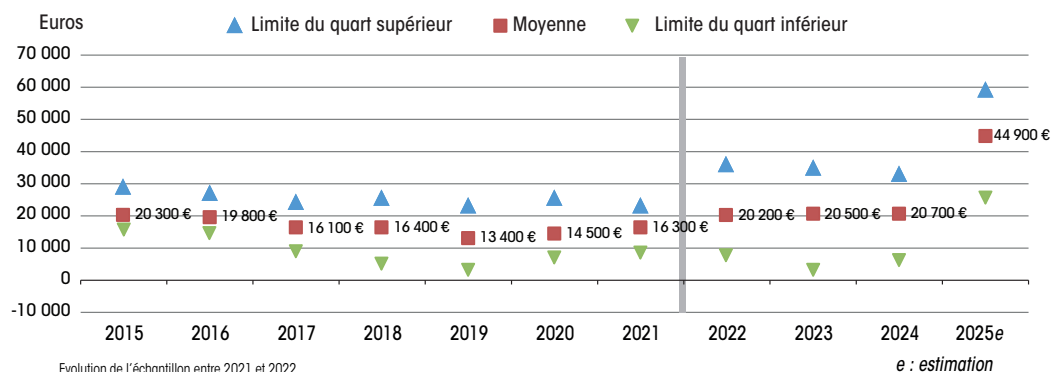
Les dépenses de structure affichent en moyenne une hausse de 2%. Malgré un prix du carburant en retrait de 10%, les frais de mécanisation sont orientés à la hausse en raison de l'inflation sur les autres postes.

Le revenu affiche une très belle progression

Grâce aux cours favorables des bovins et à une évolution contenue des charges, les EBE progressent de 47% et l'efficacité de ces systèmes atteint 41% d'EBE/PB. Ainsi, le résultat courant est multiplié par 2,2 par rapport à 2025 et dépasse les 45 000 €/UMO exploitant. Certaines exploitations ont été touchées par la FCO/MHE ce qui représente sur notre échantillon, en moyenne, une perte de revenus de 4 000 €/exploitation.

Les bons résultats affichés pour 2025, ne doivent pas faire oublier les risques sanitaires toujours élevés, avec des impacts sur la productivité qui se matérialisent économiquement à moyen terme compte-tenu de la durée du cycle d'exploitation bovin.

RÉSULTAT COURANT (RC)/UMO EXPLOITANT



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

5

LES REVENUS DES EXPLOITATIONS SPÉCIALISÉES, NAISSEURS SPÉCIALISÉS DE PLAINES

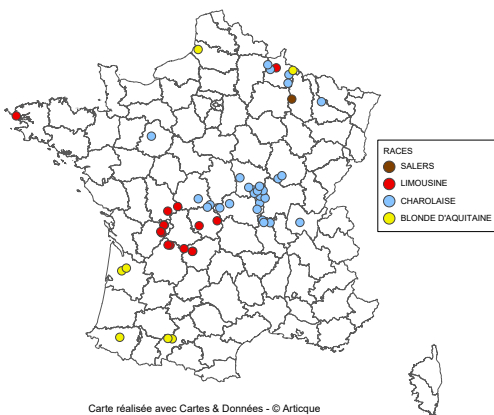
Des revenus en forte hausse, permis par les prix du maigre élevés



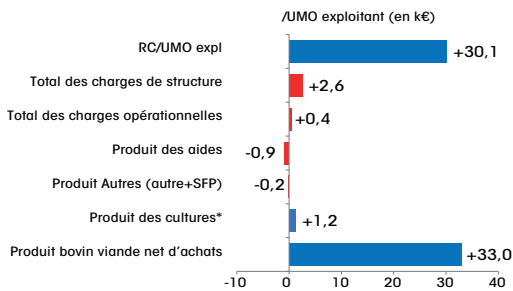
DONNÉES REPÈRES

- 1,6 UMO totale dont 1,4 UMO exploitant
- 176 ha de SAU dont 152 ha de SFP
- 106 vaches allaitantes et 169 UGB
- Productivité moyenne : 317 kg viâs par UGB

LOCALISATION DES 52 EXPLOITATIONS



RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2024 ET 2025



* Produit des cultures = vente de cultures + autoconsommation par les animaux.

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

Les projections ci-dessous sont basées sur un échantillon composé de 52 exploitations agricoles situées principalement dans le bassin alliant du grand Massif central. Celles-ci détiennent 176 ha où l'herbe représente près de 70% de la surface. Les troupeaux présents sont pour plus de 80% en races Charolaise et Limousine.

Des cours des brouards élevés, portés par une dynamique du maigre favorable en Europe

Au sein de cet échantillon, le produit bovin viande a augmenté en moyenne de +23% /2024. En effet, l'offre limitée en bovins, associée à une demande à l'export active, a dopé les cours des animaux maigres qui ont progressé de +42% en moyenne en 2025. Cette tendance s'est accélérée à l'automne, où les prix des brouards ont bondi de près de 50% par rapport à la même période de l'année passée. La valorisation des femelles a suivi des évolutions similaires à celles des mâles, avec +38% en moyenne.

L'ombre au tableau de l'année 2025 concerne la situation sanitaire subie par les élevages qui ont contracté la FCO et/ou la MHE, engendrant une baisse de productivité consécutive aux avortements et à une surmortalité, mais aussi à des frais vétérinaires supplémentaires. Cet aléa a engendré des pertes économiques significatives, estimées en moyenne à plus de 11 000 € par exploitation.

Une stabilité des aides perçues

Comme pour la campagne 2024, le niveau d'aides de ces systèmes est stable en 2025. En effet, en moyenne, la baisse de l'aide à l'UGB est compensée par la revalorisation de l'ICHN. Il est à noter que la majorité des élevages de cet échantillon n'a pas perçu d'aides conjoncturelles.

La baisse des charges opérationnelles neutralise l'évolution des charges de structures

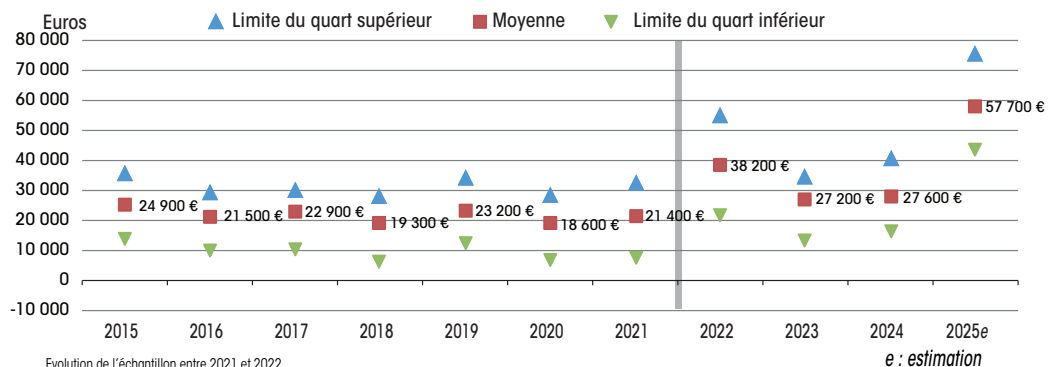
Pour 2025, les charges opérationnelles des élevages naisseurs sont orientées à la baisse (-1% /2024). Cette tendance s'explique par la diminution des engrais (-3%) et des achats de concentrés (-3%), revenant à des niveaux proches de ceux de 2022. Les reports de stocks de l'hiver ont permis de faire face à la sécheresse estivale. Ainsi, la majorité de ces élevages n'a pas eu recours à des achats de fourrages.

Parallèlement, les charges de structure progressent de 1%, sous l'effet des postes « mécanisation » et « bâtiments ». Les charges MSA, liées aux revenus des années antérieures, augmentent de +7%, et les charges salariales de +2%. Les dépenses en carburants diminuent de 10%, venant atténuer ces fluctuations.

Le résultat courant bondit de +30 000 €/UMO

La hausse du produit total et la stabilisation des charges permettent une forte amélioration du revenu : le résultat courant/UMO progresse pour la quatrième année consécutive (+121%), et dépasse 57 000 €/UMO en euros courants, niveau jamais atteint pour des élevages naisseurs herbagers. Outre un gain de rémunération, ces exploitations peuvent ainsi retrouver une capacité d'investissements, longtemps mise à mal par le manque de revenus. Cette évolution est toutefois à nuancer au regard de l'incidence économique conséquente liée aux aléas sanitaires liés à la FCO et la MHE, avec une variabilité des impacts entre exploitations.

RÉSULTAT COURANT (RC)/UMO EXPLOITANT



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

5

LES REVENUS DES EXPLOITATIONS SPÉCIALISÉES, NAISSEURS ET CULTURES

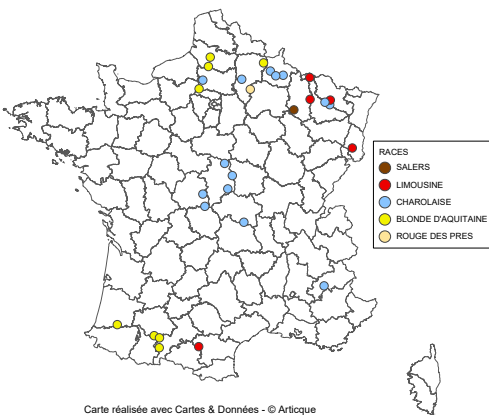
Le produit viande tire le résultat 2025 vers le haut malgré les pertes sanitaires



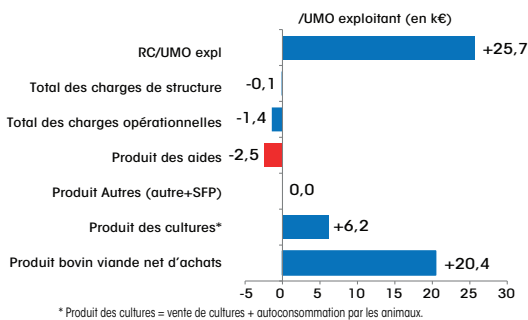
DONNÉES REPÈRES

- 2,1 UMO totales dont 1,6 UMO exploitant
- 235 ha de SAU dont 104 ha de SFP
- 85 vaches allaitantes et 138 UGB
- Productivité moyenne : 316 kg viifs/UGB

LOCALISATION DES 30 EXPLOITATIONS



RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2024 ET 2025



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

Ces exploitations sont essentiellement situées dans les zones de polyculture-élevage d'un large quart Nord-Est de la France et d'autres se trouvent dans le Sud-Ouest. Du fait de leur situation géographique, certaines de ces fermes ont été touchées par les épisodes de FCO3, FCO8 et/ou MHE et la productivité moyenne des troupeaux s'en trouve affectée sur plusieurs années, avec par exemple une perte de -20 kgv/UGB entre 2023 et 2024 à échantillon constant.

Des systèmes naisseurs plus intensifs sur les surfaces fourragères

Le système fourrager, le plus souvent basé sur la prairie permanente (73% de la SFP), est soutenu par l'introduction de prairies temporaires et pour un peu plus d'un tiers des élevages, par du maïs ensilage. Certaines exploitations ont recours à l'achat de coproduits. Si un tiers des exploitations sont aussi extensives que les naisseurs spécialisés (moins de 1,2 UGB/ha SFP), le chargement des surfaces fourragères est globalement supérieur chez les polyculteurs, avec 1,5 UGB/ha SFP en moyenne. En revanche, au regard des kilos de viande produits par UGB et des quantités de concentrés consommées par UGB, la conduite animale se distingue peu des autres systèmes naisseurs de plaine. Le recours à l'autoconsommation des céréales n'est pas systématique mais représente une part plus élevée, avec en moyenne 55% des quantités consommées.

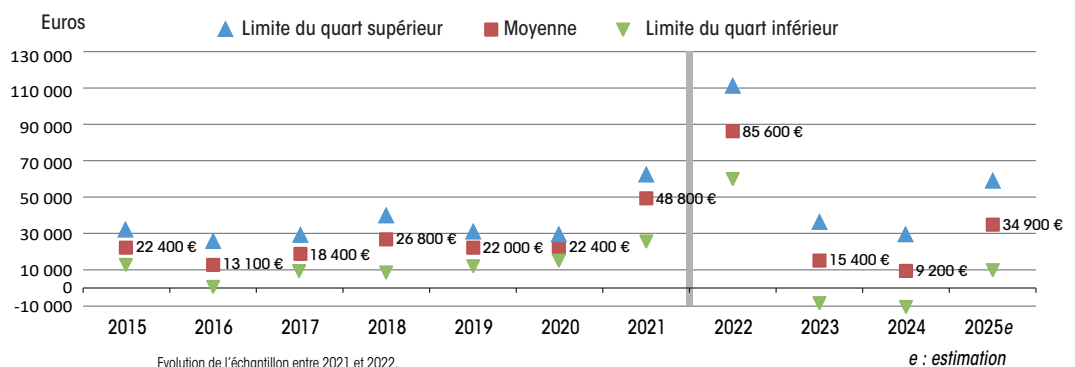
Un produit viande au plus haut et des rendements au secours des prix pour l'atelier culture

Le produit total estimé augmente en moyenne de 9% en 2025 par rapport à 2024, pour atteindre 1 980 €/ha SAU. Malgré les pertes de production dues aux problèmes sanitaires et à la mauvaise qualité des fourrages de 2024, le produit viande fait un bond de 20% en moyenne en 2025, porté par la forte progression des cours de la viande et du maigre sur l'année. Le produit des cultures est en légère hausse (+4%) par rapport à 2024, les rendements bien meilleurs que l'année passée compensant des prix des céréales encore en baisse.

Des surcoûts conjoncturels mais les principaux postes de charges sont en baisse

Les aliments et les engrais, qui pèsent pour près de la moitié des charges opérationnelles dans ces exploitations, sont à nouveau en baisse. Malgré les surcoûts vétérinaires et d'alimentation dus aux impacts climatiques et sanitaires (estimés à +2 400 € en moyenne par élevage) les charges opérationnelles de 2025 sont en léger retrait (-1,5% /2024). De même, la diminution de plus de 10% du poste carburant en 2025 permet de compenser la hausse des autres postes de charges de structure (hors MSA) qui suivent l'inflation. Les résultats 2025 s'améliorent : les EBE sont en hausse de +50% avec 640 €/ha de SAU en moyenne et l'efficacité économique se redresse fortement pour retrouver un niveau d'EBE/PB moyen de 32%. Toutefois, la forte hétérogénéité dans les résultats persiste depuis plusieurs années avec des résultats négatifs ou faibles pour le quartile inférieur de ces élevages.

RÉSULTAT COURANT (RC)/UMO EXPLOITANT



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

5 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS SPÉCIALISÉES, NAISSEURS-ENGRASSEURS DE VEAUX DE LAIT SOUS LA MÈRE

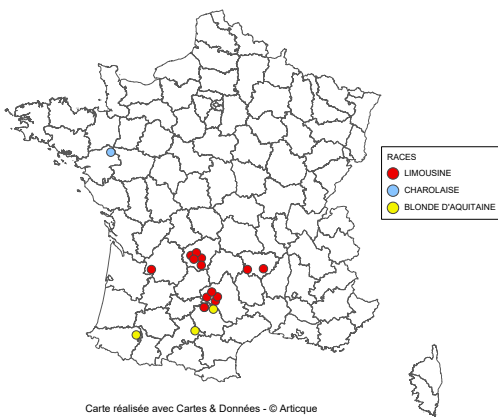
La hausse du prix des veaux permet enfin d'avoir des revenus moyens supérieurs à 30 000 €/UMO



DONNÉES REPÈRES

- 2,1 UMO totales dont 1,7 UMO exploitant
- 125 ha de SAU dont 104 ha de SFP
- 94 vaches allaitantes et 124 UGB
- Productivité moyenne :
 - 288 kg vifs/UGB (veaux légers sous la mère)
 - 307 kg vifs/UGB (veaux lourds d'Aveyron et du Ségala)

LOCALISATION DES 18 EXPLOITATIONS



Cet échantillon est composé de 18 exploitations situées en Nouvelle-Aquitaine et en Occitanie. Elles détiennent en moyenne 125 ha où l'herbe représente plus de la moitié de la surface. Les troupeaux, de races Limousine ou Blonde d'Aquitaine, sont composés de 94 vaches. Ces systèmes de production regroupent des élevages de veaux légers traditionnels ou « veaux fermiers élevés sous la mère » (viande rosée claire) et de veaux plus lourds et plus âgés (viande rosée) sous Label Rouge Veaux d'Aveyron et du Ségala. Après une progression modérée depuis 2022, le revenu moyen estimé pour 2025 dépasse 34 000 €/UMO exploitant, niveau le plus élevé de la décennie.

Les prix de vente historiques revalorisent l'acte de production

Comme pour tous les autres produits bovins, la diminution importante de l'offre oriente les prix des veaux à la hausse (+10% pour les veaux sous la mère et +20% pour les veaux d'Aveyron et du Ségala), avec notamment une meilleure revalorisation des cours à l'automne. D'autre part, l'effet de la FCO et de la MHE ont dégradé les performances de reproduction, avec une baisse de la fertilité et une surmortalité. La perte due à cet aléa sanitaire est estimée à 4 800 €. Parallèlement, le produit des cultures a stagné : les meilleurs rendements ont juste suffi à compenser la baisse des prix de vente. Les soutiens PAC perçus en 2025 diminuent légèrement (-1%/2024), malgré la mise en place, au sein de la filière, d'un programme opérationnel spécifique à la production de veaux, pour lequel une partie des exploitations est éligible. Il est à noter qu'en 2025 ces systèmes n'ont pas bénéficié d'aides conjoncturelles exceptionnelles (contre 1 700 € en moyenne en 2024).

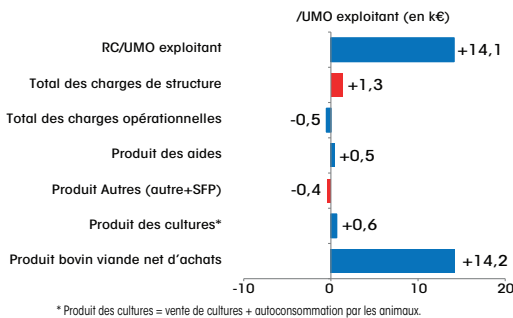
Une stabilité globale de l'ensemble des charges

L'ensemble des charges opérationnelles de ces systèmes est en repli pour la deuxième année consécutive, avec une baisse des coûts d'engrais (-3%), d'aliments (-3%). Toutefois, les charges de structure progressent de 1%, sous l'effet des postes « mécanisation » et « bâtiments » et malgré la diminution du poste carburants (-10%). En effet, au sein de cet échantillon, l'amélioration de la situation économique a permis aux exploitations de renouveler du matériel et d'investir dans de nouveaux bâtiments, dans un contexte de flambée du prix de ces investissements et avec un renchérissement des taux d'emprunt. De plus, la MHE et la FCO ont impacté les frais d'élevages et vétérinaires des élevages du Sud-Ouest.

Un revenu en nette progression

Les cours favorables des veaux sous la mère et la stabilité des charges permettent à ces systèmes d'améliorer leur revenu. Ainsi, le résultat courant estimé en 2025 avec **une réorientation de la production des veaux en partie vers les broutards**, est en hausse de 69% et dépasse 34 000 €/UMO exploitant, niveau le plus élevé de la décennie.

RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2024 ET 2025

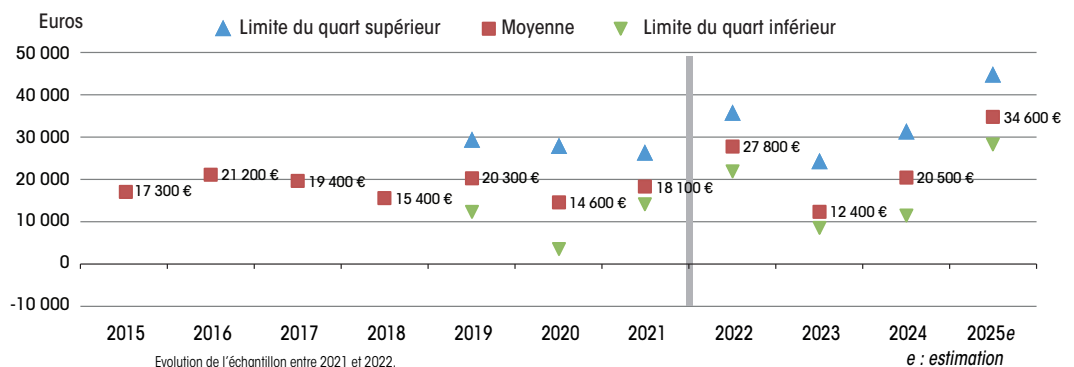


Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

Réorientation de la production de veaux sous la mère vers les broutards

Malgré cette évolution positive des prix des veaux et avec des prix du maigre très attractifs, certains éleveurs ont commercialisé en 2025 une partie de leurs animaux en broutards. Cette tendance, qui concerne uniquement les producteurs de veaux fermiers sous la mère, a été prise en compte dans ces estimations. **Ainsi, sans cette réorientation vers la production de broutards, le résultat courant estimé en 2025 est de 31 900 €/UMO exploitant.**

RÉSULTAT COURANT (RC)/UMO EXPLOITANT



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

5

LES REVENUS DES EXPLOITATIONS SPÉCIALISÉES, NAISSEURS-ENGRASSEURS DE JEUNES BOVINS

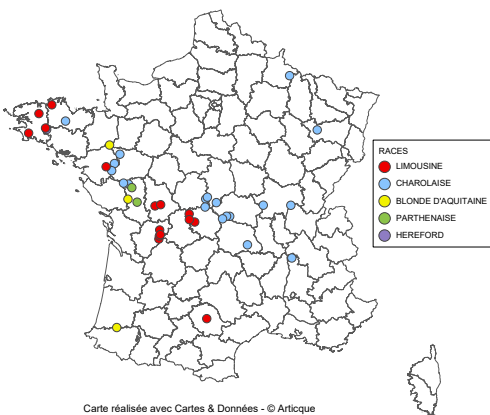
La bonne tenue des cours 2025 s'exprime par la hausse du résultat courant



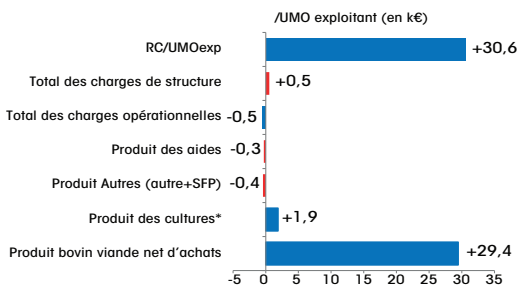
DONNÉES REPÈRES

- 1,9 UMO totale dont 1,6 UMO exploitant
- 174 ha de SAU dont 146 ha de SFP
- 113 vaches allaitantes et 202 UGB
- Productivité moyenne : 378 kg vifs par UGB

LOCALISATION DES 40 EXPLOITATIONS



RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2024 ET 2025



* Produit des cultures = vente de cultures + autoconsommation par les animaux.

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

Les 40 exploitations spécialisées naisseurs-engraisseurs de jeunes bovins qui constituent cet échantillon sont principalement implantées dans le Grand-Ouest, pour 40% d'entre elles, ainsi que dans le Bassin charolais et le Limousin. Elles associent des surfaces fourragères (146 ha en moyenne) et des cultures (27 ha en moyenne) qui permettent de nourrir un cheptel composé, en moyenne, de 113 vaches allaitantes, majoritairement Charolaises et Limousines, pour 1,6 UMO exploitant. En moyenne, 50% des concentrés utilisés sont issus des cultures produites sur l'exploitation. Le chargement moyen est de 1,4 UGB/ha de SFP.

Le produit bovins viande permet la hausse du revenu

En 2025, les cours des bovins finis ont fortement progressé par rapport à l'année 2024. Ces évolutions sont toutefois très fluctuantes en fonction des périodes de vente. En effet, la hausse des cours des bovins finis s'est fortement accentuée au fil de l'année 2025. Ces évolutions favorables des cours des bovins ont permis au produit viande de progresser malgré les conséquences importantes de la FCO dans certains bassins de production. En moyenne sur l'échantillon, l'impact sanitaire, qui se matérialise par une surmortalité des veaux, des avortements, des retards de croissance, est estimé à 51 €/vêlage, avec pour conséquence une réduction du produit issu de la vente des bovins de 3 640 €/UMO exploitant. Les exploitations localisées dans le Grand-Est sont les plus impactées (avec 134 €/vêlage de perte estimée). Les pertes estimées pour les élevages situés dans le Limousin et le Bassin Charolais sont de 88 €/vêlage en moyenne alors que dans l'Ouest, seul le département de la Sarthe a subi les conséquences économiques importantes de la FCO dès 2025. Malgré les impacts sanitaires, le produit issu de la vente des bovins viande a progressé en moyenne de 29 400 €/UMO exploitant en 2025 soit une hausse de 21% /2024.

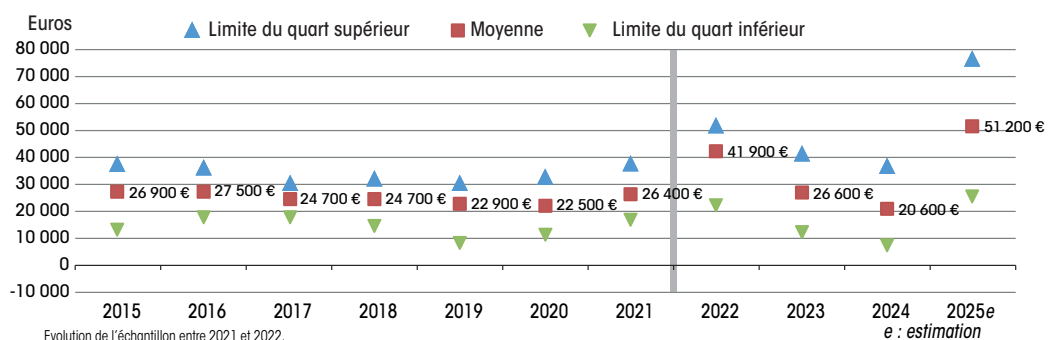
Le produit cultures est en très légère hausse (+1 900 €/UMO exploitant). La baisse du prix du blé en 2025 (-13% /2024) est compensée par une hausse des rendements (+24% /2024 en Pays de La Loire par exemple).

En 2025, le produit issu des aides est assez stable : la diminution de 3% des aides aux bovins allaitants est gommée par la revalorisation de l'ICHN (de +0,8% /2024), qui concerne toutefois près de la moitié des exploitations présentes dans cet échantillon.

Les charges se stabilisent

En 2025, la hausse des charges de structure est compensée par la baisse des charges opérationnelles. Celles-ci diminuent de 540 €/UMO exploitant sous l'effet de la diminution du montant des concentrés achetés (-3,2% /2024) principalement. Toutefois, pour les exploitations concernées par les impacts de la FCO, les animaux non produits suite à la surmortalité et le décalage des vêlages ont engendré une baisse de la consommation d'aliments. Du côté des charges de structure, la hausse des amortissements matériels et bâtiments n'est pas totalement compensée par la baisse du prix du carburant (-10 % /2024). Le résultat courant des naisseurs-engraisseurs de jeunes bovins spécialisés estimé en 2025 dépasse 51 000 €/UMO exploitant. Cette forte évolution des revenus dépendra toutefois fortement des stratégies prises par les éleveurs en 2025 et de l'impact de la FCO sur les exploitations touchées. En effet, des investissements matériels et bâtiments pourraient être mis en place suite à une conjoncture favorable, tout comme l'alourdissement des animaux finis suite aux cours orientés à la hausse.

RÉSULTAT COURANT (RC)/UMO EXPLOITANT



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

5 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS DIVERSIFIÉES, NAISSEURS-ENGRASSEURS DE JEUNES BOVINS ET CULTURES

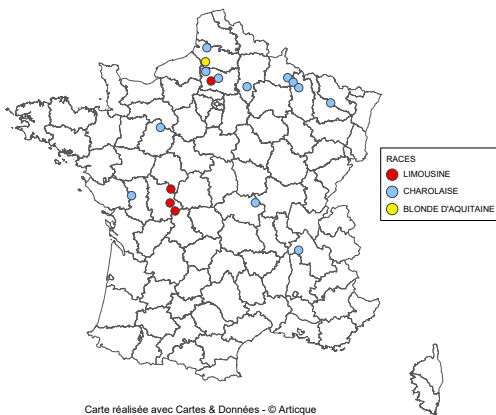
Une très bonne année grâce à la hausse des prix des bovins et aux meilleurs rendements des cultures



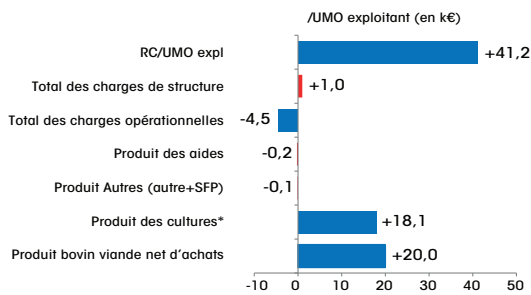
DONNÉES REPÈRES

- 2,3 UMO totales dont 1,5 UMO exploitant
- 249 ha de SAU dont 110 ha de SFP
- 91 vaches allaitantes et 173 UGB
- Productivité moyenne : 400 kg vifs par UGB

LOCALISATION DES 17 EXPLOITATIONS



RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2024 ET 2025



* Produit des cultures = vente de cultures + autoconsommation par les animaux.

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

Ces exploitations sont situées principalement dans les zones de grandes cultures à bon potentiel du Nord, de l'Est et du Poitou. Tous les animaux sont finis sur l'exploitation, et certaines complètent à la marge par des achats de brouards. Leur assolement est équilibré entre les grandes cultures, les cultures fourragères et les prairies temporaires.

Des exploitations diversifiées

Les 17 exploitations du groupe se caractérisent par un assolement dominé par les cultures (56%). Les systèmes d'alimentation, basés à la fois sur la prairie permanente pour les vaches et sur le maïs et/ou les coproduits pour les taurillons, permet d'atteindre un niveau de chargement élevé, à 1,6 UGB/ha de SFP en moyenne. 45% des concentrés sont par ailleurs prélevés sur les récoltes. La conduite intensive du troupeau permet d'atteindre une productivité élevée, à 400 kg de viande vive/UGB.

La hausse des cours tire le produit de l'atelier bovin

La production bovine reste comme en 2024 la locomotive de ces exploitations. Le produit de l'atelier progresse de 13%, à 273 000 € en moyenne, tiré par la hausse des cours des bovins finis et par un certain alourdissement des animaux favorisé par le recul des prix des céréales. Le montant des concentrés achetés recule de 3%, tirant les charges opérationnelles à la baisse (-2%/2024). À l'inverse, les achats de bovins maigres pèsent du fait de l'envolée des cours des brouards. Ils ont ainsi augmenté de 41% en 2025, atteignant en moyenne 76 000 € pour les 11 exploitations ayant acheté des animaux, alors que les ventes de bovins ne gagnaient que 20%.

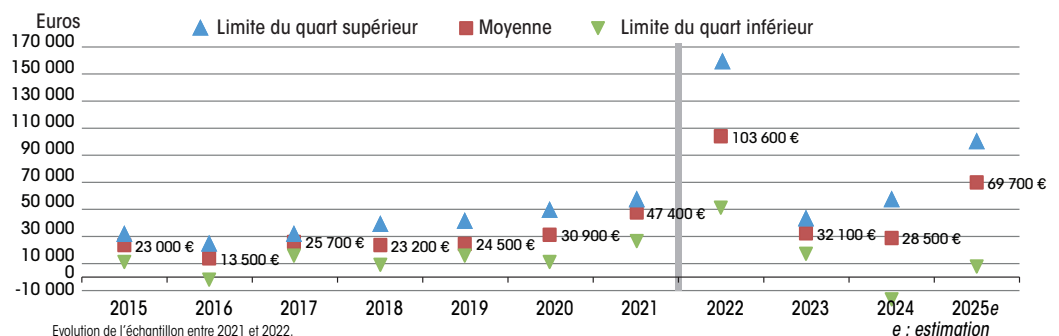
Des rendements dans la moyenne qui rétablissent l'atelier végétal

Après deux mauvaises années, les grandes cultures ont connu une amélioration en 2025 malgré des cours mondiaux déprimés. Les rendements se rétablissent dans la moyenne dans les régions de culture et ont redressé partiellement le produit total de l'atelier végétal, qui gagne 10% à 257 000 €. Les charges opérationnelles des cultures poursuivent leur décline (-3% sur les engrais et amendements) après leur pic de 2022-2023. La baisse du prix des carburants et lubrifiants de 10% et le recul des cotisations sociales après les mauvais résultats des deux années précédentes permettent de limiter la hausse des charges de structure à 3%.

Forte hausse du résultat courant

Avec des revenus tirés par la performance de l'atelier viande bovine, l'année 2025 est la deuxième meilleure année depuis 2014. À 70 200 €/UMO exploitant en moyenne, le résultat courant est multiplié par 2,5 par rapport à 2024 et est deux fois plus élevé que la moyenne 2014-2024. L'hétérogénéité est cependant très élevée, le quartile inférieur réalisant une de ses pires années depuis 2014. L'amortissement des mauvaises années culturelles 2023 et 2024, variable selon les exploitations, et les aléas sanitaires et climatiques qui ont touché davantage certaines exploitations, peuvent expliquer ces écarts.

RÉSULTAT COURANT (RC)/UMO EXPLOITANT



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

5

LES REVENUS DES EXPLOITATIONS SPÉCIALISÉES, NAISSEURS BIO

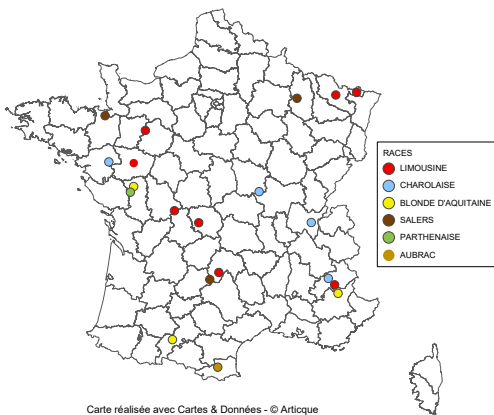
Une conjoncture générale favorable qui profite aussi aux systèmes naisseurs Bio



DONNÉES REPÈRES

- 1,7 UMO totale dont 1,4 UMO exploitant
- 132 ha de SAU dont 108 ha de SFP
- 66 vaches allaitantes et 104 UGB
- Productivité moyenne : 261 kg viés par UGB

LOCALISATION DES 20 EXPLOITATIONS



Ces 20 exploitations constituent un échantillon restreint, avec une distribution concentrée sur trois secteurs, le Bassin Allaitant (de la zone sud Alpes à la Nouvelle-Aquitaine) le Grand-Ouest ainsi que le Grand-Est. La race Limousine domine avec 40% des troupeaux, suivie des races Charolaises, Blondes et Salers. Le troupeau allaitant valorise les prairies permanentes qui représentent en moyenne 57% de la SAU.

Des systèmes extensifs basés sur l'autonomie alimentaire

Le système fourrager, basé essentiellement sur la valorisation de l'herbe se partage entre prairies temporaires (43% de la SFP) et prairies permanentes. L'autonomie de ces systèmes est importante et se caractérise par un niveau de chargement moyen proche de 1 UGB/ha de SFP et des quantités de concentrés distribués par UGB inférieures à 300 kg/an, contre plus de 600 kg/an/UGB pour les naisseurs spécialisés herbagers conventionnels. La production moyenne de viande par UGB est inférieure aux systèmes conventionnels équivalents : 261 kgv/UGB contre 316 kgv/UGB chez les naisseurs spécialisés herbagers.

La conjoncture favorable du broulard profite aussi aux systèmes naisseurs Bio

Le produit total progresse de 12% en 2025, essentiellement en raison de la hausse des cours des bovins qui suit la même dynamique que les élevages conventionnels entre 2024 et 2025. Le produit des cultures, qui ne représente que 8% du total des produits, profite d'une année plus favorable tant sur les rendements que sur les prix de vente. Ces incidences sont hétérogènes et dépendent de l'importance de la sole culture au sein des exploitations. La contrainte sanitaire est essentielle en culture Biologique, l'utilisation d'intrants est très limitée, les rendements des cultures sont donc dépendants de la météorologie annuelle et de la pression parasitaire. Du côté des aides, la fin des aides au maintien de l'agriculture biologique entraîne une baisse moyenne de 25% sur le total des aides en 2025.

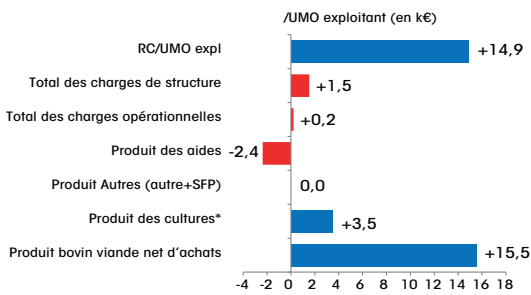
Des charges stables

Les charges opérationnelles des naisseurs Bio sont relativement limitées puisqu'elles ne représentent que 20% des charges totales. L'autonomie de ces systèmes et le recours exceptionnel aux intrants des cultures, les rend peu sensibles aux évolutions. La faible baisse des prix des intrants (-0,8% en 2025), n'a eu que peu d'impact sur la performance de ces élevages. Les charges de structure, contrairement aux charges opérationnelles, ont légèrement progressé (+1,4% en 2025) pour la deuxième année consécutive, en raison de la hausse des amortissements des bâtiments et du matériel.

Résultat économique : un retour aux années 2022-2023 ?

Sur les 4 dernières années, 2025 ne se distingue pas vraiment, contrairement à ce que l'on pouvait attendre. L'effet levier de la hausse du produit viande s'est trouvé limité par la baisse de la productivité animale amorcée dès 2023. La productivité animale a chuté en moyenne de 8 kg de viande vive par UGB sur l'échantillon et se poursuit par la baisse des naissances liée à la FCO sur certains bassins (-2 300 €/UMO exploitant de revenu en moins). Les résultats économiques 2025 se rapprochent des résultats réalisés en 2023 autour de 35 000 €/UMO exploitant.

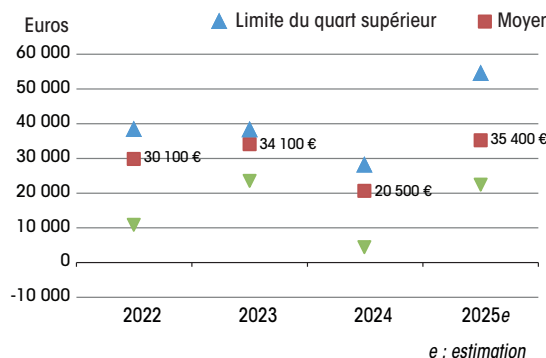
RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2024 ET 2025



* Produit des cultures = vente de cultures + autoconsommation par les animaux.

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

RÉSULTAT COURANT (RC)/UMO EXPLOITANT



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

Ces exploitations sont entrées dans le dispositif Inosys, en 2022, grâce à l'ouverture du volet « Observatoire » aux exploitations conduites en Agriculture biologique ce qui explique la non-antériorité des résultats. Attention, les estimations des revenus 2025 pour les éleveurs en Agriculture Biologique, ne tiennent pas compte des crédits d'impôts perçus (plafonnement à 4 500 €/UMO exploitant).

5

LES REVENUS DES EXPLOITATIONS SPÉCIALISÉES, NAISSEURS ENGRAISSEURS BIO

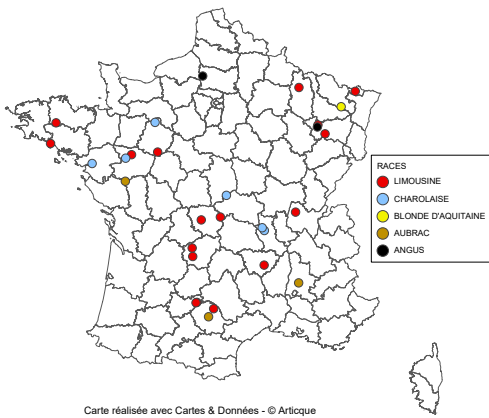
Des revenus portés par les bonnes conjonctures de prix



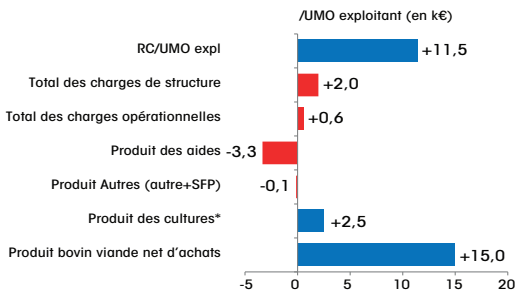
DONNÉES REPÈRES

- 1,8 UMO totale dont 1,4 UMO exploitant
- 164 ha de SAU dont 139 ha de SFP
- 69 vaches allaitantes et 135 UGB
- Productivité moyenne : 271 kg vifs par UGB

LOCALISATION DES 29 EXPLOITATIONS



RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2024 ET 2025



* Produit des cultures = vente de cultures + autoconsommation par les animaux.

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

Ces exploitations avec engraissement des mâles regroupent deux types de productions dominantes : une production de veaux sous la mère pour près de 30% d'entre elles, principalement localisées dans le Massif central, et une production de bœufs plus largement représentée sur le territoire national. Ce groupe se distingue par la diversité des races des troupeaux, notamment chez les naisseurs-engraisseurs de bœufs. Les surfaces sont essentiellement dédiées à l'alimentation des animaux : la SFP représente en moyenne 85% de la SAU et une majeure partie des cultures sont autoconsommées.

Priorité à l'autonomie

Quelle que soit l'orientation de production des mâles, ces exploitations sont très autonomes et extensives, avec un chargement majoritairement inférieur à 1 UGB/ha de SFP. Le système fourrager est basé sur l'herbe et sur les cultures fourragères comme les méteils avec des mélanges de céréales et protéagineux mais très peu sur le maïs. De plus, 85% des concentrés consommés sont aussi produits sur l'exploitation. Cette recherche d'autonomie est nécessaire en raison des prix élevés des concentrés certifiés en AB mais traduit aussi une valorisation maximale des ressources herbagères. Le plus souvent inférieures à 400 kg/UGB, les quantités de concentrés distribuées sont maîtrisées pour des systèmes avec des niveaux de finition important des animaux.

La bonne conjoncture bovine rejaille sur le produit bovin viande bio

Face à la concurrence très forte sur les prix des animaux conventionnels, les filières Biologiques se sont organisées pour essayer de maintenir un prix attractif aux producteurs même si le différentiel se réduit depuis 2022. Ainsi l'engraissement des animaux nés sur les élevages reste toujours intéressant. Toutefois, face aux difficultés de la filière veaux et un niveau de prix des brouards très attractif, la moitié des veaux a été commercialisée sur le marché du maigre conventionnel. Au final, pour ces exploitations peu impactées par la FCO ou la MHE, le produit viande progresse de plus de +16% par rapport à 2024. La légère hausse du produit des cultures ne sera pas suffisante pour compenser la baisse des aides liées à la suppression des aides au maintien à l'agriculture biologique.

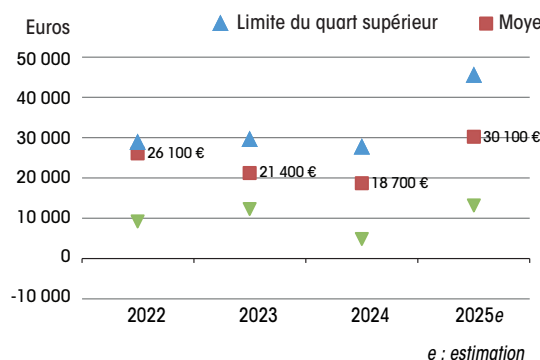
La logique d'économie de charges permet la bonne efficacité économique

Ces exploitations économes sont moins dépendantes des prix des intrants, les charges opérationnelles demeurent stables, les charges de structure progressent légèrement en raison de la hausse des amortissements et ce malgré la baisse du prix du carburant. Ce niveau d'autonomie et la stratégie d'économie de charges permettent un bon niveau d'EBE sur produit à 37%.

Une progression significative du revenu

Ainsi en 2025 le revenu progresse de 61% et atteint les 32 500 €/UMO exploitant. Certains éleveurs font le choix de diversifier leurs produits en commercialisant des veaux et des bœufs. La bonne conjoncture des brouards commercialisés en conventionnel questionne sur l'engraissement futur des bœufs, même si les éleveurs suivis ont la volonté d'alimenter la filière Bio quand cela est possible.

RÉSULTAT COURANT (RC)/UMO EXPLOITANT



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

Ces exploitations sont entrées dans le dispositif Inosys, en 2022, grâce à l'ouverture du volet « Observatoire » aux exploitations conduites en Agriculture biologique ce qui explique la non-antériorité des résultats. Attention, les estimations des revenus 2025 pour les éleveurs en Agriculture Biologique, ne tiennent pas compte des crédits d'impôts perçus (plafonnement à 4 500 €/UMO exploitant).

6

LE SECTEUR DU VEAU

La chute des abattages a maintenu les cours

En 2025, la production française de veau de boucherie a de nouveau reculé, prolongeant la baisse des années précédentes. Ce manque a soutenu les cours des veaux gras dans un contexte de hausse du prix des jeunes veaux laitiers.

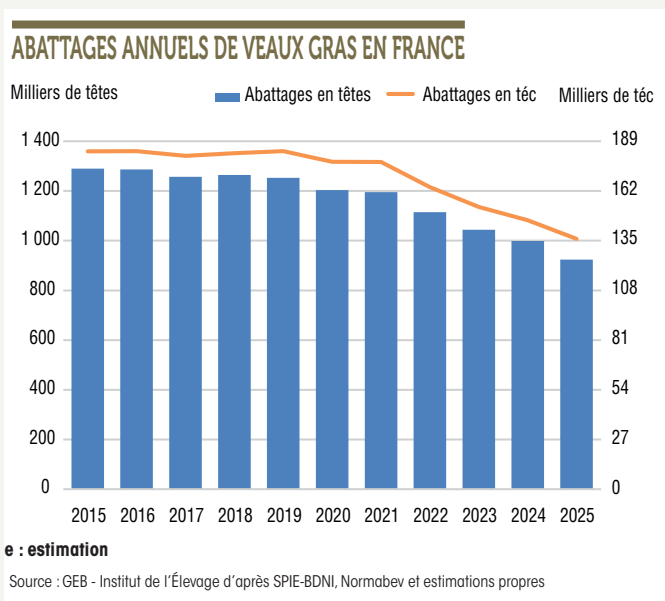
Les disponibilités en jeunes veaux sont en effet restées restreintes du fait du recul des naissances, entraînant une hausse inédite des cours dès le début de l'année 2025, avec des prix deux à trois fois supérieurs aux années précédentes.

Au niveau européen, les Pays-Bas ont enregistré une nette baisse de leur production de veaux de boucherie. Le manque d'approvisionnement en veaux laitiers est alimenté par les épisodes de FCO aux Pays-Bas et dans le Nord de l'Allemagne.



LE MARCHÉ DU VEAU

PRODUCTION FRANCE 2025



136 000 téc

C'est la production de viande de veau en France en 2025, soit -6,9% /2024.

Les abattages ont reculé en 2025, tout comme les deux années précédentes. La baisse de production est de 6,9%, malgré l'alourdissement des carcasses. Les abattages en têtes baissent de 7,5%, souffrant du manque de mise en place tout au long de l'année.

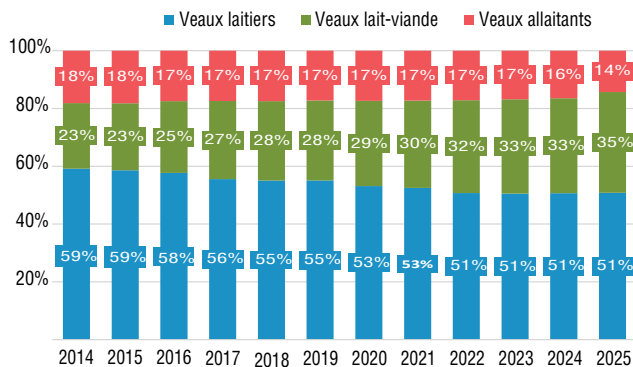
En France, les abattages de veaux de boucherie sont à nouveau en recul en 2025, passant sous la barre symbolique du million d'animaux, avec 924 000 veaux abattus (-7,5% /2024). Depuis 2021, en quatre ans, la production a reculé de plus de 23%, soit 270 000 veaux en moins. Le recul a été plus net début 2025, compte tenu de l'épidémie de FCO en 2024.

Toute l'année, les poids carcasse se sont maintenus à un niveau plus élevé que l'année précédente (+1,1 kg en moyenne /2024), signe que les intégrateurs conservaient les animaux un peu plus en élevage pour alourdir les carcasses. De plus, les plans alimentaires avec plus de fibres sont maintenant bien maîtrisés et optimisés. L'âge moyen à l'abattage était aussi un peu plus avancé, à 189 jours, soit +0,8 jour/ 2024.

Au total sur 2025, d'après nos estimations, 136 000 téc de viande de veau ont été produites, soit une baisse de 6,9% /2024.

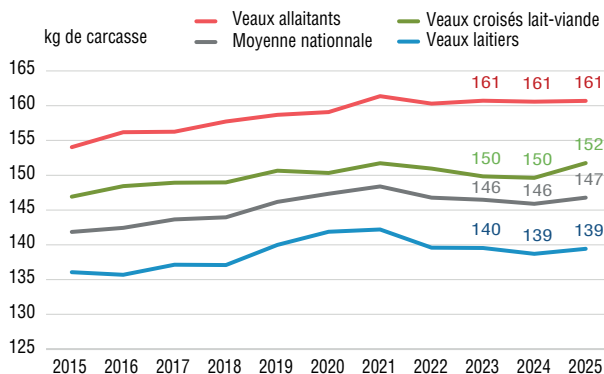
PRODUCTION FRANCE 2025

RÉPARTITION DES TYPES RACIAUX ABATTUS EN FRANCE (EN TÊTES)



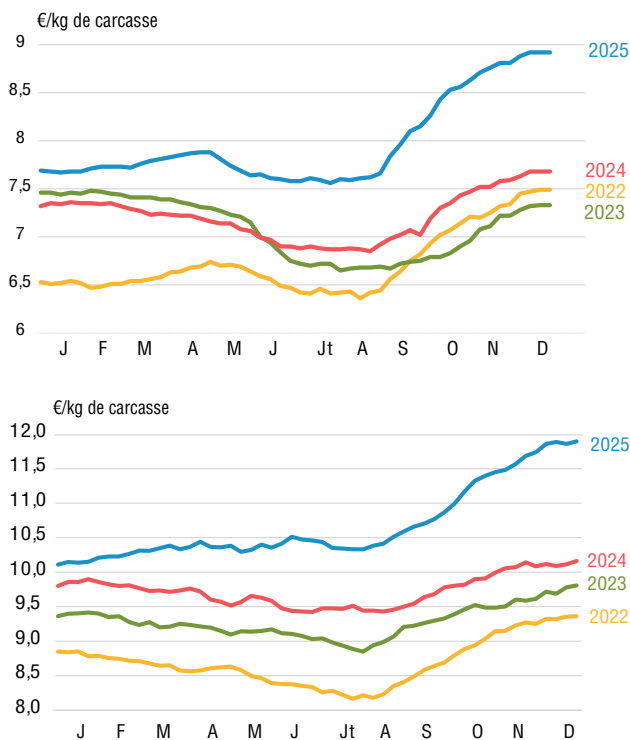
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SPIE-BDNI, Normabev et estimations propres

ÉVOLUTION DES POIDS CARCASSE DES VEAUX FRANÇAIS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SPIE-BDNI, Normabev et estimations propres

PRIX DU VEAU ROSÉ CLAIR O D'ATELIER ET DU VEAU ROSÉ CLAIR U AU PIS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

La part des veaux croisés lait-viande dans les abattages a de nouveau augmenté en 2025, tandis que la production de veaux allaitants a continué de reculer. Les veaux laitiers restent stables en proportion malgré la baisse de production.

Les abattages de veaux de race allaitante ont nettement régressé en 2025, en raison de la baisse des abattages de veaux sous la mère. Cette production est concurrencée par celle des broutards, très fortement rémunérée compte tenu de la hausse des prix du maigre depuis 2022 tout en étant moins difficile à conduire. Ainsi, d'après nos estimations, les abattages de veaux allaitants (sous la mère et élevés en atelier) auraient reculé de près de 20% en 2025.

Les abattages de veaux d'origine laitière ont moins diminué. Les sorties de veaux croisés lait-viande, plus abondants du fait du recours plus important au croisement en élevage laitier, et à la légère baisse des envois en Espagne, ne reculaient que de 2%.

Au total, les veaux laitiers représentaient un peu plus de la moitié des abattages, une part stable depuis maintenant trois ans. La part des veaux allaitants reculait à nouveau, à 14%, et celle des veaux croisés lait-viande poursuivait sa hausse, à 35%.

Après avoir légèrement reculé en 2024, le poids carcasse moyen des veaux est reparti à la hausse en 2025, pour tenter de compenser la baisse de la production en têtes.

Après la baisse observée depuis 2022, liée au changement des plans d'alimentation et à la volonté de servir des veaux gras au marché coûte que coûte en période de moindre disponibilité, quitte à réduire un peu les poids carcasse en automne-hiver, les poids moyens de toutes les catégories de veaux se sont redressés en 2025. En moyenne, ils ont gagné 1,1 kg/2024, à 147 kg de carcasse. Ce fut le cas en particulier pour les croisés lait-viande, qui ont pris 2 kg en moyenne sur l'année par rapport à 2024, en étant plus poussés sur la fibre. Les poids des veaux allaitants restaient à bon niveau à 161 kg comme en 2024, et les veaux laitiers ne dépassaient pas leur valeur de 2024, à 139 kg.

Les cours des veaux de boucherie ont connu une baisse estivale moindre qu'en 2024 et une hausse automnale rapide. Ils terminent ainsi l'année avec des prix allant de +1€ à +2€ /kg éc par rapport à 2024.

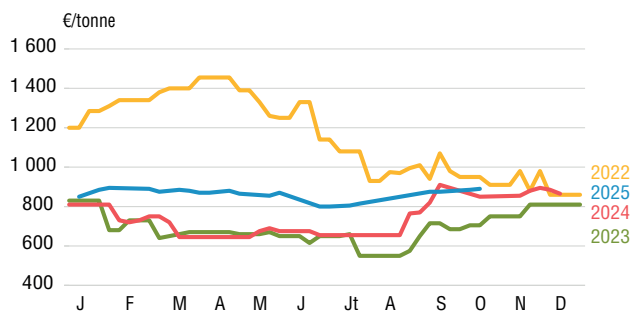
Après un début d'année qui s'est maintenu à des prix relativement stables, les cours des veaux élevés en atelier ont connu une première hausse au printemps, à contre-saison, du fait du manque de disponibilités en veau gras, puis une seconde plus spectaculaire, à partir de la fin de l'été pour la même raison. En moyenne annuelle, le veau rosé clair O élevé en atelier cotait 7,97 €/kg de carcasse, soit une hausse de 76 cts/2024. Clôturent l'année à 8,92€, ces prix sont inédits avec une hausse de 1,23€ en un an (+16%/fin 2024).

Les prix des animaux de conformation R, plutôt destinés au rayon à la coupe et aux boucheries, ont connu une progression toute aussi abrupte, avec un gain de 81 cts sur leur prix moyen annuel, à 8,29€/kg de carcasse, dépassant les 9€ en fin d'année (9,32€ la dernière semaine de 2025).

On trouve la même tendance pour les veaux sous la mère. Les veaux rosés clair U élevés au pis cotaient 10,73 €/kg de carcasse en moyenne, un niveau supérieur de 99 cts à celui de 2024, avec une hausse qui ne s'est pas atténuée sur la fin d'année contrairement à la saisonnalité habituelle des cours qui veut que la hausse des prix se modère après les fortes demandes de la rentrée.

COÛTS DE PRODUCTION 2025

COTATION DE LA POUDRE DE LACTOSÉRUM DOUX

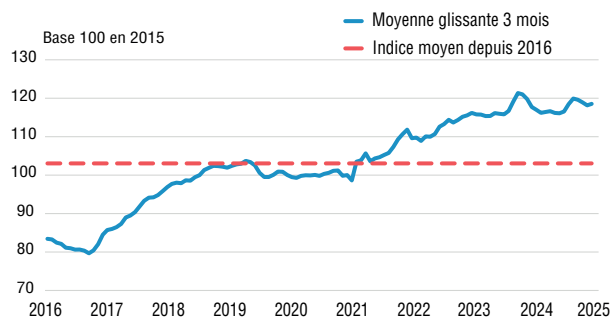


Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après ATLA, pas de cotation depuis octobre.

Après un premier semestre en légère baisse, le cours de la poudre de lactosérum doux est remonté au second semestre. En moyenne sur l'année, il s'établissait 18% au-dessus de 2024 mais 25% sous le cours de 2022, à 863 €/tonne. L'indice IPAMPA des aliments fibreux était en baisse de 3,4% en moyenne annuelle, traduisant la baisse des cours des céréales.

*IPAMPA : Indice des Prix d'Achat des Moyens de Production Agricole

PRIX DU PROPANE EN FRANCE

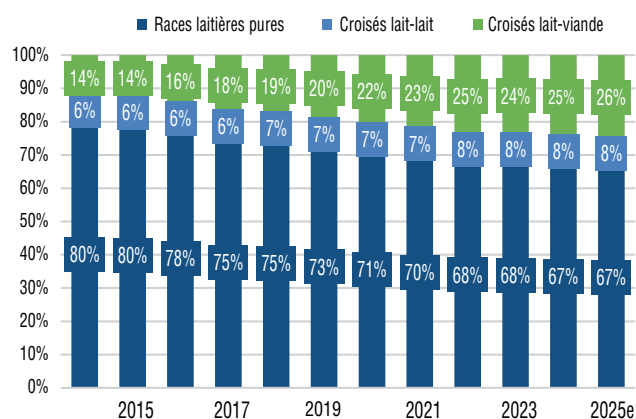


Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après MTECT

En 2025, le prix du propane, à la charge des éleveurs pour le chauffage de l'aliment lacté, était stable en moyenne annuelle. Après une légère hausse en début d'année et un pic en juillet, l'indice a baissé en fin d'année.

JEUNES VEAUX LAITIERS 2025

TYPES RACIAUX DES VEAUX NÉS DE VACHES LAITIÈRES



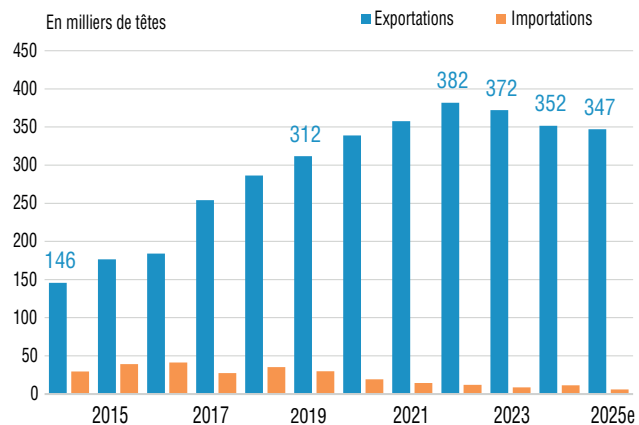
e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SPIE-BDNI Normabev et estimations propres

En 2025, les naissances de veaux de mère laitière ont diminué, à 3,004 millions de têtes d'après nos estimations (-1,2% /2024). Cette baisse est due notamment à la décapitalisation, avec un recul des effectifs de vaches laitières, et aux épizooties MHE et FCO.

En dix ans, la part de veaux croisés lait-viande dans les naissances est passée de 14% à 26% (768 000 têtes), conséquence d'une augmentation du nombre de naissances de veaux croisés en proportion dans un volume total de naissances en baisse. Les naissances de veaux laitiers purs et croisés lait-lait (en bleu marine et bleu turquoise ci-dessus) reculaient de 4% en nombre, à 2 236 000 têtes, et ne représentaient que 74% des veaux nés contre 86% en 2015.

COMMERCE EXTÉRIEUR FRANÇAIS DE VEAUX DE MOINS DE 160 KG VIF



e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Douanes, SPIE-BDNI et estimations propres

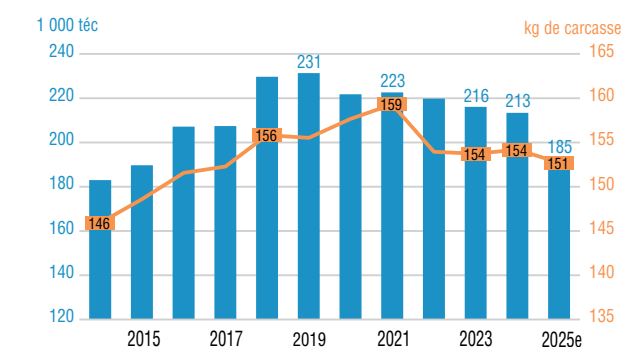
Après une baisse entamée en 2023, les exportations de veaux laitiers ont poursuivi cette tendance en 2025, tout en restant à des niveaux encore très élevés. Elles auraient ainsi reculé de 1 % en 2025, à 347 000 têtes, par rapport à 2024, du fait du recul des naissances en France, et ce malgré le contexte favorable aux envois.

Le marché européen est toujours en demande et a contribué à augmenter fortement les prix des jeunes veaux en 2025. La baisse de disponibilité a entraîné une hausse des cours, le veau mâle de 45-50 kg atteignant en moyenne 234 €/tête, +130 € / 2024, avec un pic à 320€/tête. C'est finalement la fermeture du marché français en octobre à cause des cas de DNC qui a mis un coup d'arrêt à la hausse des prix. Les cotations se sont stabilisées depuis, autour des 200 €.

MARCHÉ AUX PAYS-BAS 2025

La production néerlandaise de veau a chuté à 185 000 téc (-13% /2024). La baisse des poids carcasse a amplifié le recul en volume

PRODUCTION DE VEAUX DE BOUCHERIE AUX PAYS-BAS



e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et estimations propres

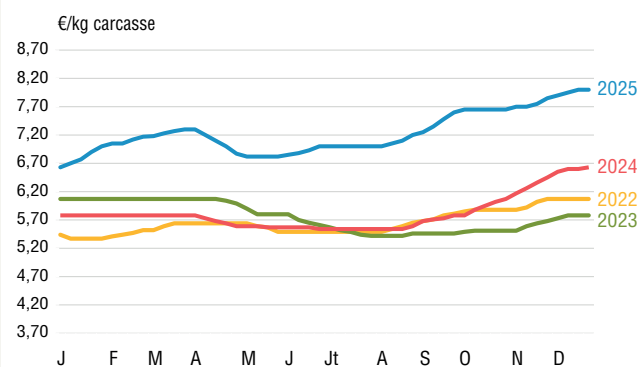
Les abattages de veaux néerlandais ont fortement diminué en 2025, avec 1 225 000 têtes abattues d'après nos estimations. C'est une baisse sur un an de 11%, avec un début d'année particulièrement faible (-18% entre janvier et mars 2025) à la suite de la FCO en 2024 aux Pays-Bas et en Allemagne, couplée à la décapitalisation laitière locale, et chez ses voisins fournisseurs de veaux.

Les poids carcasses étaient en régression, à 151 kg/tête (-2% /2024), car le marché européen a été très demandeur par rapport au nombre d'animaux gras disponibles. La production totale de viande a donc chuté de 13% à 185 000 téc selon nos estimations soit -28 000 téc. La baisse est d'autant plus forte que les animaux abattus sont plus légers que l'année dernière.

1,225 million de têtes

C'est le nombre de veaux abattus aux Pays-Bas en 2025.

COTATION DU VEAU DE BOUCHERIE PIE-NOIR NÉERLANDAIS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après De Kalverhouder

La cotation du veau de boucherie pie-noir néerlandais a fortement augmenté en 2025, à 7,23 €/kgéc, soit +24%. Au milieu du premier semestre, elle a connu un premier pic à 7,30 €/kg, puis les prix sont redescendus après avril. À partir de cette baisse, atteignant le plancher élevé de 6,80 €/kg en mai, les prix n'ont fait qu'augmenter tout le reste de l'année, signe d'un marché tendu à cause du manque de viande. Le manque d'offre en UE et la consommation traditionnellement plus élevée au second semestre ont tiré les cours vers le haut, ceux-ci finissant l'année à 8 €/kgéc soit plus de 20% de hausse en un an. En 2025, les Pays-Bas ne sont pas parvenus à produire autant de veaux qu'en 2024, car les mises en place dans les ateliers d'engraissement ont été nettement plus faibles qu'en 2024. La diminution des importations de jeunes veaux laitiers de 9% en 2024 par rapport à 2023 a contribué à la baisse de la production en 2025.

PRODUCTION UNION EUROPÉENNE 2025

La production européenne de veaux de boucherie est en nette baisse après une année 2024 plus stable, compte tenu du recul des abattages de tous les gros producteurs, en particulier, français, néerlandais et allemands.

ABATTAGES DE VEAUX DE BOUCHERIE DANS L'UNION EUROPÉENNE

1 000 têtes	2020	2021	2022	2023	2024	2025e	Evol 2025e/24
Pays-Bas	1407	1398	1428	1406	1384	1 225	-11,5%
France	1 200	1195	1115	1044	999	924	-7,5%
Italie	591	605	582	601	625	590	-5,6%
Belgique	287	291	305	317	347	303	-12,6%
Allemagne	312	309	302	296	288	266	-7,6%
Autres pays	354	342	355	315	310	228	-26,4%
UE à 27	4 150	4 139	4 085	3 978	3 952	3 537	-10,5%

e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat, SPIE-BDNI, Normabev, Anagrafe nazionale zootecnica et estimations

D'après nos estimations, 3,537 millions de veaux ont été abattus dans l'UE en 2025, un nombre en nette baisse par rapport à 2024, prolongeant la tendance lourde de baisse de production. Les Pays-Bas, la France, l'Italie, la Belgique et l'Allemagne qui abattent à eux cinq 93% des veaux produits dans l'UE sont tous en recul. Les Pays-Bas en particulier, avec 34% de la production, enregistrent une baisse de 11%, causée par le manque d'animaux nationaux et importés (d'Allemagne notamment). La France (25% de la production) est elle aussi en recul de 7,5% /2024. De même pour l'Italie (16% de part de production, -5,6% /2024), la Belgique (9% de part de production, -12,6%/2024) et l'Allemagne (7% de part de production, -7,6%/2024).

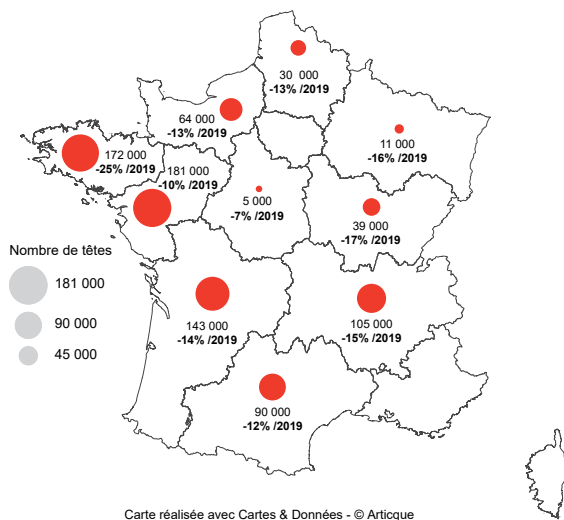
Enfin, en dehors de l'UE, la Suisse était elle aussi nettement en baisse de production de veaux, avec 175 000 têtes abattues d'après nos estimations, soit une baisse de 8%.



LOCALISATION DE LA PRODUCTION ET DES ÉLEVEURS

NOMBRE DE VEAUX SORTIS DES ÉLEVAGES* EN 2024, COMPARÉ À 2019

* Élevages produisant plus de 50 veaux par an

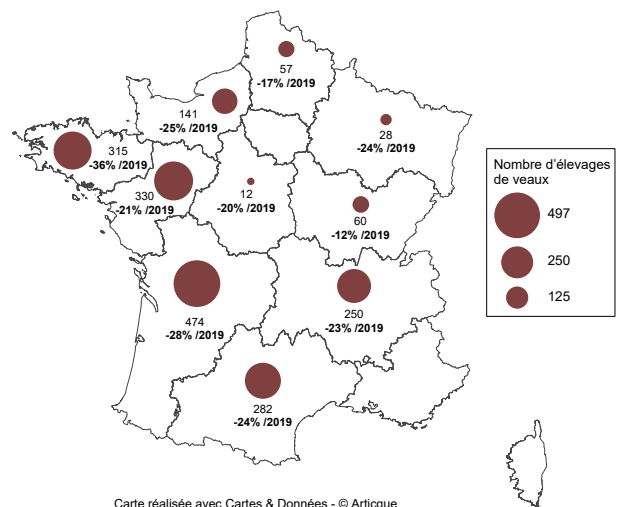


Carte réalisée avec Cartes & Données - © Artique

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Spie et NORMABEV

NOMBRE D'ÉLEVAGES DE VEAUX* EN 2024, COMPARÉ À 2019

* Élevages produisant plus de 50 veaux par an



Carte réalisée avec Cartes & Données - © Artique

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Spie et NORMABEV

MÉTHODE ET PRÉSENTATION DU PROFIL D'EXPLOITATION

Le réseau national INOSYS veau de boucherie est issu de la fusion des dispositifs Réseau du GIE Elevages de Bretagne et Observatoire des Chambres d'agriculture de Bretagne et de Pays de la Loire, auxquels s'ajoutent à présent la Manche, le Lot, la Dordogne et la Corrèze. **Nous présentons ici les résultats de l'année 2024 et l'estimation pour 2025.**

Le veau de boucherie : particularités de la production en intégration

La très grande majorité des élevages de veaux français sont en intégration : une grande partie des charges opérationnelles des élevages (achat d'animaux, aliments, frais vétérinaires...) est supportée par l'intégrateur qui reste propriétaire des veaux engraisés. L'entreprise verse à l'éleveur une prestation de service qui rémunère son travail et les charges de logement (entretien et investissements en bâtiments, eau, électricité, énergie, frais de gestion...).

Méthode pour estimer le résultat 2025

Nous estimons le **résultat courant** (définition page 26) à l'échelle de l'exploitation. Des indices de variation de prix et de volumes sont appliqués aux charges et produits des fermes de l'échantillon

constaté en 2024, à structure constante. Pour les charges, les évolutions suivent les Indices des Prix d'Achat des Moyens de Production Agricoles publiés par l'INSEE (IPAMPAs énergie, engrais...) et d'autres sources de données (indice national fermage, taux d'intérêt TEC10...). Pour les produits (prestation, aides...), nous nous appuyons sur l'expertise des conseillers du réseau INOSYS et de représentants des maillons élevage et intégration de la filière veau, enfin sur Agreste et Arvalis pour les cultures.

Présentation des exploitations

Les résultats sont issus de 17 exploitations spécialisées dans la production de veaux de boucherie dont 6 sont situées en Bretagne, 5 en Pays de la Loire, 3 en Normandie et 3 en Corrèze. **En 2024, 35% de ces élevages ont reçu une subvention de leur intégrateur pour investir et moderniser leur atelier.** La SAU des exploitations, comprise entre 0 et 55 ha, s'élève en moyenne à 29 ha. La main-d'œuvre est très largement consacrée à l'atelier veau (à 88%). Pour chauffer l'eau de l'aliment d'allaitement, 15 de ces ateliers utilisent le gaz, 2 le bois ou biogaz et 2 le fioul. **Il est important de souligner que cet échantillon est de petite taille. Les résultats observés et estimés permettent toutefois de donner des tendances.**

6

LE SECTEUR DU VEAU

ENGRASSEURS DE VEAUX DE BOUCHERIE SPÉCIALISÉS

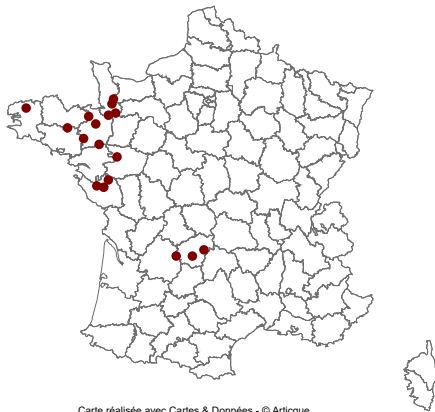
En 2025 le revenu recule après les investissements de 2024



DONNÉES REPÈRES

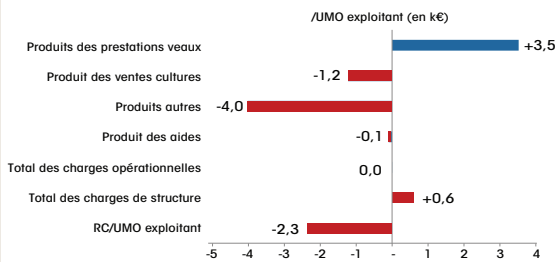
- 1,3 UMO totale dont 1,17 UMO exploitant
- 19 ha de SAU dont 14 ha de grandes cultures et 5 ha de surfaces fourragères
- 450 places de veaux
- Durée moyenne d'engraissement : 171 jours

LOCALISATION DES 17 EXPLOITATIONS



Carte réalisée avec Cartes & Données - © Artique

RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2024 ET 2025



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

En 2025, la hausse des prestations ne compenserait pas les hausses de charges des ateliers. Le résultat courant, à 30 100 €/UMO exploitant reculerait (-2 300 €).

En 2024, la prestation veau représentait 85% du produit total

Les aides (6%) et les cultures (7%) complètent le produit. Les charges sont à 90% des charges de structure, dont les amortissements (38% dont 71% bâtiment & installations), suivis de l'énergie et de l'eau (13%), des cotisations sociales exploitant (8%), de l'entretien du bâtiment & matériel (6%), des salaires et travaux par tiers (6%) et des frais de gestion (6%). Les charges opérationnelles (10%) regroupent les charges variables végétales, le lavage du bâtiment, la tonte et l'identification.

En 2024, le résultat courant moyen perdait 200€ à 32 400 €/UMO exploitant

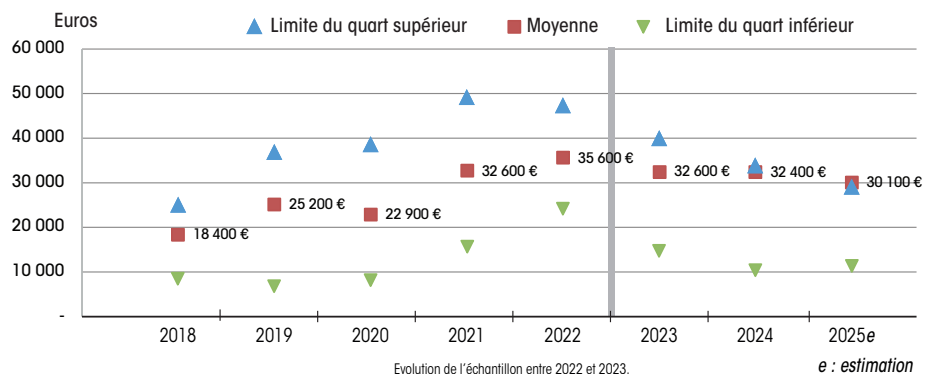
En 2024, les produits ont progressé de 8 500 € grâce à la prestation (7 000 €, +11€/place). Le produit des cultures a dégringolé au-delà des moyennes nationales (-3 500 €). Des indemnités d'assurance ont boosté le total d'aides (+1 500 €). Les autres produits veau ont gagné 3 300 € via l'aide des intégrateurs pour moderniser les ateliers (chaîne d'alimentation, caillebotis neufs, ...). Les charges de structure ont bondi de 9 500 € en raison de la hausse des amortissements (2 600 €), consécutivement à de nouveaux investissements. Les frais de gestion ont suivi (+1 400 € d'études) ainsi que les frais financiers et d'assurance de prêt (+1 200 € chacun). Les salaires ont grimpé de 1 400 € via davantage de main-d'œuvre salariée en période de travaux. La même logique et les mauvaises conditions de récolte ont gonflé les travaux par tiers (+1 400 €). L'eau et l'énergie ont reculé (-900 €) par l'installation de panneaux solaires et moins de gaz consommé. Les charges opérationnelles (engrais) ont reculé de 450 €.

En 2025, le résultat courant estimé diminuerait de 7% à 30 100 €/UMO exploitant

En 2025, le résultat reculerait de 2 300 € du fait des produits : -1 800 €. La prestation progresserait de 7 €/place (3 500 €) mais les autres produits de l'atelier chuteraient (4 000 €) car l'aide à la modernisation par les intégrateurs a été versée en une fois en 2024. Le produit des cultures régresserait encore (-1 200 €). Les charges de structure progresseraient peu (600 €). La hausse des amortissements (1 300 €) et des assurances (300 €) serait en partie effacée par le recul de l'électricité (650 €), du carburant (250 €), des cotisations sociales exploitant (300 €) et un gaz stable. Les charges opérationnelles veau et cultures stagneraient.

Les investissements des éleveurs en 2024 améliorent le confort de travail et des veaux en 2025 mais le résultat recule. Depuis 2023, la moyenne du résultat courant est tirée vers le haut par des élevages très performants, spécialisés en veau, et donc favorisés par la hausse de la prestation, tandis que le recul du produit des cultures pénalise le quart inférieur des élevages.

RÉSULTAT COURANT (RC)/ UMO EXPLOITANT



Evolution de l'échantillon entre 2022 et 2023.

e : estimation

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

LES PRÉVISIONS 2026

Baisse de production plus modérée en 2026

La production bovine a nettement reculé en 2025, les problèmes sanitaires venant s'ajouter à la décapitalisation au long cours. Nous attendons une baisse de production plus modérée en 2026, en particulier grâce aux effectifs importants de génisses de races allaitantes, qui devraient permettre à la fois de soutenir une production dynamique de viande de femelles, mais également de ralentir la décapitalisation – à la condition que le contexte sanitaire finisse enfin par s'améliorer en cours d'année. Côté mâles, les débouchés export aussi bien que vers l'engraissement en France devraient continuer de souffrir du manque de disponibilités.



BILAN D'APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ FRANÇAIS EN VIANDE BOVINE

1000 téc	2022	2023	2024	2025e	évol. 2025/24	2026p	évol. 2026/25
Abattages	1 357	1 298	1 295	1 262	-2,6%	1 253	-0,7%
Dont :							
Femelles	791	746	741	731	-1,3%	734	+0,4%
Taurillons et taureaux	350	348	355	339	-4,6%	332	-2,1%
Bœufs	53	52	54	56	+5,4%	56	-0,4%
Veaux de boucherie	164	153	146	136	-6,9%	131	-3,2%
Imports viande	383	360	359	352	-1,9%	350	-0,7%
Exports viande	245	217	242	242	+0,0%	244	+1,0%
Consommation	1 495	1 442	1 412	1 372	-2,9%	1 358	-1,0%
Dont :							
Consommation de viande bovine française	1 112	1 081	1 053	1 020	-3,2%	1 008	-1,1%
Export brouards	1 070	999	946	915	-3,2%	882	-3,7%

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Normovev, Douanes et prévisions propres
e : estimations
p : prévisions

Baisse modérée de la production et de la consommation

Nous attendons pour 2026 une baisse de production limitée à -0,7 % /2025. En effet, si la production de taurillons et de taureaux devrait à nouveau se réduire, celle de viande de femelles pourrait quant à elle légèrement progresser. Nous espérons par ailleurs un recul plus modéré de la production de veaux de boucherie, et une stabilisation de la production de bœufs.

Tout comme la production, la consommation française de viande bovine se réduirait moins fortement qu'en 2025, retrouvant un rythme d'érosion plus proche de celui des années précédentes, autour de -1%.

Les exportations pourraient connaître de légères hausses, avec un marché européen de la viande bovine toujours dynamique, en forte demande de jeunes bovins notamment.

Les importations, quant à elles, pourraient rester stables. Le retournement de la conjoncture laitière en Europe ne devrait pas conduire à un afflux de viande de vache, le cheptel européen ayant été significativement réduit en 2025.

Une production de viande de femelles renforcée en 2026 (+0,4%)

Des réformes laitières toujours moins nombreuses en 2026.

La propagation de la FCO-3 dans l'Ouest nous fait craindre de nouvelles difficultés de reproduction en 2026 pour le cheptel laitier, et donc des effectifs de vaches laitières toujours en baisse marquée fin 2026.

Le nombre de réformes devrait reculer sur un rythme comparable à 2025, à -3,4%, mais avec des poids qui devraient continuer leur progression, tirés par les prix incitatifs de la viande.

La production de génisses laitières et croisées devrait rester stable en 2026.

Davantage d'abattage de femelles de races allaitantes

Même si la pyramide des âges reste très défavorable, les éleveurs allaitants ont conservé davantage de femelles que par le passé, ce qui nous laisse espérer un certain ralentissement de la décapitalisation.

Ainsi, les effectifs de femelles au 1er janvier 2026 nous permettent d'attendre à la fois un renouvellement soutenu, des réformes plus nombreuses, mais également une production de génisses en hausse.

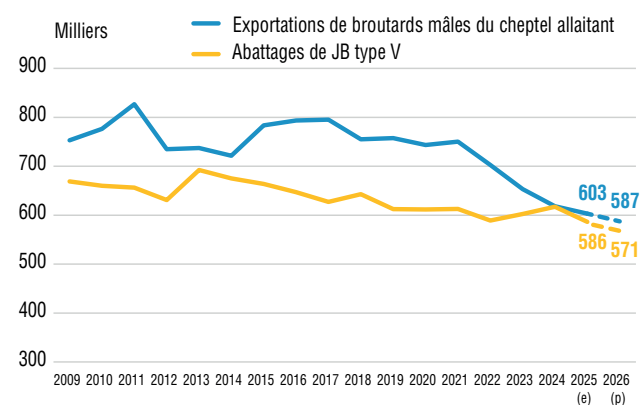
Au global, nous attendons une hausse de la production de viande de femelles allaitantes de 1,4 %. Cependant, les éleveurs pourraient faire le choix de conforter encore davantage leurs cheptels, au détriment de cette production de femelles allaitantes.

Les exportations de broutards et l'engraissement en France affectés par le manque de maigre

Depuis 2022, la baisse des disponibilités de veaux de type allaitant, conséquence directe de la décapitalisation, n'affectait pratiquement que les exportations de broutards, en baisse marquée, tandis que les achats dynamiques par les engraisseurs français permettaient au contraire une progression de la production de jeunes bovins. Cette dynamique a montré un réel fléchissement en 2025 : la forte augmentation des prix du broutards a bien été suivie par une augmentation importante des cours du jeune bovin fini, mais de manière retardée. Cela a incité certains naisseurs-engraisseurs à préférer vendre en maigre plutôt que de devoir mener à bien l'engraissement complet de l'animal, et ce d'autant plus que les croissances ont pu être affectées par le contexte sanitaire, et qu'une certaine surmortalité des mâles a été constatée.

Pour 2026, les disponibilités en veaux et broutards de type viande sont très affectées par le contexte sanitaire (sous-fertilité et surmortalité à la naissance), et devraient peser à la fois sur la production de taurillons et sur les exportations de broutards.

PRODUCTION DE JEUNES BOVINS ET EXPORTATIONS DE BROUARDS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SPIE-BDNI et Normabev, et prévisions progress

Poursuite de la baisse des exportations de broutards : -3,7% en 2026

Malgré les interdictions localisées liées à la propagation de la DNC, les exportations de broutards ont pour leur part largement moins baissé que l'année précédente, à « seulement » - 3,2 % en 2025. Nous attendons une baisse comparable pour 2026, du fait des faibles disponibilités et des restrictions de mouvements liées à la DNC.

Nouvelle baisse de la production de taurillons et taureaux en 2026

Nous attendons pour 2026 une production de taurillons et taureaux en baisse de 2,6 % en têtes et 2,1 % en tonnage. Les engraisseurs spécialisés ont bien maintenu leurs achats de broutards en 2025, mais les naisseurs engraisseurs ont moins de bovins mâles à l'engraissement.

7 LES PRÉVISIONS 2026

Stabilisation de la production de bœufs

Nous attendons une production de bœufs en très légère baisse en 2026 par rapport à 2025 (-0,4%).

Les effectifs de mâles de plus de 24 mois présents en ferme sont plutôt stables pour les laitiers et croisés, laissant présager une stabilité de la production de bœufs laitiers et croisés.

Dans le cheptel allaitant, les mâles de plus de 24 mois sont nombreux en ferme, mais nous estimons qu'une partie d'entre eux a été conservée par les éleveurs pour renouveler les taureaux de reproduction dont la fertilité a été mise à mal par les épizooties.

Baisse de la production de veaux de boucherie

Nous espérons en 2026 une baisse de la production de veaux de boucherie un peu moins prononcée qu'en 2025, autour de -3,2% en tonnes équivalent carcasse, les disponibilités en veaux laitiers et croisés devant moins baisser en 2026 qu'ils ne l'avaient fait en 2025.

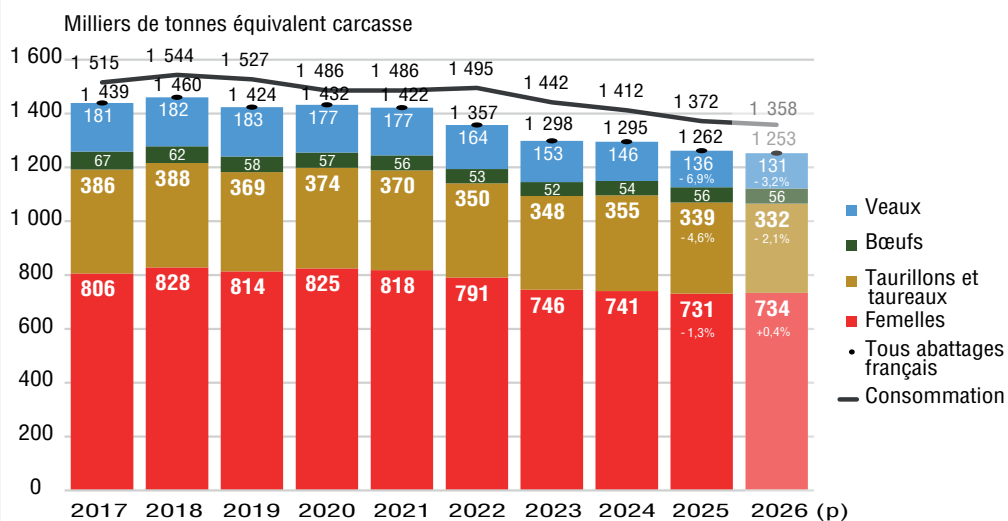
En 2025, le contexte sanitaire avait en effet lourdement affecté les disponibilités de veaux, venant amplifier la baisse liée aux faibles taux de renouvellement des ateliers. La production de veau de boucherie avait chuté de 6,9%.

Conclusion générale sur la production

La production de viande bovine en France afficherait une légère baisse, autour de -0,7 % /2025 , en particulier grâce aux forts effectifs de femelles de races allaitantes, conservées par les éleveurs allaitants. Les autres productions sont affectées par la décapitalisation qui restreint depuis plusieurs années les naissances bovines, mais également par le contexte sanitaire dégradé depuis fin 2023 (voir page 28 sur le sanitaire), qui a encore davantage pénalisé nos disponibilités en veaux. Heureusement, les gains de poids, portés par des cours incitatifs et de faibles coûts alimentaires, atténuent légèrement la baisse des effectifs produits.

Toutefois, la production pourrait baisser plus fortement que prévu, soit si les éleveurs allaitants préféraient conserver davantage de femelles pour étoffer les cheptels – ce qui serait de bon augure à plus long terme – soit si le contexte sanitaire restait aussi dégradé qu'en 2025 au lieu de retrouver une situation normale en cours d'année 2026, comme nous le supposons dans nos prévisions.

ABATTAGES ET CONSOMMATION DE VIANDE BOVINE EN FRANCE (1 000 TÈC)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SPIE-BDNI et Normabev, et prévisions propres
p : prévisions

Ces prévisions ont été élaborées en janvier 2026 par le GEB-Département Économie de l'Institut de l'Élevage

DOSSIER ANNUEL

BOVINS VIANDE

Année 2025
Perspectives 2026

N° 563
Janvier 2026

Économie de l'élevage



Retrouvez tous les dossiers « Économie de l'Élevage » sur :
www.Institut de l'Élevage.fr



Dossier annuel -
Bovins lait -
Année 2024 Perspective 2025
n°557 - Mars 2025



Dossier annuel -
Caprins -
Année 2024 Perspective 2025
n°558 - Avril 2025



Dossier annuel -
Ovins -
Année 2024 Perspective 2025
n°559 - Mai 2025



Dossier marchés mondiaux -
Produits laitiers -
Année 2024 Perspective 2025
n°560 - Juin 2025



Dossier marchés mondiaux -
Viande bovine -
Année 2024 Perspective 2025
n°561 - Juin 2025



Dossier - Bovins viande -
Allemagne
n°562 - Novembre 2025

Conception de la maquette : Béta Pictoris (beta.pictoris@free.fr) - Institut de l'Élevage

Mise en page et iconographie : Corinne MAIGRET et Jenny LEFEUVRE (Institut de l'Élevage)

Crédits photos : Crédits photos : Couverture © F.SAUGUET - P4 ©M-C.LECLERC/IDELE - P2 ©INTERBEV - P3 ©PAULOMGODOY/ADOBESOCK - P3 ©AUREMAR/ADOBESOCK - P18 ©M.LEVEQUE GAEC DE LA FERME DES HÉES - P27 ©CREDIT FOTOLIA LAURENT DAVAINÉ - P28-29-30-34 ©C.MAIGRET/IDELE - P33-37 ©CRA PDL/IDELE - P36 ©M.BENOIT/IDELE - P2-P36-37-42 ©DR IDELE

Imprimé à L'Artésienne - N°ISSN 1273-8638 - N° IE 0026501001

Version numérique téléchargeable gratuitement sur www.Institut de l'Élevage.fr

Confédération
Nationale de l'Élevage
CNE